

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Vers un marché international des capitaux ? par R.N. Cooper — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

VERS UN MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX ?

par Richard N. COOPER,

professeur à l'Université de Yale, New Haven (Connecticut)

Le présent article analyse la croissance et le développement du marché international des capitaux durant la dernière décennie, examine s'il existe actuellement un véritable marché financier international et en considère les avantages et les inconvénients.

Un marché des capitaux implique la mobilisation des épargnes de ceux qui sont désireux de détenir des actifs financiers, en vue de l'investissement (ou de la consommation) par d'autres qui sont prêts à souscrire des engagements financiers ou à émettre des actions. Les marchés des capitaux se distinguent généralement des marchés monétaires par le terme des créances qui y sont négociées, le marché des capitaux se référant à des transactions sur créances dont le terme dépasse, par définition, un an, voire cinq ans, encore que toute distinction rigoureuse entre les deux marchés soit arbitraire, en raison de leur étroite interdépendance. Les prêts bancaires à moyen terme, par exemple, impliquent des termes excédant une année, mais ne donnent généralement pas lieu à l'émission de titres négociables.

On dira de plusieurs marchés financiers géographiquement distincts qu'ils sont intégrés — c'est-à-dire formant effectivement un seul marché —, dans la mesure où un nombre significatif d'épargnants ne fait pas de distinction entre les créances selon la localisation géographique de l'emprunteur. Dans un contexte international, ceci signifie que ces épargnants ne différencient pas les emprunteurs d'après leur nationalité. Pareille caractéristique suppose évidemment à la fois le désir d'accepter des créances sur l'étranger et la possibilité de le faire : ce dernier point postule l'absence de restrictions de change ou d'autre nature à l'encontre des exportations de capitaux.

Il y a deux manières d'approcher empiriquement le problème de l'existence d'un marché atlantique des capitaux, comprenant le Canada, les Etats-Unis et la plupart des pays de l'Europe occidentale : ou bien, nous pouvons examiner le volume absolu et relatif des transactions financières à long terme entre ces pays et considérer la nationalité et les autres caracté-

ristiques des emprunteurs et des prêteurs; ou bien encore, nous pouvons adopter une approche économiquement plus significative, en vérifiant dans quelle mesure les rendements des obligations et les cours des actions ont été harmonisés. De même qu'un marché suppose un seul prix pour des biens ou des créances identiques, ou des prix similaires pour des biens ou des créances similaires, un véritable marché financier atlantique impliquerait donc des taux d'intérêt ou de rendement similaires pour des créances dont le risque et la liquidité seraient semblables. Les deux sections suivantes de cet article esquisseront la validité de ces deux approches. A partir de cette démonstration, nous soulignerons certaines implications, pour la politique économique, de la tendance vers un marché unique et nous présenterons les avantages et les inconvénients qu'entraînerait, à l'heure présente, un marché des capitaux unifié débordant les frontières nationales.

1. Volume et croissance des mouvements internationaux de capitaux.

La croissance rapide des émissions d'obligations étrangères durant les années 1960 a été une source d'étonnement universel. D'un peu plus de 200 millions de dollars en 1958 — approchant les 400 millions si on inclut le Royaume-Uni —, les émissions d'obligations étrangères en Europe ont dépassé 4,7 milliards de dollars en 1968, soit un taux composé de croissance d'environ 30 p.c. par an. La croissance est nettement moins marquée, quoique encore importante, si on inclut le marché des Etats-Unis : les émissions totales d'obligations étrangères des deux côtés de l'Atlantique sont passées de 1,5 à 6,3 milliards de dollars ⁽¹⁾, de 1958 à 1968, c'est-à-dire qu'elles ont quadruplé.

On peut établir une distinction entre les obligations étrangères émises sur les marchés nationaux et libellées dans la monnaie nationale du marché d'émission, et les obligations « internationales » qui sont libellées dans une monnaie (généralement le dollar U.S., mais

aussi le mark allemand, deux ou plusieurs devises et des unités de compte) différente du ou des pays où a lieu l'émission ⁽¹⁾.

Tableau I.

Emissions d'obligations étrangères ¹, 1958-1968

(millions de dollars U.S.)

Sources : 1958-1966 : Organisation de Coopération et de Développement Economique, *Capital Markets Study*, vol. III, *Functioning of Capital Markets*, (Paris, O.C.D.E., 1968, p. 717); 1967-1968 : Department of Commerce, *Survey of Current Business* and Morgan Guaranty Trust Company, *World Financial Markets*.

	Obligations étrangères émises aux Etats-Unis	Obligations étrangères émises en Europe ²	Emissions internationales ²	Total
1958	1.138	302	82	1.522
1959	802	337	31	1.170
1960	636	393	29	1.058
1961	558	559	79	1.196
1962	1.185	430	—	1.615
1963	1.414	426	119	1.958
1964	1.191	263	838	2.293
1965	1.532	264 ³	1.192	2.989
1966	1.317	550 ³	1.155	3.021
1967	1.619 ⁴	404 ³	2.002	4.025
1968	1.576 ⁴	1.185 ³	3.517	6.278

¹ Comprenant les placements privés et les obligations convertibles.

² Les obligations étrangères émises en République fédérale d'Allemagne après l'imposition en mars 1964 d'une taxe de 25 p.c. sur les coupons d'obligations allemandes sont considérées comme des émissions internationales, puisqu'elles sont exemptes de cette taxe.

³ Y compris le Canada.

⁴ A l'exclusion des achats effectués par des étrangers.

La grande masse des emprunts étrangers à long terme placés aux Etats-Unis est le fait du Canada, quoique le Japon, Israël, la Banque Mondiale et, avant l'émission de la taxe d'égalisation d'intérêt en 1963, plusieurs pays européens aient également été des emprunteurs importants. Les sociétés américaines et leurs filiales ont constitué à elles seules le groupe le plus important des emprunteurs sur le marché européen : elles sont à l'origine d'un peu moins de la moitié des émissions (souvent en obligations convertibles) en 1968. Les sociétés non américaines interviennent pour un quart des emprunts environ, les autorités gouvernementales et les institutions internationales, pour le reste.

⁽¹⁾ Les obligations étrangères libellées en marks allemands sont considérées à partir de mars 1964 comme des obligations « internationales », même si elles sont placées sur le marché allemand; en effet, elles furent exemptées de la taxe perçue sur les paiements d'intérêt aux détenteurs étrangers d'obligations allemandes et, de ce fait, rapportèrent des rendements nominaux inférieurs aux obligations allemandes émises sur le marché intérieur.

⁽¹⁾ On peut noter en passant que ce montant se compare favorablement en valeur absolue à la moyenne annuelle de 2 milliards de dollars d'émissions étrangères en Europe et aux Etats-Unis durant la période 1924-1928, considérée comme l'âge d'or du marché international des capitaux.

Il est plus difficile d'identifier les prêteurs du fait de l'impossibilité de connaître l'acheteur ultime de ces obligations. Aux Etats-Unis, les compagnies d'assurances et les fonds de pensions constituent une source régulière de demandes de nouvelles émissions d'obligations. Sur le marché européen, les particuliers et les trusts de famille sont relativement plus importants, conduisant ainsi à des coûts de vente plus élevés pour le marché « de détail ». On a estimé que, vers 1965, environ la moitié des obligations étrangères émises en Europe avait été acquise par des banques et des holdings suisses agissant pour le compte de clients du monde entier; une autre tranche de 20 p.c. des fonds provenait des autres pays du continent européen ⁽¹⁾.

Plus des trois quarts des émissions d'obligations internationales, définies au sens étroit, ont été libellées en dollars des Etats-Unis et, dès lors, plus des deux tiers du total des obligations étrangères émises en dehors des Etats-Unis l'ont été également dans cette monnaie. Comme pour une langue, l'utilité d'une monnaie est proportionnelle au nombre de personnes qui l'adoptent. En utilisant une monnaie commune, le marché s'élargit et la liquidité des actifs financiers s'accroît, du moins potentiellement, puisque cette liquidité dépend du développement des marchés secondaires où se négocient les titres après leur émission et avant leur échéance. On notera que les marchés secondaires en Europe se sont développés plus lentement que les marchés de nouvelles émissions. En 1968 et 1969, le mark allemand a été plus utilisé, les autorités monétaires allemandes ayant délibérément réduit les taux d'intérêt et pris d'autres mesures en vue d'encourager l'exportation de capitaux, rendant les obligations libellées en marks allemands moins coûteuses aux emprunteurs que celles libellées en dollars ⁽²⁾.

Les émissions d'obligations étrangères et internationales ont connu une croissance rapide, tant par rapport à l'activité totale sur les différents marchés financiers nationaux qu'en valeur absolue. Il est difficile d'établir des mesures comparables, mais, sur base du total des émissions nettes de nouvelles obliga-

tions sur les huit principaux marchés des capitaux européens, plus les Etats-Unis, la part des émissions d'obligations étrangères et internationales est passée, selon les estimations de l'O.C.D.E., de 5 p.c. en 1960 à 11 p.c. en 1965 et à 14 p.c. en 1968 ⁽¹⁾.

Le marché des actions constitue une autre branche des marchés financiers. Pour obtenir des informations valables, il faut se tourner vers le marché secondaire, celui-ci étant de beaucoup plus important, par rapport aux nouvelles émissions, que dans le cas des obligations. Jusqu'en 1968, les mouvements nets de fonds entre pays, afférents à des achats d'actions — à l'exclusion des investissements directs ayant pour objet une prise de contrôle —, ont été relativement faibles, les Américains n'augmentant que légèrement leurs portefeuilles d'actions étrangères au cours des années 1960, tandis que les Anglais s'occupaient de liquider sur une grande échelle leurs avoirs d'actions étrangères. Cependant, les achats nets d'actions américaines par l'étranger augmentèrent fortement à partir de 1965 : ils s'élevèrent de 200 millions de dollars en 1963 à environ 2,3 milliards en 1968, les achats en provenance d'Europe et du Canada en constituant la plus grande partie. Le nombre des fonds communs de placements augmenta rapidement à la fin des années 1960, spécialement en République fédérale d'Allemagne et en Italie, et beaucoup de ceux-ci se spécialisèrent dans l'achat d'actions étrangères, principalement américaines.

Du point de vue de l'intégration des marchés financiers, ce sont les transactions *brutes* plutôt que nettes qu'il faut prendre en considération. Celles-là furent très importantes, même si les transactions nettes furent modestes. En 1968, par exemple, les achats étrangers d'actions américaines atteignirent 13,1 milliards de dollars et les ventes 10,8 milliards, soit plus de six fois les niveaux de 1960 : les achats américains d'actions étrangères — à l'exception des *dealers*, généralement soumis à la taxe d'égalisation d'intérêt de 15 p.c. — s'élevèrent à 1,6 milliard de dollars en 1968; et les ventes à 1,2 milliard, soit pour les deux, plus du double du niveau de 1960. Ces montants sont relativement faibles par rapport à la valeur totale brute des ventes d'actions

⁽¹⁾ D. Williams, « Foreign Currency Issues in European Security Markets », *I.M.F. Staff Papers*, mai 1967, p. 61.

⁽²⁾ L'attente d'une future réévaluation du mark allemand a également contribué à réduire le taux de rendement des obligations libellées en cette monnaie.

⁽¹⁾ O.C.D.E., *Capital Markets Study*, op cit., Statistical Annex, pp. 122-123 et les sources qui y sont mentionnées.

(125 milliards de dollars à la Bourse de New York pour la seule année 1968). Mais ici, comme ailleurs en économie, c'est l'acheteur marginal qui compte. Le problème, par conséquent, est de savoir si les transactions internationales en actions et en obligations ont été, à la marge, suffisamment importantes pour influencer ou même déterminer les cours sur les différents marchés nationaux.

Avant d'examiner ce dernier point, il convient de mentionner deux autres aspects importants des mouvements internationaux de capitaux, même s'ils ne ressortissent pas strictement aux marchés des capitaux tels qu'ils sont définis ici : il s'agit des mouvements de capitaux à court terme et des investissements directs. Ceux-ci constituent des liaisons potentielles et indirectes entre les marchés financiers dans la mesure où il existe une certaine substitution, d'une part, entre les créances financières à court et celles à long terme, et, d'autre part, entre les créances financières à long terme et les actifs réels. Les marchés financiers pourraient être pleinement intégrés, dans le vrai sens économique d'une égalisation des prix de créances de qualités similaires, et ce, même en l'absence de mouvements de capitaux à long terme entre pays, à la condition, par exemple, que les marchés monétaires et financiers soient intimement liés à l'intérieur de chaque pays et que les marchés monétaires nationaux soient fortement liés sur le plan international.

Les marchés monétaires nationaux sont reliés, à l'heure actuelle, essentiellement par le marché des euro-dollars, à savoir un marché de créances en dollars à court terme localisé à Londres ainsi que dans d'autres centres financiers européens. Là où les règlements nationaux de change permettent des sorties de fonds à court terme, ceux qui disposent de tels fonds compareront les possibilités de gain chez eux avec ceux des dépôts en euro-dollars et déplaceront conséquemment leurs fonds. Même dans les cas où existent des règlements limitant les sorties de fonds, les emprunteurs de bon renom prélèveront des fonds du marché de l'euro-dollar lorsque les taux y sont plus attractifs que sur leur propre marché. De cette manière, les marchés monétaires nationaux tendent à être liés les uns aux autres.

Le marché de l'euro-dollar s'est développé dans des proportions substantielles. Avec un total d'engagements estimé à 25 milliards de

dollars à la fin 1968, non compris les dépôts interbancaires, le marché de l'euro-dollar était approximativement égal en volume au stock monétaire de l'Italie, du Japon ou du Royaume Uni, et n'était largement dépassé que par le volume monétaire de la France et des Etats-Unis. De plus, il a fait preuve d'une adaptation surprenante face aux nouvelles demandes qui s'adressaient à lui. La possibilité pour les emprunteurs ou les prêteurs d'opérer soit sur le marché de l'euro-dollar, soit sur les marchés intérieurs, est susceptible d'influencer fortement les conditions monétaires locales et, dans le cas de plusieurs pays, elle peut, en principe, largement faire échec à la politique monétaire en tant qu'instrument de stabilisation économique. Ce résultat extrême ne s'est pas encore réalisé, en partie parce qu'un arbitrage entre dollar et monnaie locale implique soit que l'arbitragiste prenne un risque de change, soit qu'il s'assure contre celui-ci, en vendant à terme la monnaie qu'il a achetée. Le risque de change conduit à isoler les uns des autres les marchés monétaires nationaux, alors même que toutes les facilités techniques d'un marché unique intégré seraient présentes.

Les investissements directs à l'étranger peuvent également servir de lien entre les différents marchés financiers. Une récente étude sur les motivations des investissements directs a souligné, à juste titre, l'exploitation de pouvoirs de quasi-monopole provenant de brevets ou d'autres avantages spécifiques sur le plan technologique ou du « management ». Beaucoup d'investisseurs directs empruntent sur les marchés locaux à la fois pour disposer de lignes de crédit et se prémunir contre les risques de change; cette pratique suggère que l'investissement direct ne répond pas avant tout à des différences nationales dans les rendements des obligations à long terme. Cependant, l'investissement direct conduit normalement à un transfert de fonds d'un pays à un autre, et, dès le début des années 1960, de tels transferts ont eu lieu sur une large échelle.

Les reprises par des américains de firmes européennes renchérissent le prix des actifs existants et, dans la mesure où ces transactions se font au comptant, il s'ensuit des transferts de fonds du marché financier américain vers les marchés financiers ou monétaires d'Europe. Les investissements en nouvelles usines et en équipement sont bien plus diffus

dans leurs effets, puisque tout transfert de fonds en provenance de la compagnie mère est accompagné par une demande supplémentaire de fonds qui peut, le cas échéant, lui être supérieure selon l'importance de l'emprunt local et l'ampleur des effets multiplicateurs. Cependant, comme beaucoup de sociétés internationales ayant accès à deux ou plusieurs marchés financiers nationaux sont influencées, dans leurs recherches de fonds, par les coûts relatifs, elles tendent par là même à rendre plus harmonieuses les conditions d'emprunt sur les différents marchés nationaux. L'investissement direct joue également un rôle dans l'harmonisation des marchés monétaires nationaux : les sociétés disposant temporairement de liquidités excédentaires les placeront sur le marché où la combinaison rendement-risque est la plus favorable, tandis que celles qui sont démunies de capitaux à court terme emprunteront sur le marché monétaire qui offre les coûts les plus bas. C'est ainsi que les sociétés internationales figurent parmi les participants les plus actifs tant sur le marché de l'euro-dollar que sur celui de l'euro-bond.

Soit dit en passant, il est intéressant de noter que le marché de l'euro-dollar, tout comme celui des obligations internationales, a été favorisé par l'imposition de contrôles nationaux qui ont empêché le marché national offrant la situation la plus avantageuse de jouer un rôle international. C'est ainsi qu'on a limité, en 1957, la possibilité pour les banques commerciales anglaises de prêter en sterling en dehors du Royaume-Uni, tout en les laissant libres d'opérer dans d'autres devises,

de sorte qu'elles commencèrent à accepter des dépôts et à prêter en dollars. En 1963, l'application de la taxe d'égalisation d'intérêt a pratiquement eu pour effet de fermer le marché des obligations de New York à une large catégorie d'emprunteurs étrangers, créant ainsi une demande pour les émissions en Europe : deux années plus tard, cette demande fut renforcée dans une large mesure par les limitations volontaires sur le financement par les Etats-Unis d'investissements directs à l'étranger.

2. Taux d'intérêt et prix des actifs financiers.

Les mouvements de fonds au-delà des frontières nationales ont, sans aucun doute possible, fortement augmenté durant les années 1960, tant de façon absolue que par rapport aux transactions financières intérieures. Des marchés internationaux monétaire et financier sont ainsi apparus. Mais ces développements suffirent-ils à intégrer les marchés financiers nationaux dans le sens d'un rapprochement des prix des actifs financiers similaires ? Un marché parfait requiert, en effet, pour un bien donné et à un moment déterminé, un prix unique, valable partout. Dans la mesure où cette condition n'est pas remplie, les marchés restent fragmentés.

Il est difficile de vérifier empiriquement à quel stade d'intégration les marchés monétaires et financiers des principaux pays industriels ont abouti car les actifs s'y négociant continuent à présenter une différence importante sur un point : ils sont libellés en monnaies différentes. Les possibilités de modifications des taux de change entre monnaies introduisent

Tableau II. **Convergence internationale des taux d'intérêt ¹, 1958-1968**

Source : I.M.F., *International Financial Statistics*.

	Court terme ²			Obligations gouvernementales ³		
	Moyenne	Ecart type	Coefficient de variation ⁴	Moyenne	Ecart type	Coefficient de variation ⁴
1958	2,86	1,22	0,43	4,48	0,94	0,21
1960	3,37	1,21	0,36	4,66	0,93	0,20
1962	2,96	0,95	0,32	4,80	0,89	0,19
1964	3,66	0,74	0,20	5,36	0,93	0,17
1966	4,80	0,83	0,17	5,89	1,13	0,19
1968	4,74	1,75	0,37	5,97	0,81	0,14

¹ Taux moyen pour le mois de juin de l'année indiquée.

² Moyenne non pondérée et écart type des taux des certificats de Trésorerie à 3 mois ou des taux du *call money* pour la Belgique, le Canada, la France, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

³ Obligations à termes d'échéance de plus de douze ans pour les pays repris ci-dessus, plus l'Italie et la Suède.

⁴ Ecart type divisé par la moyenne.

un élément de risque qui, du point de vue d'un résident d'un pays quelconque, n'est pas présent lorsque tous les actifs sont libellés en une seule monnaie.

Les actifs diffèrent également sur d'autres points, quoique moins importants. Une comparaison des taux d'intérêt des actifs à court terme de haute qualité et de ceux des obligations gouvernementales à long terme révèle cependant une tendance marquée à la convergence, après le retour à la convertibilité des principales monnaies européennes à la fin de 1958.

Le tableau II montre une réduction sensible après 1958 de la dispersion autour de la moyenne des taux d'intérêt pour huit pays. Cette diminution dans la dispersion est moins

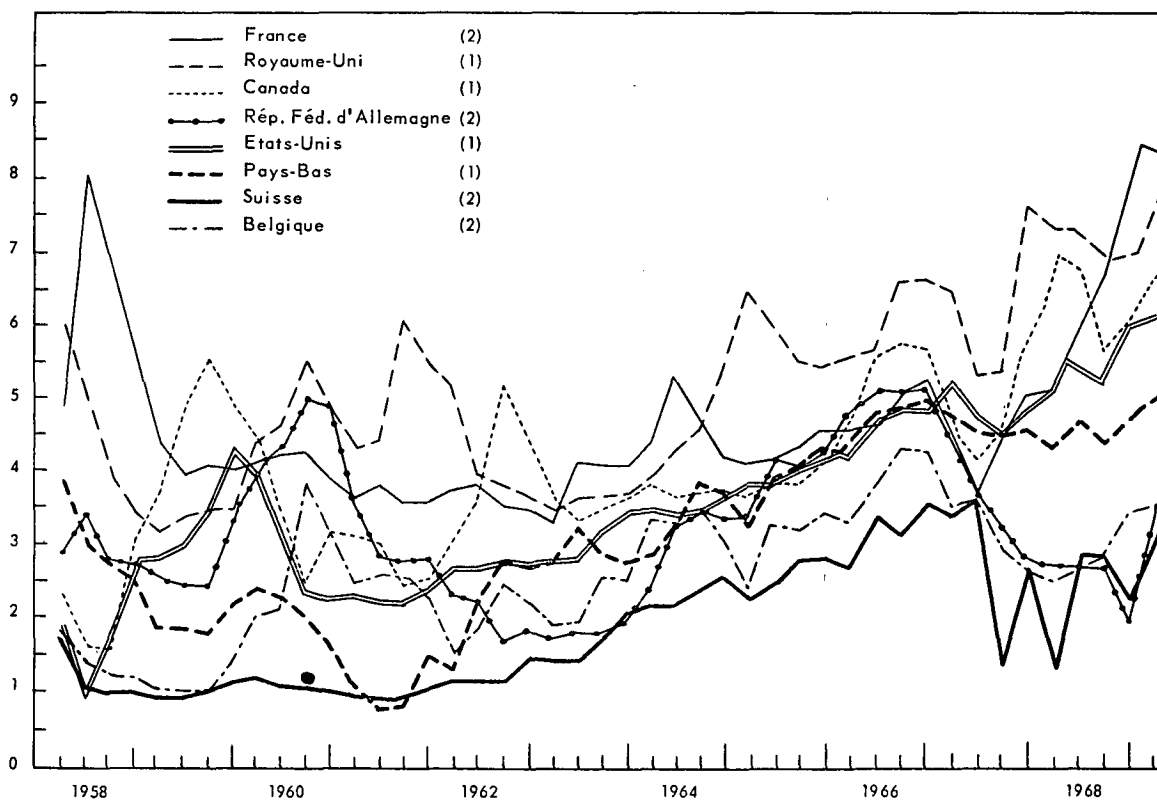
marquée pour les taux des obligations à long terme; à l'exception de 1966, la dispersion décline régulièrement par rapport au rendement moyen des obligations, traduisant donc également une certaine convergence dans le marché des capitaux à long terme. L'accroissement élevé du taux de dispersion des obligations en 1966 est uniquement attribuable à un accroissement de 2 p.c. du taux d'intérêt des obligations allemandes dont le niveau atteignit jusqu'à 8,4 p.c. à l'époque où le Gouvernement allemand et les autorités locales empruntaient à un rythme exceptionnellement élevé et où la Banque fédérale réduisait le crédit de façon à contenir les dépenses globales. L'accroissement de la dispersion absolue et relative des taux à court terme en 1968 est

Graphique 1.

Taux d'intérêt à court terme, 1958-1969

Moyennes par trimestre, en pour cent l'an

Source : I.M.F., *International Financial Statistics*.



1 Moyenne des taux d'adjudication des certificats de trésorerie à 3 mois.
2 Moyenne des taux journaliers ou hebdomadaires du *call money*.

due à l'existence simultanée de taux élevés au Royaume-Uni et en France, reflétant l'incertitude quant aux taux de change des monnaies de ces deux pays, et d'un taux exceptionnellement bas en République fédérale d'Allemagne, fixé à la fois pour stimuler les sorties

de capitaux et pour promouvoir les investissements intérieurs, au lendemain de la récession causée par les conditions monétaires excessivement restrictives de 1966.

En plus de ce rapprochement progressif, les taux d'intérêt ont eu tendance, de 1962 à 1967,

à varier davantage ensemble, ce qui démontre l'influence grandissante d'un marché sur un autre (cf. graphique 1). Cette tendance s'est renversée à la fin de 1967 et en 1968, lorsque des crises de change ont perturbé les relations entre les taux d'intérêt et incité plusieurs pays à imposer des contrôles stricts sur les mouvements de capitaux.

Les cours des actions sont plus difficiles à comparer, car les firmes européennes publient trop peu d'informations financières permettant de calculer des rapports cours-rendements et autres estimations intéressant les actionnaires. Ce fait ne rend pas seulement l'analyse diffici-

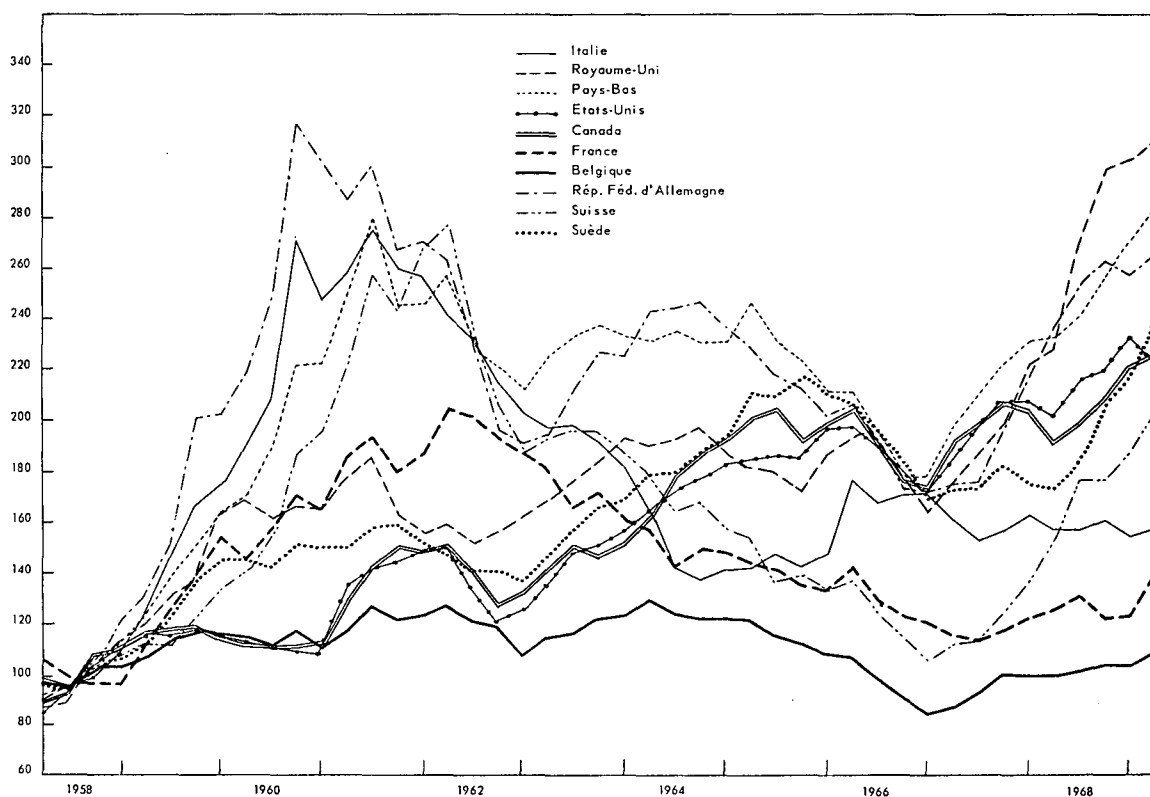
le, il empêche, de plus, une intégration effective des marchés des actions. Les indices de cours des actions montrent cependant un certain mouvement concordant de pays à pays (cf. graphique 2). Cette allure pourrait simplement refléter des mouvements convergents dans les conditions économiques générales de différents pays, plutôt que des liaisons directes d'achats et de ventes entre les marchés d'actions, encore que la chute mondiale des cours des actions en 1966, face à des développements économiques nationaux fort divergents, laisse suggérer des liens plus directs. Des modifications de taux de change, qu'elles soient atten-

Graphique 2.

Indices des cours des actions industrielles

Données trimestrielles, mars 1958-mars 1969

(1958 = 100)



dues ou réalisées, influenceront également le cours des actions; la surévaluation d'une monnaie réduira les possibilités de profit dans les industries manufacturières, tandis qu'une dévaluation les augmentera. La réévaluation monétaire peut avoir joué un rôle dans la baisse des cours des actions allemandes et hollandaises en 1961; en revanche, les cours des actions canadiennes ont évolué parallèlement à ceux des Etats-Unis, durant les années 1961 à 1963

(en fait, durant toutes les années 1960), malgré la dévaluation canadienne de 1961-1962.

3. Intégration financière : défi et réponse.

De ce qui précède, on peut conclure qu'effectivement il y a eu une certaine intégration des marchés monétaires et financiers au cours de la dernière décennie, mais qu'il reste encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir

parler de marchés unifiés. Cependant, l'intégration partielle déjà réalisée comporte des implications économiques importantes. L'intégration des marchés financiers limite la possibilité de poursuivre des politiques nationales autonomes. Ceci se vérifie tout autant pour la politique monétaire que pour les politiques fiscale, de taux de change et de régularisation de l'activité économique.

Considérons en premier lieu la politique monétaire. Dans un monde de forte mobilité des capitaux, un resserrement des conditions monétaires, par l'intervention de la banque centrale sur l'*open market* ou par élévation du coefficient de réserve des banques, par exemple, aboutira moins à freiner les dépenses intérieures qu'à attirer des capitaux de l'étranger. Parallèlement, une tentative de stimuler les dépenses par le relâchement des conditions monétaires intérieures aura pour seul effet de stimuler des sorties de capitaux. L'intégration financière pose donc un véritable défi à la politique monétaire en tant qu'instrument de stabilisation économique. L'efficacité de cette politique se voit fortement diminuée par la grande mobilité internationale des capitaux, le reste du monde devenant, en effet, une source résiduelle à la fois de demandes de liquidités intérieures excédentaires et d'offres de fonds.

Par la même occasion, la politique monétaire devient très efficace en tant qu'instrument pouvant influencer la position financière internationale à court terme d'un pays. Un léger resserrement des crédits intérieurs attirera des fonds de l'étranger qui pourront ainsi servir à financer un déficit des paiements. Une politique monétaire recherchant cet objectif sera cependant plus efficace à court qu'à long terme : en effet, une partie des entrées initiales de fonds en réponse à un resserrement des conditions monétaires constituera en fait un ajustement acquis une fois pour toutes et de plus la charge des intérêts à payer sur l'endettement extérieur sera plus lourde (sauf dans le cas extrême d'une mobilité parfaite des capitaux, sans élévation des taux d'intérêt) se traduisant par des sorties plus importantes de fonds qui viendront compenser partiellement l'avantage acquis antérieurement.

Conséquence supplémentaire de la mobilité accrue des capitaux, la politique budgétaire sera plus efficace pour influencer la demande intérieure. L'affirmation émise par certains économistes monétaires américains, selon laquelle

l'impact sur la demande globale d'une action purement budgétaire — c'est-à-dire des changements dans la position budgétaire sans modification appropriée de l'offre de monnaie — est largement sinon entièrement compensée par des modifications de la demande d'investissements induites par des variations d'intérêt, perd de sa validité dans un monde où les adaptations de l'offre de monnaie sont obtenues par des mouvements de capitaux à destination, ou en provenance du reste du monde. Dans le cas extrême d'une mobilité parfaite des capitaux, l'offre de monnaie pour chacun des pays, sauf pour les plus importants, s'adaptera à tout changement de la demande globale, sans modification des taux d'intérêt et sans intervention des autorités monétaires. Alors que l'efficacité de la politique monétaire, en tant qu'instrument de stabilisation de l'économie, déclinera avec l'accroissement de la mobilité des capitaux, créant ainsi un besoin pour de nouveaux instruments de stabilisation, par contre, l'efficacité de la politique budgétaire, en vue d'agir sur la demande globale, se verra, quand à elle, accrue.

L'affaiblissement de la politique monétaire en tant qu'instrument de stabilisation pose cependant un sérieux dilemme pour les gouvernements, puisque cette politique constitue normalement l'instrument le plus flexible et qu'elle est aussi, pour des raisons institutionnelles, plus à l'abri de considérations politiques à court terme. Il n'est donc pas surprenant que les gouvernements répugnent à abandonner le contrôle de la politique monétaire — du reste, il n'est pas du tout prouvé politiquement parlant, qu'il soit possible, ni même réalisable pour eux d'y renoncer; ils ont, dès lors, pris un certain nombre de mesures en vue de contrecarrer les tendances à l'intégration qui se manifestent sur les marchés monétaires et financiers. Ces mesures rendent, à leur tour, plus difficile l'estimation du stade d'unification atteint par les marchés monétaires et financiers; l'unification potentielle peut être de beaucoup supérieure à celle qui est actuellement observée, l'obstacle étant les mesures délibérément contraignantes destinées à réduire les pressions intégrationnistes, de façon à préserver ainsi un certain degré d'autonomie nationale dans l'exercice de la politique monétaire.

La réaction des gouvernements face à une plus grande interdépendance des marchés financiers nationaux a revêtu diverses formes;

elle s'est souvent manifestée sous le paravent de la politique de la balance des paiements; en fait, il s'agit là du revers de la médaille. Des mesures spéciales en vue de restreindre les sorties de capitaux sont prises, sous prétexte de protéger la balance des paiements, à des moments où, pour des raisons purement intérieures, les autorités monétaires désirent en réalité maintenir une plus grande aisance monétaire qu'à l'étranger. Que ces mesures ne soient pas dictées principalement par des considérations de balance des paiements apparaît clairement dans le fait que les pays en excédent ont également pris des dispositions en vue d'éviter à leurs économies une trop grande mobilité internationale des capitaux, alors même que les pressions exercées sur leur balance des paiements n'étaient pas aussi vives que pour les pays en déficit.

Les techniques utilisées sont bien connues. Pratiquement tous les pays limitent pour les étrangers l'accès à leur marché financier intérieur, sous prétexte qu'un accès illimité pourrait provoquer des perturbations dans des marchés financiers nationaux imparfaitement développés. Pour leur part, le Royaume-Uni et les Etats-Unis restreignent l'accès de leur marché sur des considérations de balance des paiements — dans le cas des Etats-Unis par la « taxe d'égalisation d'intérêt » frappant les achats américains de titres émis en Europe ou dans d'autres pays —, dans le but recherché de ne pas devoir maintenir les taux d'intérêt aux niveaux requis pour limiter l'emprunt étranger. Ces deux pays restreignent également les achats par leurs résidents de titres étrangers existants. Aux Etats-Unis, la taxe d'égalisation d'intérêt est d'application; quant au Royaume-Uni, il impose une taxe de fait, en exigeant des résidents britanniques, désireux d'investir à l'étranger, d'acheter des devises étrangères avec une surcote et de céder aux autorités, au taux de change officiel, une partie des recettes provenant de la liquidation des actifs étrangers. Ces deux pays ainsi que d'autres limitent également le montant des placements à court terme qui peuvent être effectués à l'étranger.

La mobilité élevée des capitaux peut déjouer une politique monétaire nationale aussi bien restrictive qu'expansive. A différentes époques, la France, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse ont interdit le paiement d'intérêt sur les dépôts effectués

par les étrangers, de façon à empêcher des rentrées de capitaux à court terme. Dans le même but, des réserves obligatoires spéciales ont été imposées en contrepartie des dépôts étrangers. Depuis 1964, la République fédérale d'Allemagne a institué une retenue spéciale à la source sur l'intérêt payé aux détenteurs étrangers d'obligations allemandes, une sorte de taxe d'égalisation d'intérêt négative (1). Ce pays, comme l'Italie et, dans une mesure moindre, les Pays-Bas et la Suisse, ont encouragé leurs banques, par des directives ou par des arrangements spéciaux de swap, à exporter des fonds à court terme; ils retrouvaient ainsi un certain contrôle sur les conditions monétaires intérieures. Cette technique n'est efficace qu'aussi longtemps que les emprunteurs nationaux non bancaires n'ont pas un accès direct aux marchés de fonds étrangers, condition qui s'est érodée avec le temps.

Les transactions internationales sur actions n'échappent pas aux contraintes nationales. Les taxes imposées au Royaume-Uni et aux Etats-Unis s'appliquent aussi bien aux actions qu'aux obligations. Dans plusieurs pays, les résidents ne peuvent acheter que des actions étrangères cotées à la bourse nationale, le nombre des actions admises étant lui-même limité. A la fin des années 1960, le développement en Europe des fonds communs de placement a amené un rapprochement des différents marchés des actions, spécialement en République fédérale d'Allemagne et en Italie, car il a permis à des résidents d'acquérir un portefeuille étoffé et diversifié d'actions étrangères sur lesquelles ils ne disposeraient par eux-mêmes que de peu d'informations. En 1969, cependant, le Gouvernement italien a fortement limité les activités de ces fonds communs de placement, malgré le fait que l'Italie bénéficiait alors d'un large surplus de la balance des paiements; en effet, des liquidités qui

(1) Toutefois il convient de noter que cette taxe n'étant pas due sur l'intérêt perçu par les étrangers sur les obligations étrangères libellées en marks et émises en République fédérale d'Allemagne, il en est résulté malgré tout certaines entrées de capitaux dans ce pays. En effet, pour les acquéreurs allemands, il n'a pas été fait de distinction du point de vue fiscal entre les obligations en marks, qu'elles soient allemandes ou étrangères. Or, à la suite d'achats étrangers importants, le rendement des obligations étrangères en marks devient inférieur à celui des obligations allemandes en marks, ce qui eut pour conséquence de détourner les acheteurs allemands des obligations étrangères en marks dont seuls les étrangers, bénéficiant de l'exemption fiscale, se portèrent acquéreurs, drainant ainsi des fonds importants vers la République fédérale d'Allemagne.

auraient pu servir à d'éventuelles émissions intérieures se voyaient ainsi soustraites à un moment où les autorités italiennes désiraient stimuler l'investissement intérieur.

En résumé, les autorités nationales ne semblent pas encore prêtes à accepter les limitations qu'un marché financier international intégré imposerait à leur pouvoir d'influencer les conditions financières intérieures.

Une mobilité internationale élevée de capitaux limite également l'autonomie nationale en matière de taxation et de régularisation de l'activité économique, encore que ces limitations soient à la fois moins fortes et moins évidentes que dans le cas de la politique monétaire. Il est hors de doute qu'un des principaux attraits des placements en obligations étrangères provient du fait que le revenu qu'on peut en tirer échappe plus facilement aux autorités fiscales. Les émissions d'obligations étrangères placées sur le marché de Londres, à l'encontre des émissions nationales, ne sont pas soumises au précompte mobilier anglais et ne sont généralement pas assujettis à une retenue à la source par les Etats-Unis ni par aucun autre pays. Une mobilité internationale élevée des capitaux diminuera dans ces circonstances le pouvoir des autorités nationales de taxer les revenus d'intérêt (sauf dans les pays où le respect des dispositions fiscales est strict), les candidats acheteurs d'obligations pouvant aisément porter leur choix sur des obligations internationales en vue d'échapper à la taxe.

Une mobilité élevée des capitaux affaiblit également le pouvoir de réglementation nationale des marchés d'actions et de l'activité financière des sociétés. Au début de 1969, par exemple, une compagnie suisse parvint à se soustraire à la prescription suisse selon laquelle les actionnaires ont un droit de préférence sur les nouvelles émissions d'actions, en fondant aux Antilles néerlandaises une filiale financière destinée à recueillir les fonds par la voie d'émissions d'obligations convertibles. Cette façon de contourner la réglementation en déplaçant le siège d'activité était familière aux Etats-Unis aux alentours de 1900, lorsque le pouvoir de réglementation commerciale des différents Etats se voyait graduellement diminué par le chemin de fer et le télégraphe qui transformaient les marchés locaux en un seul marché national. Les Etats les plus dynamiques dans la compétition pour l'implantation

des entreprises étaient favorables à un relâchement de la réglementation commerciale, ce qui amena le Gouvernement fédéral à reprendre graduellement les responsabilités en matière de réglementation.

Les tentatives en vue d'une action supranationale dans le domaine de la réglementation des activités économiques et de la fiscalité sont encore modestes, mais un début de réalisation apparaît dans le désir de développer les consultations inter-gouvernementales sur de telles matières et dans les essais — ceci concerne surtout les Etats-Unis — de taxer le revenu « étranger » et d'étendre la réglementation nationale au-delà des frontières. Le *Revenue Act* de 1962 imposa des taxes américaines sur les revenus des filiales de sociétés américaines opérant dans des havres fiscaux situés hors des Etats-Unis : l'administration Kennedy allait plus loin encore, puisqu'elle demandait une application plus large des taxes américaines que celle qui fut finalement votée par le Congrès. De même, en 1965, la *Securities and Exchange Commission* obligea un certain nombre de sociétés étrangères — principalement canadiennes — à lui soumettre des renseignements portant sur leurs activités, du fait que les titres de ces sociétés étaient traités sur le marché américain *over-the-counter*. Les sociétés étrangères, appuyées en cela par leur gouvernement, considérèrent cette action comme une intrusion inadmissible dans leurs propres affaires, alors que la *Securities and Exchange Commission* ne faisait que remplir un mandat décerné par le Congrès de protéger les placeurs américains contre une éventuelle exploitation par des dirigeants de sociétés peu scrupuleux. En réalité, le problème de la juridiction nationale se pose parce que les marchés des actions dépassent les frontières nationales.

Il y a, enfin, un troisième domaine dans lequel une mobilité internationale élevée des capitaux comporte des implications importantes : il s'agit de la politique des taux de change. Un marché monétaire international techniquement bien développé facilite, entre autres choses, le mouvement de fonds contre ou en faveur de différentes monnaies, en anticipation de modifications de taux de change, de sorte que le volume de la spéculation monétaire se gonfle fortement durant les périodes d'incertitude concernant les parités de change. On peut s'attendre à ce que l'existence de ris-

ques de change entrave le développement d'un marché financier international ⁽¹⁾. A partir du moment où intervient un prêt étranger, l'emprunteur ou le prêteur (ou les deux) encourt un risque de change. Si la monnaie de l'emprunteur est dévaluée, la charge de sa dette en devises étrangères se voit accrue en termes de sa propre monnaie — quoique l'augmentation de sa charge réelle dépende aussi d'une série d'autres facteurs, une dévaluation pouvant, par exemple, augmenter le profit de son investissement local. Cependant, une intégration financière peut s'opérer rapidement lorsque le risque de change est considéré comme faible. L'incertitude en matière de taux de change peut amener les prêteurs à s'assurer contre les changements de parités en empruntant ou en vendant à terme. Comme le volume de l'endettement international existant s'accroît, le volume des transactions de couverture, en période d'incertitude, augmentera également, provoquant une pression correspondante sur les réserves nationales. Ces importants et brusques mouvements de fonds peuvent, à leur tour, forcer les pays démunis de réserves à recourir à des modifications de parités qui initialement n'étaient pas justifiées, ou, au contraire, retarder des changements de parité par crainte de devoir supporter des pertes élevées en devises, lorsqu'il existe de fortes positions spéculatives sur la monnaie, à court terme en cas de dévaluation, ou à long terme en cas de réévaluation.

4. Avantages et inconvénients d'un marché international des capitaux.

Délaissant le point de vue analytique et empirique pour le normatif, nous pouvons nous demander si l'intégration financière déjà acquise est souhaitable ou non, ou, pour poser la question en termes de politique, les réactions de défense des gouvernements sont-elles justifiées ou non ? Quelles sont les alternatives ?

⁽¹⁾ Le Canada procéda à des émissions importantes d'obligations à taux d'intérêt fixe en dollars U.S. à New York pendant les années 1950, alors que le dollar canadien connaissait un taux de change fluctuant. Il faut préciser que, par suite de la spéculation (et de la politique monétaire du Canada), le dollar canadien garda cependant une parité proche du dollar américain. De plus, les emprunts canadiens aux Etats-Unis se sont fortement développés durant les années 1960, alors que le Canada était retourné à un système de taux de change fixe. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure ce développement considérable des emprunts à l'étranger est dû à d'autres facteurs qu'un changement de régime des taux de change.

Dans un modèle de concurrence parfaite, une réduction des barrières artificielles limitant les mouvements de capitaux — obtenue par la régression de l'ignorance ou par la suppression des restrictions de politique économique — conduira à une utilisation plus efficace des ressources limitées du monde et sera donc généralement considérée comme souhaitable. La présomption favorable de théorie économique à l'égard de marchés libres s'applique tout autant aux capitaux qu'aux biens et services. Dans des conditions de concurrence, le capital recherchera les taux de rendement les plus élevés; de ce fait, la production globale augmentera. De plus, la liberté des mouvements de fonds permet aux particuliers et aux institutions de diversifier leurs risques. La diversification aussi bien que l'efficacité plaident donc en faveur d'une mobilité internationale des capitaux.

Il devient plus hasardeux d'affirmer que la mobilité internationale des capitaux est souhaitable lorsque les conditions de concurrence ne sont pas pleinement remplies, par exemple, par suite de la perception de taxes douanières à l'importation ou d'impôts sur les revenus. Les mouvements internationaux de capitaux peuvent soit atténuer, soit aggraver les pertes d'efficacité découlant des taxes à l'importation suivant que ces taxes élèvent davantage ou non le rendement du capital aussi bien dans les pays disposant de peu de capitaux que dans ceux qui en sont largement dotés. De même, des taux d'imposition nationale différents peuvent soit favoriser, soit contrarier une allocation efficiente de capitaux entre pays. Les accords en matière d'imposition s'efforcent d'aboutir à la neutralité fiscale en ce qui concerne la localisation du capital. Mais des taux d'imposition inférieurs combinés à des perceptions différées ou à d'autres moyens d'évasion fiscale peuvent, sans doute, contribuer davantage à une meilleure allocation lorsqu'ils ont, par exemple, pour effet d'attirer des capitaux américains en Belgique, que dans le cas où des capitaux français et italiens se déplacent vers la Suisse pour être éventuellement reprêtés aux Etats-Unis.

Les arguments basés sur une allocation efficiente des ressources postulent que les économies se soient pleinement adaptées aux conditions existantes. En particulier, ils supposent que l'équilibre de la balance des paiements soit

assuré, de sorte que les mouvements de capitaux réels correspondent à des mouvements internationaux non compensatoires de fonds privés et publics; ils supposent également que les différentes économies nationales répondent rapidement et de façon appropriée aux modifications dans la composition et le niveau de la demande. Actuellement, aucune de ces deux conditions n'est remplie en pratique. L'absence d'ajustements rapides et appropriés de la balance des paiements, à court ou même à moyen terme, peut aller jusqu'à entraîner des mouvements opposés de capitaux privés et publics. Dans ce cas, la mobilité accrue de capitaux implique un besoin de liquidités internationales additionnelles. Mais elle peut également conduire tant à l'imposition de restrictions sur d'autres transactions, introduisant ainsi de mauvaises allocations de ressources ou aggravant celles déjà existantes, qu'à un chômage indésirable ou à l'inflation, entraînant dans l'un comme dans l'autre cas des coûts en ressources. Quoique les mouvements internationaux de capitaux ne soient généralement pas à l'origine d'une déflation ou d'une inflation, ils peuvent empêcher la correction rapide de tendances déflationnistes ou inflationnistes excessives, en rendant inefficace l'usage de la politique monétaire. La politique budgétaire peut, en principe, combler la brèche causée par l'inefficacité de la politique monétaire en vue de la stabilisation de l'économie, bien qu'elle doive parfois être accompagnée de modifications de taux de change lorsqu'il importe également de maintenir l'équilibre de la balance des paiements. Mais si, pour des raisons politiques ou autres, la politique budgétaire ne peut en fait remplir ce rôle, les coûts de la mobilité internationale des capitaux deviennent plus élevés. Les Etats-Unis, au cours de la période 1960-1964, constituent peut-être l'exemple le plus manifesté et certainement le plus coûteux, où la mobilité élevée des capitaux a contrarié l'usage de la politique monétaire, aux fins de stimuler une économie défaillante à une époque où les effets de la politique budgétaire ne pouvaient rapidement se faire sentir.

Enfin, une mobilité internationale accrue des capitaux affecte la distribution des revenus. Les mouvements de capitaux réels augmentent le produit marginal du travail dans les pays importateurs de capitaux et le diminuent dans les pays exportateurs de capitaux (relative-

ment à ce que ce produit aurait été sans mouvement de capitaux, excepté dans le cas où l'investissement étranger provient entièrement d'un accroissement de l'épargne). Dans des conditions de concurrence, le facteur travail se voit relativement avantagé dans les premiers pays, le capital dans les seconds. Même un ajustement imparfait des flux de capitaux réels aux flux financiers produira ces effets, quoiqu'à un degré moindre. En principe, nous pouvons évidemment considérer séparément efficacité et équité, en permettant aux flux de se produire sur base de l'efficacité et en recherchant l'équité par un système de taxations. Dans la pratique, il est extrêmement difficile de lever des taxes neutres quant à leurs effets, de sorte qu'il n'est pas possible d'isoler nettement les deux considérations. De plus, une taxation redistributive ne peut être imposée impunément sur des facteurs jouissant d'une mobilité internationale, en raison précisément des possibilités d'échapper à la taxe par la migration ou l'évasion. Pour être efficace, une taxation redistributive doit prendre appui sur des marchés de facteurs cloisonnés.

Un second effet d'une mobilité élevée des capitaux, en matière de distribution des revenus, intervient durant la période transitoire vers un marché financier pleinement intégré. Seules les firmes et les banques les plus connues — généralement les plus grandes — peuvent emprunter sur les principaux marchés internationaux, et, en prospectant bien, réduire le coût total de leurs emprunts, d'autant plus que les taux des obligations internationales sont ramenés à des niveaux inférieurs en raison de l'évasion fiscale. Par conséquent, le développement d'un marché international des capitaux peut favoriser la concentration industrielle, quoiqu'une tendance opposée puisse apparaître au moins durant la phase de transition vers la pleine intégration, par suite de la pénétration sur les marchés nationaux de nouveaux concurrents étrangers.

Comment faut-il pondérer ces considérations contradictoires lorsqu'on examine les avantages et les inconvénients de l'évolution vers un marché atlantique des capitaux? Nous concluons qu'une telle évolution est souhaitable, pourvu que nous puissions coordonner efficacement les politiques monétaires nationales et harmoniser davantage les politiques budgétaires des différents pays, et à la condition que

nous puissions également assurer aux mouvements de capitaux réels une correspondance étroite avec les flux financiers nets. Un marché international des capitaux n'est pas un substitut à des variations de parités de change et, en fait, son existence aggrave fortement la spéculation monétaire qui intervient en anticipation de modifications des taux de change. Ceci milite en quelque sorte en faveur de variations de taux de change plus faibles et plus fréquentes, qui risquent, à leur tour, de réduire quelque peu la mobilité des capitaux. Si l'équilibre de la balance des paie-

ments n'est pas assuré par des politiques monétaires coordonnées et des dispositions visant à des changements plus fréquents de taux de change, une mobilité élevée de capitaux pourrait amener des contrôles commerciaux ou une inflation ou déflation intérieure indésirable. Dans ces conditions, une mobilité internationale élevée des capitaux risque de nous conduire seulement à un troisième ou quatrième niveau dans l'échelle des préférences; aussi, les gouvernements pourraient se montrer avisés en contenant les flux internationaux de manière à parvenir au moins à un « second best ».



BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de décembre 1969. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Evolution des moyens de paiement. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 44, 19 décembre 1969, pp. 1-3.*)

GERMAIN J.-C., Les avatars de la carte de chèques. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 8, 1969, pp. 743-754.*)

La réglementation du change dans l'U.E.B.L. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 47, 12 décembre 1969, pp. 457-460.*)

LIEBAERT J., La carte de banque : nature de l'engagement du banquier envers les porteurs de chèques dits garantis. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 8, 1969, pp. 755-757.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

BIRON H., Bankcontrole in een veranderende wereld. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2724, 3 décembre 1969, pp. 1187.*)

BRONNE C., Financiers et comédiens au XVIII^e siècle; Madame de Nettine, banquière des Pays-Bas, suivi de D'Hannetaire et ses filles. (*Goemaere, Bruxelles, 1969, 313 p.*)

HANCKE P., Het Belgische bankwezen 1945-1968 : feiten en tendensen. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII n° 8, 1969, pp. 718-741.*)

JANSSENS V., Mevrouw de Nettine, staatsbankier in de 18^e eeuw. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 8, 1969, pp. 679-689.*)

Les grandes banques néerlandaises et belges en 1968. (*Banque, Paris, XLIV, n° 280, décembre 1969, pp. 971-974.*)

VANDEPUTTE R., De Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XVI, n° 3, septembre 1969, pp. 29-32.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Les assurances privées au Grand-Duché de Luxembourg de 1962 à 1967. (*Bulletin du Statec, Luxembourg, XV, n° 9, 1969, pp. 301-311.*)

Les marchés nationaux et internationaux des obligations en 1969. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIV, n° 49, 26 décembre 1969, pp. 477-483.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

BRUYNINCKX H., La direction par les objectifs dans le secteur public; son instrument: le planning - programming - budgeting system. (*Institut d'Enseignement supérieur Lucien Cooremans, Bruxelles, XII + 291 p.*)

Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Loi du 3 juillet 1969. (*Journal pratique de droit fiscal et financier, Bruxelles, XLIII, n° spécial, 1969, pp. 1-21.*)

KIRKPATRICK J., Le droit fiscal se fonde sur les réalités. (*Journal pratique de droit fiscal et financier, Bruxelles, XLIII, nos 6-7, juin-juillet 1969, pp. 161-176.*)

MICHELSENS L., Fiscalité communale d'après-guerre (I). (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, n° 469, décembre 1969, pp. 1907-1934.*)

POULLET E., Le fonctionnement du P.P.B.S. au niveau gouvernemental. (*Bulletin de documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 10, octobre 1969, pp. 5-20.*)

SCHAUSS L., La réforme fiscale luxembourgeoise du 4 décembre 1967. (*Répertoire fiscal, Bruxelles, nos 7-8, juillet-août 1969, pp. 139-157.*)

SNOY et d'OPPUERS J.C., Begroting en conjunctuur (V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXIV, n° 11, novembre 1969, pp. 416-424.)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

La répartition des investissements industriels par province et par région linguistique. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LV, nos 9-10, septembre-octobre 1969, pp. 751-769.*)

MONTLUC M., Etude sur les investissements américains en Belgique. (*Revue pratique des questions commerciales et économiques, Liège, n° 3, septembre 1969, pp. 40-56.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

Evolution du chômage de 1958 à 1969. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LV, nos 9-10, septembre-octobre 1969, pp. 777-782.*)

MAZY A., Commentaires de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (suite). (*Revue du Travail, Bruxelles, LXX, n° 9, septembre 1969, pp. 1213-1257.*)

9. SECURITE SOCIALE

BEIRNAERT W., Le champ d'application de la sécurité sociale, son évolution et ses tendances. (*Documents CEPESS, Bruxelles, VII, n° 6, décembre 1968, pp. 7-20.*)

DEHAENE J.L., La sécurité d'existence dans le système belge de sécurité sociale. (*Documents CEPESS, Bruxelles, VII, n° 6, décembre 1968, pp. 21-65.*)

DELANNOO P., La sécurité sociale des travailleurs migrants dans les conventions bilatérales. (*Revue belge de sécurité sociale, Bruxelles, XI, n° 9, septembre 1969, pp. 979-1002.*)

FLAMAND E., La loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. (*Revue belge de sécurité sociale, Bruxelles, XI, n° 9, septembre 1969, pp. 1034-1043.*)

KENIS T., Le stage en assurance maladie-invalidité. (*Revue belge de sécurité sociale, Bruxelles, XI, n° 9, septembre 1969, pp. 1003-1015.*)

MULS G., L'assistance publique en Belgique. (*Documents CEPESS, Bruxelles, VII, n° 6, décembre 1968, pp. 83-114.*)

TEERLYNCK V., L'état de besoin dans la législation sociale belge. (*Documents CEPESS, Bruxelles, VII, n° 6, décembre 1968, pp. 66-82.*)

WILLEMS A., Le contrôle des cotisations en matière de sécurité sociale. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9, septembre 1969, pp. 5-55.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

La conjoncture des grands secteurs d'activité en Belgique. (*Service mensuel de conjoncture de Louvain, Louvain, XXIII, n° 12, décembre 1969, pp. 17-20.*)

VAN SEBROECK H., Tien jaar economische planning in België. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2724, 3 décembre 1969, pp. 1184-1186.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

Belgische bierindustrie op een keerpunt. (*ondernemen, Bruxelles, XXV, n° 9, novembre 1969, pp. 559-561.*)

Il y a cinquante ans... 1919-1969. (*Fabrimétal, Bruxelles, 1969, s.p.*)

13. TRANSPORTS

COUET J.M., Le fret aérien et la distribution. (*Reflets et perspectives de la vie économique, Bruxelles, VIII, n° 5, septembre 1969, pp. 351-359.*)

HINNEKENS R., Dans quelle mesure et comment la route participe-t-elle depuis une dizaine d'années et compte-t-elle continuer à prendre part au progrès général des transports ? (*Reflets et perspectives de la vie économique, Bruxelles, VIII, n° 5, septembre 1969, pp. 367-372.*)

Transports ferroviaires et impératifs d'adaptation. (*Reflets et perspectives de la vie économique, Bruxelles, VIII, n° 5, septembre 1969, pp. 361-365.*)

VAN HEULE E.-P., La containérisation maritime en Europe. (*Reflets et perspectives de la vie économique, Bruxelles, VIII, n° 5, septembre 1969, pp. 335-349.*)

14. COMMERCE INTERIEUR

VAN MAELE A., De groot-distributie : evolutie of revolutie ? (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXIV, n° 11, novembre 1969, pp. 425-430.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

A Symposium on International Monetary Problems (New York, September 25, 1969) (*Model, Roland et Co, New York, 1969, 36 p.*)

BINSWANGER H.C., Markt und internationale Währungsordnung. (*St. Galler Wirtschaftswissenschaftliche Forschungen für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, Mohr, Tübingen, 1969, 159 p.*)

BIRON H., L'évolution du système monétaire international. (*Socialisme, Bruxelles, XVI, n° 96, novembre 1969, pp. 575-598.*)

BRIMMER A-F., Eurodollars and the U.S. Balance of Payments. (*Euromoney, Londres, I, n° 7, décembre 1969, pp. 13-22.*)

COHEN B.J., Balance of Payments Policy. (*Penguin Books, Harmondsworth (Middlesex), 1969, 166 p.*)

DEWEIRDT E., Le marché des euro-obligations. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Padova, XVI, n° 11, novembre 1969, pp. 1033-1052.*)

DUHAMEL J., Les courants de devises hors du circuit des banques centrales (Les euro-marchés) (II). (*Banque, Paris, XLIV, n° 280, décembre 1969, pp. 947-954.*)

Export Credit Insurance and Export Credit. 1. Country Studies. 2. Statutes and Legislation. (*B.R.I., Bâle, 2 vol., 1969, 184-211 p.*)

Forces in the Euro-Dollar Market. (*World Financial Markets, New York, novembre 1969, pp. 1-3.*)

FOSSATI G.R., Sulle ragioni delle recenti crisi finanziarie internazionali. (*Rivista Internazionale di Scienze Sociali, Milan, LXXVII, n° 4, juillet-août 1969, pp. 377-386.*)

GRUBEL H.G., The International Monetary System. Efficiency and Practical Alternatives. (*Penguin Books, Harmondsworth (Middlesex), 1969, 208 p.*)

JHA L.K., The Monetary Role of Gold. (*Euromoney, Londres, I, n° 7, décembre 1969, pp. 4-8.*)

- KRIZ M., SDRs and Gold : Where now? (*Euro-money, Londres, I, n° 7, décembre 1969, pp. 8-12.*)
- Monetary Problems of the International Economy. (*University of Chicago Press, Chicago, 1969, X+405 p.*)
- NASH J., Sterling, the Dollar and Liquidity. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 526, décembre 1969, pp. 1254-1260.*)
- Progress in International Monetary Co-operation. (*Midland Bank Review, Londres, novembre 1969, pp. 13-19.*)
- REINHARDT E., Problèmes monétaires européens vus dans l'optique suisse. (*Bulletin du Crédit suisse, Zurich, LXXV, n° 2, octobre 1969, pp. 75-88.*)
- SAINT-GEOURS J., Le meilleur système monétaire international et les lancinantes thèses de M. Rueff. (*Analyse et prévision, S.E.D.E.I.S., Paris, VIII, n° 6, décembre 1969, pp. 747-770.*)
- TRIFFIN R., Les problèmes monétaires des dix prochaines années. (*Problèmes économiques, Paris, n° 1142, 20 novembre 1969, pp. 16-19.*)
- ZANNI A., Gold and other Commodities. Measure and Objects Measured. (*Rivista di Politica Economica, Selected Papers, n° 2, LVIII, supplément au n° 12 de décembre 1963, pp. 185-205.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- ALDER Cl., Koordination und Integration als Rechtsprinzipien. Ein Beitrag zum Problem der derogatorischen Kraft des europäischen Gemeinschaftsrechts gegenüber einzelstaatlichem Recht. (*Cahiers de Bruges, nouvelle série, De Tempel, Bruges, 1969, XXXIII+344 p.*)
- AUBENAS B., Quelques considérations sur les infractions contre les Traités de Paris et de Rome. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 127, octobre 1969, pp. 458-464.*)
- BLONDEEL J.L., Le marché financier européen vu par un banquier luxembourgeois. (*Conférences de la Société royale d'Economie politique de Belgique, Bruxelles, n° 341, juin 1969, 20 p.*)
- BREMAUD G., Le commerce extérieur des six pays de la C.E.E. Substitution de marchés et intégration (Publications de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Poitiers, 1). (*Presses Universitaires de France, Paris, 1969, XV+184 p.*)
- CAMU L., Current European Problems. (*Belgian Trade Review, New York, XXIV, n° 11, novembre 1969, pp. 14-18.*)
- CAMU L., Der Kapitalverkehr innerhalb der E.W.G. (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXII, n° 24, 15 décembre 1969, pp. 1155-1157.*)
- COLONNA DI PALIANO M., L'Union douanière dans le cadre de la fusion des traités. (*Revue trimestrielle de droit européen, Paris, V, n° 3, juillet-septembre 1969, pp. 491-498.*)
- DAILLIER P., De quelques aspects de la politique d'harmonisation des législations douanières dans la C.E.E. (*Revue trimestrielle de droit européen, Paris, V, n° 3, juillet-septembre 1969, pp. 475-486.*)
- De betalingscrisis in de Gemeenschappelijke Markt. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XIV, n° 3, 3^e trimestre 1969, pp. 301-373.*)
- DE HEER R.C., Pariteitswijzigingen en E.E.G.-landbouwmarkt. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, XVIII, n° 111, novembre 1969, pp. 11-14.*)
- DOSSER D. et autres, Trade Effects of Tax Harmonisation. Harmonisation of the Value-Added Tax in E.E.C. (*The Manchester School of Economic and Social Studies, Manchester, XXXVII, n° 4, décembre 1969, pp. 337-346.*)
- DRANCOURT M., Bilan du Marché Commun et conditions d'une relance européenne. (*Problèmes économiques, Paris, n° 1143, 27 novembre 1969, pp. 10-17.*)
- Extraits des rapports du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe sur les problèmes posés dans divers domaines par l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans la Communauté. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 45, 3^e trimestre 1969, pp. 49-76.*)
- GARELLI F., Pour une monnaie européenne. (*Seuil, Paris, 1969, 155 p.*)
- GOFFINET R., Evolution de l'aviculture dans la C.E.E. Perspectives d'avenir. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXV, n° 2, 2^e trimestre 1969, pp. 99-111.*)
- GUEBEN P. et KELLER-NOELLET M., Les difficultés et les paradoxes de la politique agricole commune. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, V, n° 2, avril-juin 1969, pp. 293-306.*)
- JOHNSON H.G. et autres, Economics : Britain and the E.E.C. (*Longmans, Londres, 1969, VIII+111 p.*)
- KIRSCHSTEIN F., La fusion du droit de la concurrence des Communautés Européennes. (*Revue trimestrielle de droit européen, Paris, V, n° 2, avril-juin 1969, pp. 219-239.*)
- La conjoncture énergétique dans la Communauté; situation 1968; perspectives 1969. (*Communautés européennes, Bruxelles, 1969, 136 p.*)
- LAGRANGE M., Les obstacles constitutionnels à l'intégration européenne. (*Revue trimestrielle de droit européen, Paris, V, n° 2, avril-juin 1969, pp. 240-254.*)
- La politique commune des transports en Europe. (*Ligue européenne de Coopération économique, Bruxelles, n° 45, septembre 1969, 13 p.*)
- Les communautés dans l'Europe. 1. L'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés. 3. Les Etats scandinaves (Université Libre de Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, Enseignement complémentaire, nouvelle série, 3). (*Edition de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1968-1969, 134-110 p.*)
- L'influence de l'intégration et de la coopération internationales sur l'économie belge. Aspects sociaux. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXII, n° 5, septembre 1969, pp. 1-650.*)
- MONLOUP M., Les relations économiques du Marché Commun et du Japon (College of Europe, Studies in Contemporary European Issues, 4). (*Collège d'Europe, Bruges, 1969, 136 p.*)

- PEYRARD M., La conjoncture économique dans la Communauté. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 45, 3^e trimestre 1969, pp. 82-87.*)
- PISANI E., Les problèmes de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun en ce qui concerne l'agriculture. (*Moneta e Credito, Rome, XXII, n° 87, 3^e trimestre 1969, pp. 283-321.*)
- Première orientation pour une politique énergétique communautaire (Communication de la Commission présentée au Conseil le 18 décembre 1969). (*Communautés européennes, Bruxelles, 1969, 196 p.*)
- RENAULD J., Droit européen des sociétés. (Université catholique de Louvain, Centre d'Etudes européennes). (*Bruylant, Bruxelles, 1969, div. p.*)
- SCHRANS G., Inleiding tot het Europees economisch recht. (*Story-Scientia, Gand, 1969, XXIII+579 p.*)
- SCHULZE-BRACHMANN A., Le développement de la fiscalité dans le Marché Commun (II). (*La Fiscalité du Marché Commun, Bruxelles, n° 36, octobre 1969, pp. 117-123.*)
- TARR R., Bibliographie consacrée au problème du Marché des capitaux européen. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 45, 3^e trimestre 1969, pp. 101-109.*)
- TORRELLI M., Les « Habilitations » de la Commission des Communautés européennes. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 127, octobre 1969, pp. 465-472.*)
- TRIFFIN R., Aspetti monetari dell'entrata della Gran Bretagna nella Comunità Economica Europea. (*Moneta e Credito, Rome, XXII, n° 87, 3^e trimestre 1969, pp. 267-282.*)
- VAN STRAATEN A.A., De E.E.G.-handel in tarwe en tarwebloem. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LIV, n° 2723, 26 novembre 1969, pp. 1160-1162.*)
- VLAK G.J.M., Dr. Carli, Engeland en de E.E.G. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, XVIII, n° 111, novembre 1969, pp. 9-10.*)
- VON DER GROEBEN H., La politique régionale de la Communauté Economique Européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XII, n° 45, 3^e trimestre 1969, pp. 7-23.*)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1969

portant affectation d'une somme de 322 millions de francs prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la *Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique* (*Moniteur du 31 décembre 1969*, p. 12666).

Arrêté royal du 10 décembre 1969

prorogeant, en ce qui concerne les régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959, le délai d'application des mesures prévues par la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions (*Moniteur du 30 décembre 1969*, p. 12614).

Article 1^{er}. — Le délai d'application des mesures prévues par la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions en faveur

des régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959 portant désignation des régions de développement, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1961, est prorogé jusqu'au 30 juin 1970.
.....

Loi du 23 décembre 1969

prorogeant la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents et l'arrêté royal n° 9 du 18 avril 1967 modifiant certaines dispositions en matière d'impôts sur les revenus (*Moniteur du 30 décembre 1969*, p. 12582).

Article 1^{er}. — La durée d'application de la loi du 14 juillet 1966, instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économique des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents, est prorogée jusqu'au 30 juin 1970.
.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 24 novembre 1969

autorisant la société coopérative « Fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un trente-quatrième emprunt, d'un montant effectif de 269 millions de francs (Moniteur du 11 décembre 1969, p. 11935).

Arrêté royal du 26 novembre 1969

relatif à la démonétisation de la pièce de 20 centimes (Moniteur du 16 décembre 1969, p. 12107).

Arrêté ministériel du 28 novembre 1969

relatif à un emprunt de 1.500 millions de francs à contracter sous la garantie de l'Etat par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 9 décembre 1969, p. 11850).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 8,25 p.c. l'an, à partir du 17 décembre 1969.

Art. 3. — La souscription publique aux obligations de cet emprunt (...) est close dès que les souscriptions atteignent le capital nominal de 1.500 millions de francs et au plus tard le 23 décembre 1969.

Art. 4. — Le prix d'émission, fixé à 990 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt S.N.C.I. 5 % 1959-1969, tous coupons détachés.

Art. 6. — L'emprunt est amortissable, à partir de la troisième année (...).

*Art. 7. — La Société nationale de Crédit à l'Industrie se réserve la faculté de rembourser par anticipation, au pair, le 17 décembre 1975, moyennant un préavis de deux mois à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir.*

Art. 8. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Arrêté royal du 10 décembre 1969

portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (Moniteur du 30 décembre 1969, p. 12590).

Article 1^{er}. — Le montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre et des dépôts de fonds à accepter par la Société nationale de Crédit à l'Industrie est porté de 110 à 115 milliards de francs.

Arrêté royal du 10 décembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 31 décembre 1969, p. 12661).

Arrêté ministériel du 24 décembre 1969

approuvant l'émission par la Caisse nationale de Crédit professionnel d'un emprunt 8,25 p.c. 1970-1978, de 500 millions de francs (Moniteur du 30 décembre 1969, p. 12595).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux de 8,25 p.c. l'an à partir du 10 janvier 1970 jusqu'au 9 janvier 1978.

Art. 4. — Le prix d'émission, fixé à 990 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 6. — Les obligations sont remboursables le 10 janvier 1978 au pair de leur valeur nominale.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 24 octobre 1969

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1968 (dépenses ordinaires) (Moniteur du 9 décembre 1969, p. 11863).

Arrêté royal du 3 novembre 1969

relatif à la détermination et à l'enregistrement des amortissements, ainsi que des redressements dans la comptabilité patrimoniale de l'Etat (Moniteur du 12 décembre 1969, p. 11993).

Arrêté royal du 6 novembre 1969

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1968 (dépenses extraordinaires) (Moniteur du 4 décembre 1969, p. 11718).

Loi du 13 novembre 1969

modifiant l'article 41, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus, en ce qui concerne l'immunisation de l'indemnité d'adaptation (Moniteur du 2 décembre 1969, p. 11575).

Arrêté royal du 26 novembre 1969

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1968 du titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Finances (Moniteur du 5 décembre 1969, p. 11770).

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1969

fixant la situation des crédits reportés de l'année budgétaire 1968, du titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère de l'Agriculture (Moniteur du 10 décembre 1969, p. 11893).

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1969

organique de la comptabilité patrimoniale de l'Etat (Moniteur du 12 décembre 1969, p. 11996).

Arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969

relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 12 décembre 1969, p. 12006).

Arrêté ministériel du 11 décembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 16 décembre 1969, p. 12109).

Arrêté royal du 11 décembre 1969

pris en exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (Moniteur du 24 décembre 1969, p. 12442).

Arrêtés ministériels

des 12 et 16 décembre 1969

et arrêté royal du 23 décembre 1969

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 20 et 25 décembre 1969, pp. 12324, 12325 et 12495).

Loi du 19 décembre 1969

tendant à reporter au 1^{er} janvier 1971 la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, de la loi du 10 juillet 1969 modifiant le Code des taxes assimilées au timbre et de la loi du 10 juillet 1969 modifiant le Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe (Moniteur du 20 décembre 1969, p. 12322).

Arrêté royal du 19 décembre 1969

modifiant l'arrêté royal n° 1 du 23 juillet 1969, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 20 décembre 1969, p. 12323).

Arrêté ministériel du 23 décembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 décembre 1969, p. 12558).

Arrêté royal du 23 décembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 30 décembre 1969, p. 12591).

Arrêté ministériel du 24 décembre 1969

relatif aux taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 décembre 1969, p. 12560).

Loi du 24 décembre 1969

contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des recettes extraordinaires pour l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 31 décembre 1969, p. 12635).

Article 1^{er}. — Pour l'année budgétaire 1970, les recettes ordinaires de l'Etat sont évaluées, pour les recettes fiscales, à F 275.200.000.000, pour les recettes non fiscales, à F 15.280.164.000, soit ensemble F 290.480.164.000 (...).

Art. 2. — Pour l'année budgétaire 1970, les recettes extraordinaires sont évaluées à la somme de 2.014.597.000 francs (...).

Loi du 24 décembre 1969

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 31 décembre 1969, p. 12645).

Loi du 24 décembre 1969

contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1970 (Moniteur du 31 décembre 1969, p. 12648).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1970 afférentes à la Dette publique (...) des crédits s'élevant à la somme de 52.600.815.000 francs.

Art. 2. — Le montant effectif des emprunts que l'Association sans but lucratif « Ligue des Familles nombreuses de Belgique » est autorisée à émettre sous la garantie de l'Etat pour son Fonds des études, est porté de 187.250.000 à 199.250.000 francs.

Art. 4. — Des crédits d'ordonnement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 486.980.000 francs (...).

Art. 5. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 22.838.110.000 francs pour les recettes et à 22.837.000.000 francs pour les dépenses.

Arrêté ministériel du 29 décembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrées (Moniteur du 30 décembre 1969, p. 12596).

Arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969

relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 31 décembre 1969, p. 12663).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 21 novembre 1969

relatif à l'octroi de primes à l'abattage des vaches et de primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers (Moniteur du 2 décembre 1969, p. 11598).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 26 novembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des

ministères et l'arrêté royal du 19 septembre 1967 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs ministères (Moniteur du 2 décembre 1969, p. 11585).

Arrêté royal du 26 novembre 1969

accordant des avantages à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public (Moniteur du 2 décembre 1969, p. 11589).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

**Arrêtés ministériels des 10 novembre
et 17 décembre 1969**

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 5 et 30 décembre 1969, pp. 11773 et 12594).

Arrêté ministériel du 15 décembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 18 décembre 1969, p. 12225).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 8 décembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant le prix maximum de vente au consommateur du lait de consommation (Moniteur du 17 décembre 1969, p. 12157).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 26 novembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 2 décembre 1969, p. 11602).

régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 25 décembre 1969, p. 12486).

Arrêté royal du 28 novembre 1969

pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Moniteur du 5 décembre 1969, p. 11753).

Arrêté royal du 22 décembre 1969

modifiant l'article 3bis de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, inséré par l'article royal du 10 juin 1969, et modifiant ce dernier arrêté (Moniteur du 31 décembre 1969, p. 12668).

Arrêté royal du 22 décembre 1969

modifiant le chapitre III de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un

Loi du 23 décembre 1969

modifiant la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Moniteur du 25 décembre 1969, p. 12482).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision du Conseil du 10 novembre 1969 (69/436/C.E.E.)

portant conclusion de l'accord reconduisant l'accord commercial entre la C.E.E. et l'Iran (Journal officiel du 2 décembre 1969, n° L 302, p. 15).

Règlement du Conseil du 8 décembre 1969 (69/2451/C.E.E.)

modifiant le règlement n° 68/950/C.E.E. relatif au tarif douanier commun (Journal officiel du 11 décembre 1969, n° L 311, p. 1).

Troisième directive du Conseil du 9 décembre 1969 (69/463/C.E.E.)

en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Introduction de la taxe à la valeur ajoutée dans les Etats membres (Journal officiel du 20 décembre 1969, n° L 320, p. 34).

Considérant que la République italienne et le Royaume de Belgique ont fait savoir à la Commission, respectivement le 14 juillet 1969 et le 12 septembre 1969, qu'ils n'étaient pas en mesure de respecter la date limite du 1^{er} janvier 1970 pour l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée, prévue à l'article 1^{er}, deuxième alinéa de la première directive du Conseil du 11 avril 1967, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires; que ces Etats membres demandent en conséquence une prolongation respectivement de deux ans et de un an pour l'introduction de cette taxe;

Considérant que le Royaume de Belgique estime ne pas être en mesure d'appliquer la taxe à la valeur ajoutée à la date prévue, notamment pour des raisons d'ordre conjoncturel et budgétaire particulières à la Belgique;

Considérant que, de son côté, la République italienne a fait valoir qu'un projet de réforme générale des impôts est actuellement déposé pour examen et adoption auprès du Parlement, qui ne s'est pas encore penché sur ce problème; que, aux termes mêmes de ce projet, les dispositions législatives nécessaires doivent être arrêtées avant le 31 octobre 1970; que, par conséquent, cet Etat membre n'est pas en mesure d'appliquer la taxe à la valeur ajoutée à la date prévue;

Considérant qu'un délai supplémentaire ne peut être accordé que s'il est réduit au minimum;

Considérant que, dans ces circonstances, l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée ne peut être reportée au-delà du 1^{er} janvier 1972;

Considérant que l'un des objectifs essentiels de la première directive susmentionnée est d'établir, par l'introduction au 1^{er} janvier 1970 du régime de la

taxe à la valeur ajoutée, les conditions permettant d'éviter que la concurrence ne soit faussée au titre des taxes sur le chiffre d'affaires;

Considérant que cet objectif ne pourra être atteint à la date du 1^{er} janvier 1970, notamment sur le plan des échanges, puisque ces Etats membres continueront à appliquer, au titre des taxes sur le chiffre d'affaires, des taux moyens de compensation de la charge intérieure;

Considérant qu'il convient que les Etats membres qui ne sont pas en mesure d'introduire la taxe à la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 1970 n'augmentent pas leurs taux moyens de compensation existant à la date du 1^{er} octobre 1969.

Article 1^{er}. — La date du 1^{er} janvier 1970 prévue à l'article 1^{er} de la première directive du 11 avril 1967 est remplacée par celle du 1^{er} janvier 1972.

Art. 2. — Au sens de la présente directive, on entend par taux moyens les taux des taxes de compensation à l'importation et des ristournes à l'exportation établis en vue de compenser les charges, au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires cumulative à cascade, supportées par les produits nationaux aux différents stades de leur production, à l'exclusion de la taxe frappant la vente par le producteur final.

Art. 3. — Les taux moyens en vigueur à la date du 1^{er} octobre 1969 ne peuvent pas être augmentés.

Toutefois, les taux moyens existant à cette date sont adaptés aux modifications éventuelles apportées ultérieurement aux taux de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Art. 4. — Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

Règlement du Conseil du 9 décembre 1969 (69/2511/C.E.E.)

prévoyant des mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes communautaires (Journal officiel du 18 décembre 1969, n° L 318, p. 1).

Règlement du Conseil du 9 décembre 1969 (69/2513/C.E.E.)

relatif à la coordination et à l'unification des régimes d'importation des fruits et légumes appliqués par chaque Etat membre à l'égard des pays tiers (Journal officiel du 18 décembre 1969, n° L 318, p. 6).

Règlement du Conseil du 9 décembre 1969 (69/2514/C.E.E.)

définissant les conditions d'application des mesures de sauvegarde dans le secteur des fruits et légumes (Journal officiel du 18 décembre 1969, n° L 318, p. 8).

**Règlement du Conseil du 9 décembre 1969
(69/2515/C.E.E.)**

modifiant le règlement n° 66/159/C.E.E. portant dispositions complémentaires pour l'organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes (Journal officiel du 18 décembre 1969, n° L 318, p. 10).

**Règlement du Conseil du 9 décembre 1969
(69/2517/C.E.E.)**

définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière de la Communauté (Journal officiel du 18 décembre 1969, n° L 318, p. 15).

**Règlement du Conseil du 15 décembre 1969
(69/2520/C.E.E.)**

modifiant le règlement n° 69/1059/C.E.E. déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (Journal officiel du 18 décembre 1969, n° L 317, p. 1).

**Règlement financier du 15 décembre 1969
(69/491/Euratom, C.E.C.A., C.E.E.)**

portant reconduction du règlement financier du 30 juillet 1968 relatif à l'établissement et à l'exécution du budget des Communautés européennes et à la responsabilité des ordonnateurs et comptables (Journal officiel du 29 décembre 1969, n° L 326, p. 33).

**Décision du Conseil du 16 décembre 1969
(69/494/C.E.E.)**

concernant l'uniformisation progressive des accords relatifs aux relations commerciales des Etats membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires (Journal officiel du 29 décembre 1969, n° L 326, p. 39).

**Règlement du Conseil du 20 décembre 1969
(69/2603/C.E.E.)**

portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations (Journal officiel du 27 décembre 1969, n° L 324, p. 25).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Source : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1967	1968
		(milliers)		(milliers)		
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.606	9.632
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.058	6.071
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.017	3.023
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.041	3.048
		(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
Population active 2 :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.660	3.672	3.698	3.715
dont : Agriculture	»	423	206	230	209	201
Industries extractives	»	191	97	94	74	67
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.220	1.202
Bâtiments et construction	»	197	236	293	304	304
Transports	»	243	243	263	263	268
Commerce, banques, assurances et services	»	1.024	1.476	1.412	1.483	1.510
Chômeurs complets	»	92	61	63 ³	92 ³	110 ³
Ouvriers frontaliers 4	»			61	53	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

I . 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la Sécurité sociale	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,7	285,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,8	22,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,3	62,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	113,2	121,5
e) Corrections et compléments	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	23,1	21,1	18,5	22,3
Total ...	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	414,3	452,8	480,5	514,2
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	29,8	27,4	27,8	31,5
b) Professions libérales ¹	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2	27,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	110,2	113,3	116,5
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,6	8,2	8,4	8,4
e) Ajustement statistique	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,2	- 0,2	- 0,9	- 1,0
Total ...	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	165,5	169,8	173,8	182,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	31,3	34,7	38,4	41,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	34,2	37,2	38,6	40,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6	22,0
Total ...	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	82,5	90,2	95,6	103,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	11,9	16,6	18,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	18,8	21,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	5,3	4,2	7,1	6,2
7. Intérêt de la dette publique	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,0	-31,5
Revenu national net au coût des facteurs ...	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	677,3	720,7	763,4	815,7
8. Amortissements	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,4	86,0	92,1	97,7
Revenu national brut au coût des facteurs ...	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	756,7	806,7	855,5	913,4
9. Impôts indirects	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	119,1	131,8	137,8
10. Subsidés	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-12,3	-12,7	-15,4
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

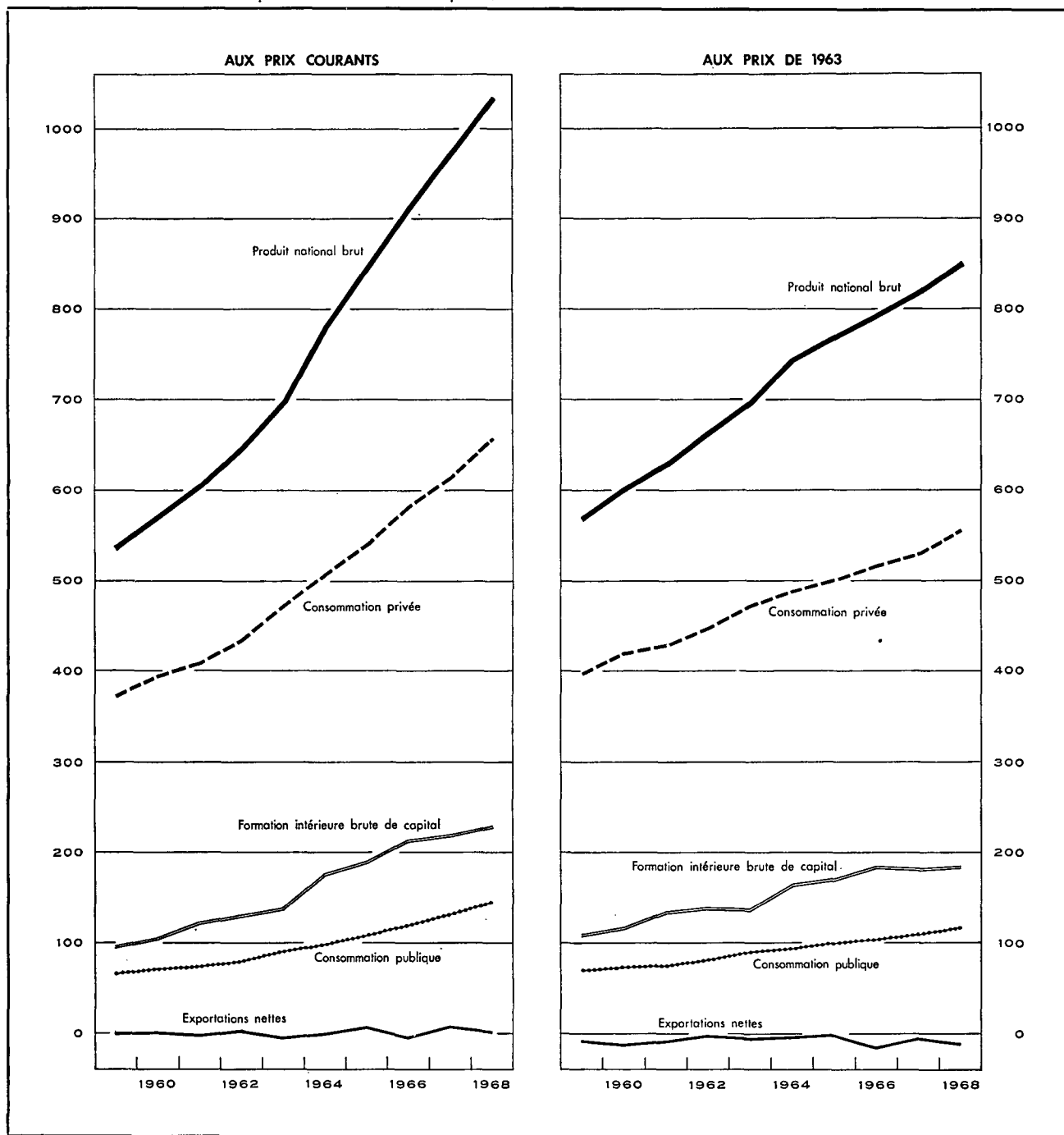
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Agriculture, sylviculture et pêche	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	45,4	43,5	44,7	49,1
2. Industries extractives	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,2	12,6	12,2	11,6
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	49,5	53,8	59,1	63,0
b) Textiles	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,1	24,0	22,3	24,6
c) Vêtements et chaussures	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,7	12,5	12,3	13,2
d) Bois et meubles	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	13,0	13,9	15,1
e) Papier, impression, édition	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,3	14,6	15,7	16,8
f) Industries chimiques et activités connexes	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	21,0	22,6	23,8	26,1
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,5	16,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,0	23,9	25,1	28,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,7	76,4
j) Industries non dénommées ailleurs	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,2	25,3	26,7	29,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>256,4</i>	<i>278,1</i>	<i>289,1</i>	<i>309,3</i>
4. Construction	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	57,9	62,5	67,7	68,1
5. Electricité, gaz et eau	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	18,3	20,0	21,8	24,8
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	142,9	158,7	172,8	179,2
b) Services financiers et assurances ...	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	24,0	27,4	29,0	31,8
c) Immeubles d'habitation	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	45,7	49,7	51,6	53,6
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>212,6</i>	<i>235,8</i>	<i>253,4</i>	<i>264,6</i>
7. Transports et communications	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	57,8	63,6	67,6	75,9
8. Services	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	183,9	199,8	217,6	235,2
9. Corrections	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	-5,4	-9,2	-6,9	-10,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	842,1	906,7	967,2	1.027,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

I- 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	138,2	146,9	154,0	159,6
b) Boissons et tabacs	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,1	40,5	44,1	46,7
c) Vêtements et autres effets personnels	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	51,1	54,4	54,8	58,5
d) Loyers, taxes, eau	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	57,0	61,6	64,3	67,0
e) Chauffage et éclairage	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	27,6	28,3	29,9	32,6
f) Articles ménagers durables	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	48,3	51,8	52,7	57,9
g) Entretien de la maison	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	25,7	27,7	29,8	32,2
h) Soins personnels et hygiène	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,0	42,2	45,7	51,8
i) Transports et Communications	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	51,8	57,4	61,2	66,8
j) Loisirs	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,4	47,3	51,4	54,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	19,7	24,6	26,0	29,9
Total ...	373,5	393,6	410,2	433,0	472,2	507,8	540,9	582,7	613,9	657,7
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	77,1	85,7	93,4	101,2
b) Biens et services	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,8	32,4	38,1
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,2	5,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3
Total ...	66,9	71,3	72,7	80,0	90,9	98,0	110,2	120,8	133,1	147,4
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,7	6,6
b) Industries extractives	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9
c) Industries manufacturières	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	54,0	50,1
d) Construction	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	6,9	6,8
e) Electricité, gaz et eau	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,3	13,7
f) Commerce, banques, assurances	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,7	18,1	18,0	18,5
g) Immeubles d'habitation	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	58,7	56,5	57,4	58,3
h) Transports et communications	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	23,4	23,6
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	19,7	24,8	29,0	33,7
j) Autres services	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5
k) Variations de stocks	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,4	7,7	2,9	8,8
l) Ajustement statistique	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	...	1,1	0,9	1,8
Total ...	97,2	106,3	123,6	131,6	138,7	176,0	189,7	213,4	219,5	229,3
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	376,8	421,0
b) Importations totales	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,7	419,6
c) Exportations nettes	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+8,1	+ 1,4
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	89	93	95	98	100	101	100	103	108	110
b) Boissons	87	89	92	93	100	106	108	105	110	114
c) Tabac	89	93	95	100	100	105	110	114	116	116
d) Vêtements et autres effets personnels	80	85	89	93	100	104	102	104	104	107
e) Loyers, taxes, eau	96	96	97	99	100	102	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	69	74	77	92	100	90	96	97	101	108
g) Articles ménagers durables	72	82	87	91	100	112	115	120	120	130
h) Entretien de la maison	92	94	96	100	100	103	104	106	109	111
i) Soins personnels et hygiène ...	82	87	90	96	100	102	109	110	114	126
j) Transports	70	77	79	84	100	110	117	122	128	140
k) Communications P.T.T.	81	83	87	93	100	108	114	123	132	141
l) Loisirs	89	89	93	96	100	105	110	113	117	121
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>106</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>118</i>
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	79	83	86	91	100	105	114	119	125	129
b) Biens et services	73	76	74	86	100	102	103	107	117	135
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	71	74	80	90	100	109	117	119	131	141
<i>Total ...</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>111</i>	<i>116</i>	<i>122</i>	<i>131</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	111	93	104	97	100	110	116	126	115	124
b) Industries extractives	105	86	113	81	100	96	93	78	70	84
c) Industries manufacturières	52	73	89	100	100	99	110	126	123	113
d) Construction	44	48	62	105	100	89	94	109	116	114
e) Electricité, gaz et eau	99	80	75	119	100	108	126	147	180	169
f) Commerce, banques, assurances	75	82	90	93	100	99	97	110	106	107
g) Immeubles d'habitation	99	117	125	107	100	146	171	155	146	143
h) Transports et communications	83	89	90	96	100	101	118	125	137	135
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	82	75	77	84	100	139	98	115	137	162
j) Enseignement	64	76	94	105	100	88	99	122	115	118
k) Autres services	80	84	94	96	100	99	99	117	125	126
<i>Total ...</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>132</i>	<i>134</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	73	80	87	93	100	111	120	124	133	148
b) Importations totales	74	83	89	93	100	111	118	128	132	149
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	110,6	113,7	117,6	122,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruzelles (D.U.L.B.E.A.). — Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0	
1968	99,5	39,5	104,5	91,9	112,6	127,0	109,4	104,7	92,0	108,3	
1967 2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
4 ^e trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3	
1968 1 ^{er} trimestre .	97,6	40,8	103,2	91,0	114,5	124,8	106,1	101,4	92,7	102,1	
2 ^e trimestre .	98,9	40,0	103,2	91,4	111,4	125,7	107,1	102,7	91,6	109,3	
3 ^e trimestre .	100,5	38,8	104,7	91,7	111,4	127,3	109,2	106,3	91,8	112,5	
4 ^e trimestre .	100,7	38,0	106,0	93,7	113,1	129,9	115,0	108,6	91,9	109,4	
1967 Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0	
1968 Janvier	97,5	41,2	103,7	91,4	116,0	125,4	106,0	101,9	93,0	99,3	
Février	97,4	40,8	102,9	90,9	113,7	125,0	105,6	100,7	92,6	101,9	
Mars	98,0	40,5	103,0	90,8	113,9	123,9	106,6	101,5	92,6	105,0	
Avril	98,5	40,3	102,9	91,2	112,2	125,5	106,7	100,7	91,8	107,9	
Mai	98,9	40,0	103,3	91,3	111,4	125,1	107,6	103,1	91,6	108,5	
Juin	99,4	39,8	103,5	91,7	110,7	126,6	107,3	104,2	91,5	111,5	
Juillet	99,7	39,4	103,9	91,5	111,1	127,0	106,7	105,1	91,1	110,8	
Août	100,4	39,0	104,5	91,6	110,8	125,5	108,8	106,6	91,8	113,2	
Septembre ...	101,3	38,1	105,7	91,9	112,4	129,4	112,0	107,1	92,5	113,6	
Octobre	101,3	38,1	106,1	94,1	113,5	129,8	113,0	108,7	91,3	112,0	
Novembre	100,8	37,9	106,0	94,0	112,8	130,0	115,5	108,2	91,8	109,9	
Décembre	100,1	38,1	105,9	92,9	113,1	130,0	116,5	108,9	92,6	106,2	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés			Total	Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite			ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1962	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6	18,9	15,0	
1963	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7	15,9	17,1	
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1	13,9	13,1	
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5	13,7	8,4	
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	5,9	1,3	4,6	16,0	11,6
1968 2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2	4,8
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1969 1 ^{er} trimestre	3,9	53,2	47,1	104,2	5,6	1,3	5,7	16,6	7,3
2 ^e trimestre	2,0	36,1	45,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4	12,0
3 ^e trimestre	1,8	27,7	46,1	75,6	7,2	1,6	4,1	15,0	13,9
4 ^e trimestre	3,3	28,0	46,7	78,0	6,2	1,5	4,3	14,1	13,2
1968 Décembre	6,7	54,9	47,2	108,8	5,8	2,4	6,1	11,0	5,7
1969 Janvier	4,5	57,3	47,6	109,4	5,4	1,6	6,1	17,4	6,6
Février	4,1	54,9	47,5	106,5	5,4	1,2	5,7	13,6	6,9
Mars	3,0	47,3	46,3	96,6	5,9	1,0	5,1	18,7	8,3
Avril	2,5	42,3	45,6	90,4	6,6	0,9	4,3	18,9	9,8
Mai	1,9	36,4	45,5	83,8	7,0	0,8	4,2	17,8	11,8
Juin	1,5	29,6	45,3	76,4	7,2	1,0	3,6	18,5	14,5
Juillet	1,7	29,8	46,0	77,5	7,3	1,3	3,7	11,0	12,3
Août	1,6	26,7	46,1	74,4	7,2	1,7	4,0	14,4	13,6
Septembre	2,1	26,5	46,4	75,0	7,1	1,8	4,5	19,5	15,8
Octobre	2,9	26,4	46,0	75,3	6,9	1,7	4,5	17,2	14,9
Novembre	3,0	27,2	46,6	76,8	6,4	1,5	4,4	12,8	12,5
Décembre	4,1	30,3	47,6	82,0	5,4	1,3	4,1	12,2	12,2

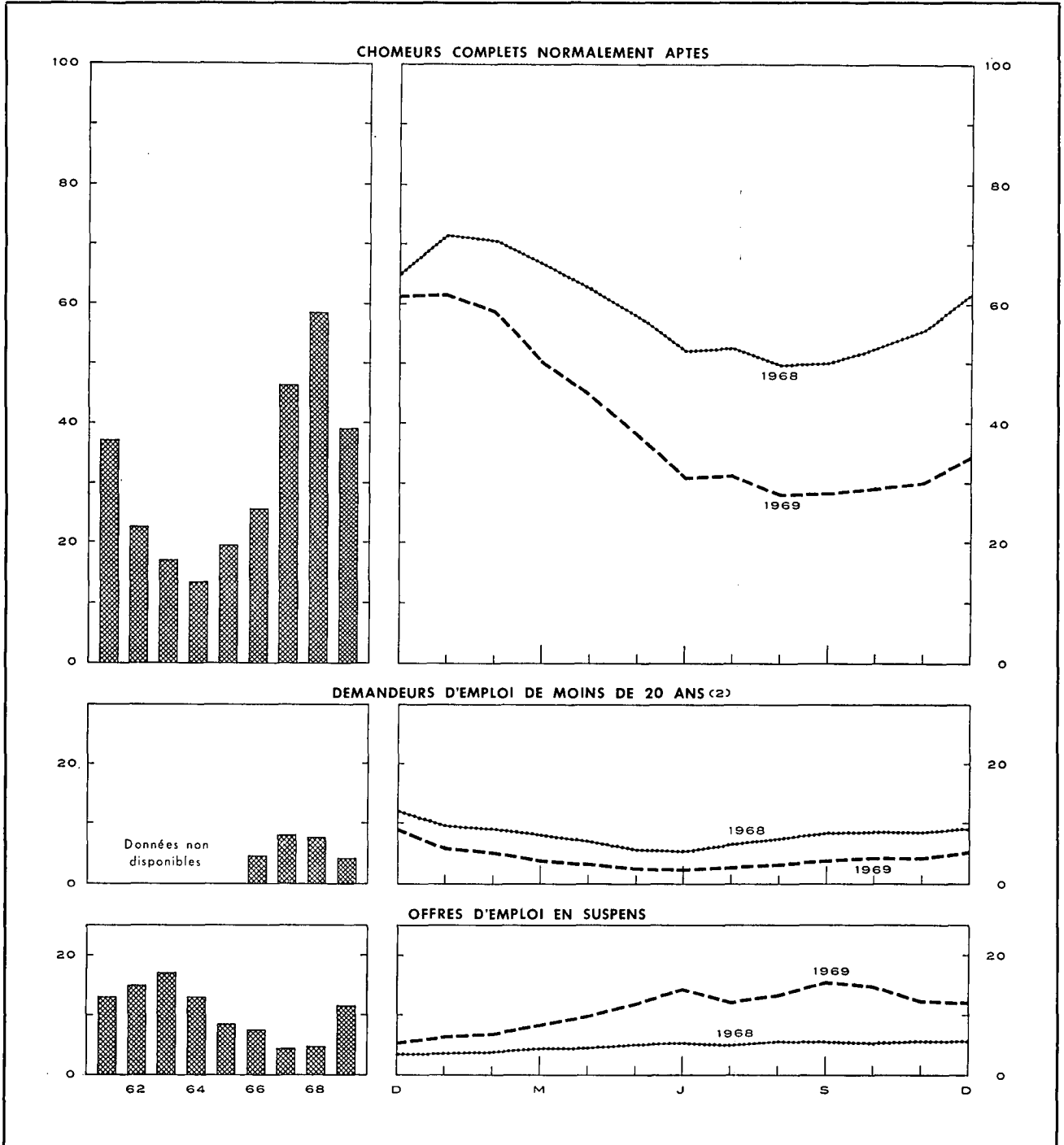
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

Références bibliographiques : *Communiqués mensuels de l'O.N.E.M.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Informations statistiques* (C.E.C.A.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	256	252	246	262	266	247	232	235	227
dont : froment	206	209	200	216	227	212	199	203	199
seigle	44	39	41	42	34	30	27	27	22
Céréales non panifiables	263	260	255	239	254	260	259	251	250
Plantes industrielles	92	93	94	106	95	92	95	107	109
Plantes racines et tuberculifères	120	116	114	103	98	98	99	90	86
Légumes cultivés pour la graine	11	10	10	11	10	9	8	8	8
Prés et prairies	821	829	825	815	810	810	810	807	804
Divers	136	129	135	129	119	124	123	116	121
Total ...	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.614	1.605
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	722	835	759	900	854	650	828	839	p 761
Autres céréales	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	1.033	p 973
Betteraves sucrières	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	p 4.217
Lin (graines et paille)	196	231	240	283	190	167	105	108	p 112
Chicorée à café	60	37	47	68	46	29	32	40	p 44
Pommes de terre	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	p 1.478
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	148	141	132	120	108	95	86	86	81
Total des bovidés	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805	2.844
dont : vaches laitières	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067	1.076
Porcs	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502	2.803
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	462	458	429	461	500	548	586	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

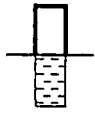
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Aiglefin	262	285	300	221	281	233	141	130	136
Cabillaud	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322	1.695
Plie	390	291	346	424	322	294	442	516	450
Sole	350	314	347	631	201	263	329	412	356
Raie	323	328	310	298	319	280	182	178	219
Hareng	528	409	273	153	134	112	61	30	11
Crevettes	39	80	48	76	75	72	80	104	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles* (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

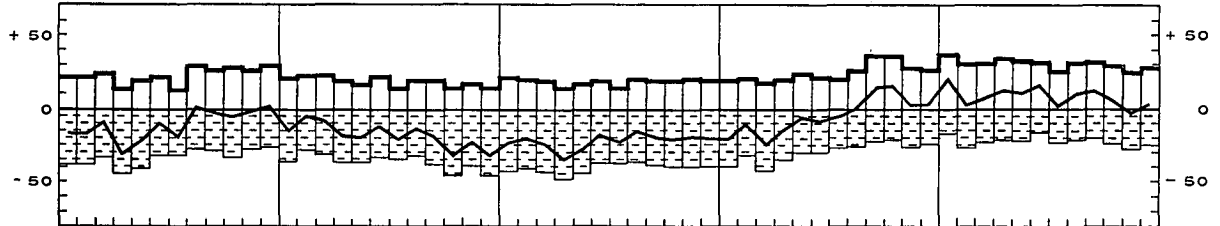
IV . 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

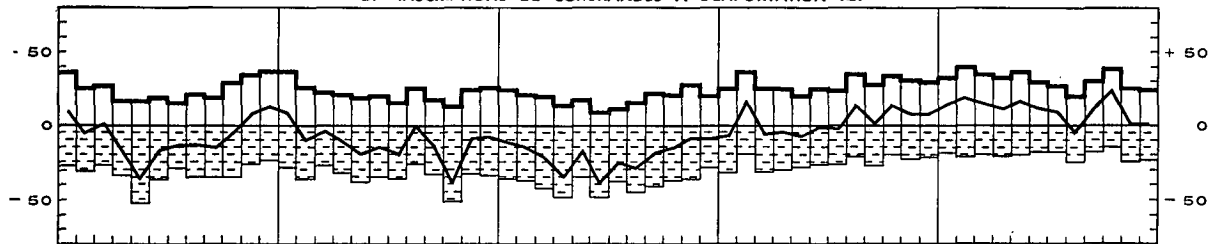


{ Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A, B et C
 { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

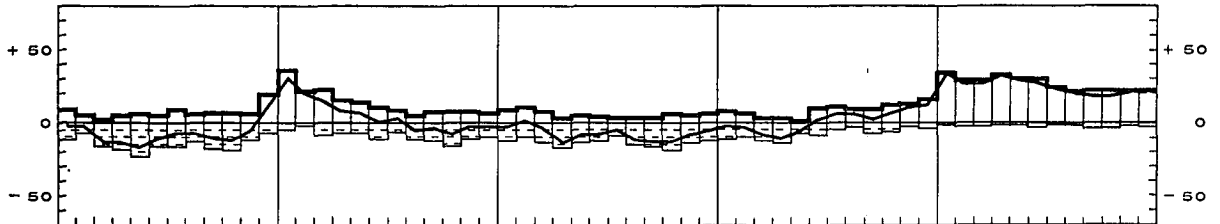
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



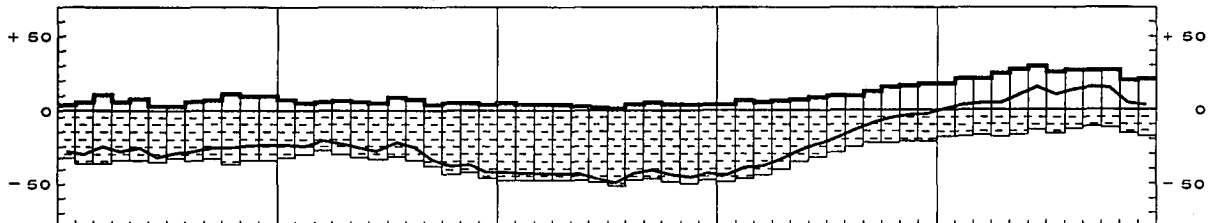
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



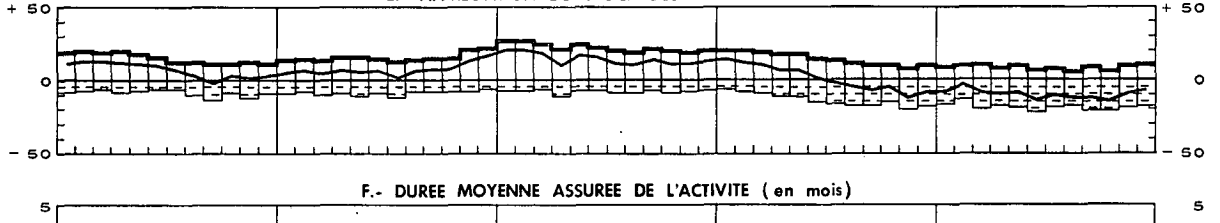
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



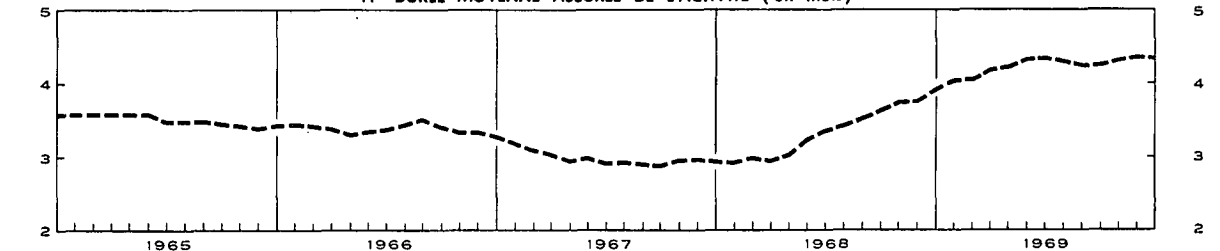
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économi- ques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	147
1966	150	162	148	150	150
1967	152	165	149	152	153
1968	161	176	p 161	166	p 162
1969				p 180	
1968 2 ^e trimestre	160	175	164	162	p 160
3 ^e trimestre	154	168	151	164	p 164
4 ^e trimestre	173	190	p 172	175	p 168
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	p 189	p 172	175	p 174
2 ^e trimestre	p 179	p 195	p 185	180	p 178
3 ^e trimestre	p 167	p 183	p 166	p 177	p 182
4 ^e trimestre				p 188	
1969 Janvier	p 176	p 191	p 170	179	p 172
Février	p 164	p 179	p 172	166	p 174
Mars	p 180	p 197	p 175	182	p 175
Avril	p 181	p 198	p 185	178	p 176
Mai	p 172	p 188	p 181	178	p 178
Juin	p 183	p 200	p 189	183	p 179
Juillet	p 147	p 161	p 150	168	p 180
Août	p 164	p 180	p 162	p 180	p 182
Septembre	p 191	p 209	p 187	p 185	p 183
Octobre	p 206	p 226		p 195	p 185
Novembre	p 183	p 202		p 183	
Décembre				p 185	
1970 Janvier				183 ^a	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

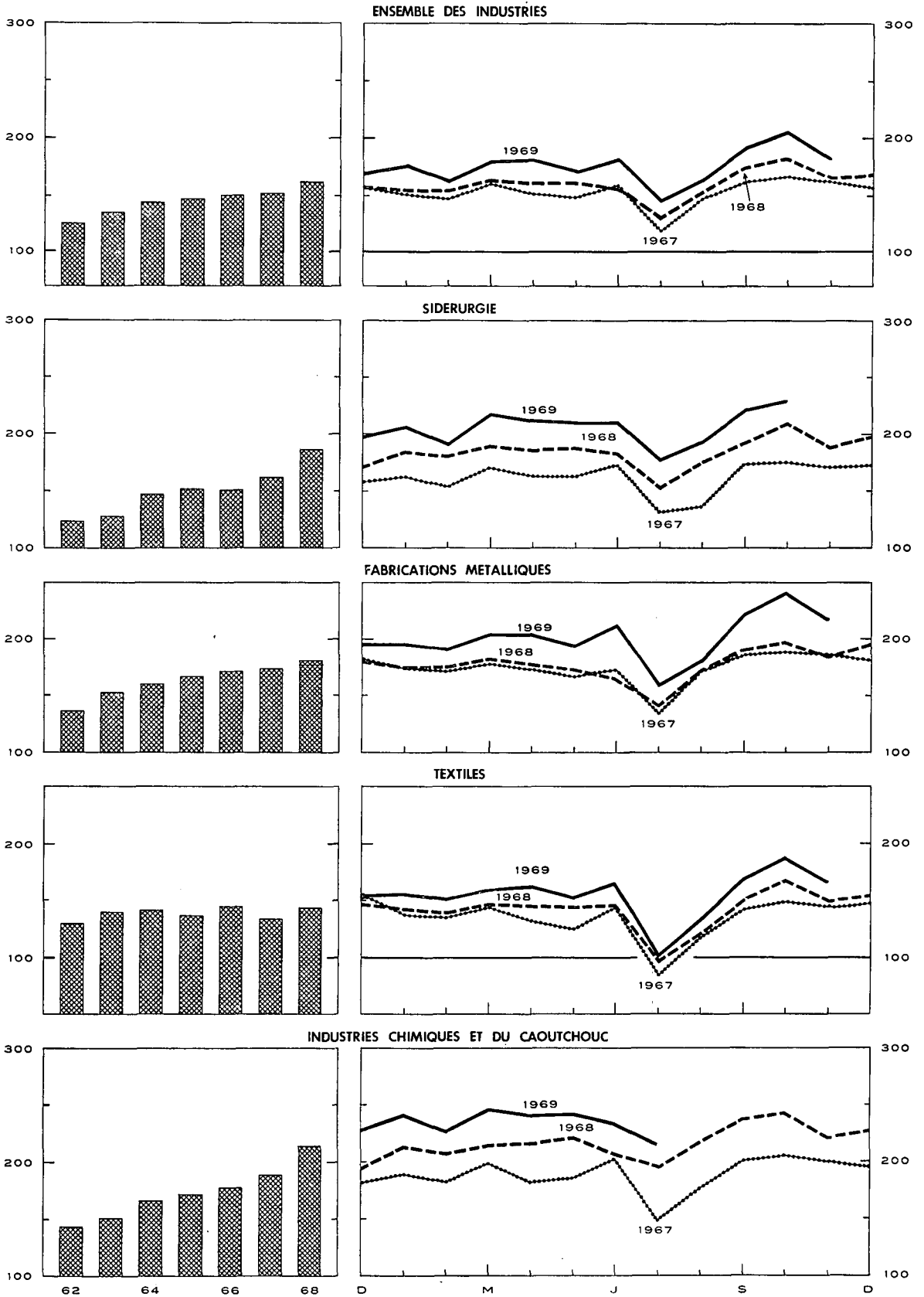
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières											Raffineries de pétrole		
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc			
									Total	Fila- ture	Tissage	Bonne- terie		Total	dont : Trans- forma- tion des matières plasti- ques (1962 = 100)
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267
1968	161	67	176	150	186	187	178	145	143	134	150	153	219	321	355
1968 2 ^e trimestre	160	71	175	159	187	190	172	145	145	137	151	159	216	313	314
3 ^e trimestre	154	60	168	149	174	178	168	147	125	114	133	133	218	311	386
4 ^e trimestre	173	66	190	157	199	199	193	158	158	147	169	165	231	350	405
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	64	p 189	141	206	192	p 198	134	156	145	164	167	p239	370	434
2 ^e trimestre	p 179	65	p 195	169	211	191	p 204	p 144	161	148	170	173	p239	392	437
3 ^e trimestre	p 167	55	p 183	162	198	184	p 188	p 152	p136	p123	145	144			440
1968 Novembre	166	64	183	157	189	190	186	158	150	138	161	160	222	336	388
Décembre	170	63	187	144	199	201	196	145	155	149	168	148	228	328	438
1969 Janvier	p 176	69	p 191	137	208	198	p 196	141	156	148	165	158	p242	371	460
Février	p 164	58	p 179	125	192	184	p 193	126	151	139	160	163	p227	348	403
Mars	p 180	65	p 197	161	219	194	p 205	136	160	148	166	181	p247	390	439
Avril	p 181	67	p 198	166	213	188	p 205	146	164	149	171	181	p241	389	426
Mai	p 172	61	p 188	171	211	186	p 195	153	137	163	166	166	p242	380	433
Juin	p 183	67	p 200	171	210	199	p 213	p 150	167	159	175	172	p234	406	452
Juillet	p 147	45	p 161	152	179	163	p 160	p 148	p103	91	142	100	p216	310	435
Août	p 164	55	p 180	162	194	183	p 181	p 157	p135	121	119	155		341	448
Septembre	p 191	65	p 209	173	222	207	p 223	p 150	p170	p156	175	176			435
Octobre	p 206	72	p 226	187	230	212	242	193	189	163	225	180			456
Novembre	p 183	60	202	176			218	171	167						435

* Non compris la construction.

IV · 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier - fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	268
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	103	404
1969	p 1.100	p 630			p 1.505	2.303			
1968 2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334
4 ^e trimestre	1.204	1.735	464	2.354	1.458	2.323	2.189	104	445
1969 1 ^{er} trimestre	1.219	1.578	455	2.267	1.472	2.334	2.342	103	625
2 ^e trimestre	1.145	1.381	482	2.267	1.489	2.164	2.358	105	543
3 ^e trimestre	951	1.069	437	1.990	1.503	2.090	2.372		
4 ^e trimestre	p 1.085	p 630			p 1.559	2.621			
1969 Janvier	1.318	1.664	498	2.430	1.465	2.429	2.482	107	628
Février	1.142	1.589	384	2.118	1.469	2.217	2.173	92	590
Mars	1.196	1.578	482	2.252	1.481	2.356	2.371	110	637
Avril	1.192	1.527	443	2.255	1.492	2.216	2.298	101	550
Mai	1.065	1.405	493	2.256	1.471	2.136	2.339	106	560
Juin	1.178	1.381	511	2.289	1.504	2.141	2.438	108	520
Juillet	813	1.248	431	1.877	1.484	1.940	2.345	107	597
Août	926	1.134	397	1.962	1.489	2.052	2.421	114	542
Septembre	1.115	1.069	483	2.132	1.536	2.278	2.351		
Octobre	1.181	974			1.542	2.531			
Novembre	p 1.024	809			1.552	2.548			
Décembre	p 1.050	p 630			p 1.583	2.785			
1970 Janvier	p 477 ²	p 569			p 1.230 ²				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

² Grève.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070					
1968 2 ^e trimestre	958	728	7,06	8,13	15,19	14,73
3 ^e trimestre	914	658	6,86	8,07	14,93	12,99
4 ^e trimestre	1.033	777	8,41	9,98	18,39	16,67
1969 1 ^{er} trimestre	1.038	824	8,62	11,32	19,94	16,43
2 ^e trimestre	1.079	834	p 8,57	p 11,35	p 19,92	p 18,84
3 ^e trimestre	1.030	744	p 7,99	p 9,92	p 17,91	p 16,33
4 ^e trimestre	p 1.131					
1969 Janvier	1.025	853	9,74	12,15	21,89	15,96
Février	971	762	8,02	11,05	19,07	15,88
Mars	1.117	857	8,11	10,76	18,87	17,44
Avril	1.086	844	p 8,41	p 11,63	p 20,04	p 18,66
Mai	1.077	825	p 8,00	p 10,96	p 18,96	p 17,54
Juin	1.076	833	p 9,31	p 11,47	p 20,78	p 20,31
Juillet	955	652	p 7,11	p 8,03	p 15,14	p 14,72
Août	1.014	705	p 7,87	p 8,90	p 16,77	p 14,07
Septembre	1.120	876	p 9,00	p 12,82	p 21,82	p 20,19
Octobre	1.174	919				
Novembre	1.088 ¹					
Décembre	1.130 ¹					
1970 Janvier	955 ¹					

¹ Estimations de l'Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
					Nombre					
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.353
1966	p 42.648	35.727			32.702	8.700	1		1	10.143
1967	p 37.125	33.143			29.645	8.436	1		1	9.304
1968	p 37.704	30.179			28.874 ²		1		1	8.525 ²

¹ En 1966, 1967 et 1968, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 25.507, 26.136 et 29.981 milliers de m³.

² Depuis 1968, nombre de bâtiments commencés.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1967 4 ^e trimestre	2.713	2.140	896	907
1968 1 ^{er} trimestre	2.979	1.491	775	449
2 ^e trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
4 ^e trimestre	3.277	2.482	990	853
1969 1 ^{er} trimestre	3.375	1.942	1.018	702
2 ^e trimestre	4.539	3.776	1.499	1.072
1968 Juillet	3.424	3.031	1.209	728
Août	2.961	2.783	1.070	898
Septembre	2.649	2.612	812	845
Octobre	3.685	3.646	1.042	1.180
Novembre	2.868	2.359	917	837
Décembre	3.278	1.442	1.011	542
1969 Janvier	2.610	1.627	789	544
Février	3.637	1.239	980	554
Mars	3.877	2.959	1.285	1.009
Avril	4.672	3.862	1.487	1.070
Mai	4.172	3.943	1.367	1.116
Juin	4.772	3.522	1.644	1.030
Juillet	4.574	3.108	1.698	1.022

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	117	125	+ 6,8	112	117	+ 3,7	112	120	+ 7,1
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	113	119	+ 5,1	111	127	+ 14,4
3 ^e trimestre	119	131	+10,1	114	121	+ 6,7	114	129	+ 13,2
4 ^e trimestre	123	137	+11,4	115	125	+ 8,4	120	135	+ 12,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	125	140	+12,0	117	128	+ 9,9	120	140	+ 16,7
2 ^e trimestre	122	143	+17,2	119	131	+ 10,4	127	144	+ 13,4
3 ^e trimestre	131	143	+ 9,2	121	134	+ 10,4	129	143	+ 10,9
4 ^e trimestre	137			125			135		

	France			Italie			Pays-Bas		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	119	127	+ 6,7	126	133	+ 5,6	125	137	+ 9,6
2 ^e trimestre	118	107	- 9,3	128	135	+ 5,5	126	141	+ 11,9
3 ^e trimestre	120	131	+ 9,2	127	136	+ 7,1	130	145	+ 11,5
4 ^e trimestre	123	139	+13,0	131	141	+ 7,6	133	151	+ 13,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	127	138	+ 8,7	133	143	+ 7,5	137	154	+ 12,4
2 ^e trimestre	107	142	+32,7	135	145	+ 7,4	141	158	+ 12,1
3 ^e trimestre	131	141	+ 7,6	136	143	+ 5,1	145	163	+ 12,4
4 ^e trimestre	139			141			151		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Y compris Berlin-Ouest.

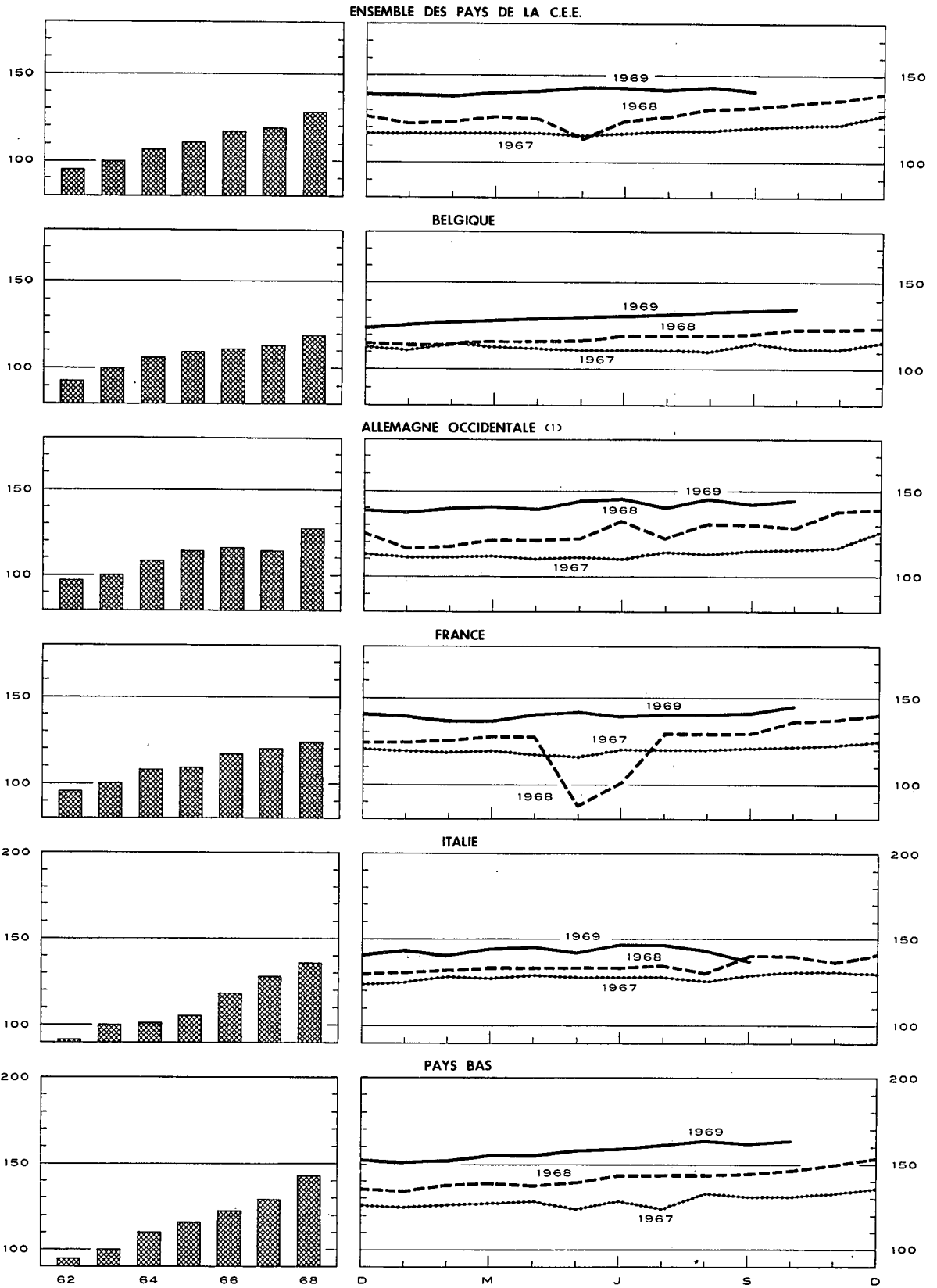
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.E. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar.* — *Bulletin du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 A partir de 1968, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont :				
	combustibles et huiles minérales				minerais				
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers)							
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7	
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8	
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4	
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8	
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	35	164,7	25,3	
1968 1 ^{er} trimestre	685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9	
2 ^e trimestre	689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7	
3 ^e trimestre	660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2	
4 ^e trimestre	692	648	5.984	1.890	1.429	34	128,8	24,3	
1969 1 ^{er} trimestre	p 674	585	5.513	1.643	1.377	36	166,3	26,6	
2 ^e trimestre	p 699	607	5.754	1.669	1.448	40	172,3	29,0	
3 ^e trimestre	p 675	583	5.458	1.557	1.458	34	292,0	40,0	
1968 Novembre	686	629	5.770	1.844	1.379	33	108,2	21,6	
Décembre	690	639	5.886	1.869	1.447	31	123,5	25,0	
1969 Janvier	p 671	592	5.672	1.840	1.392	39	124,1	27,8	
Février	p 662	549	5.113	1.465	1.282	27	100,0	23,8	
Mars	p 688	613	5.754	1.623	1.456	41	132,5	28,3	
Avril	p 699	578	5.556	1.625	1.382	41	142,3	26,6	
Mai	p 714	610	5.699	1.637	1.492	39	160,5	27,6	
Juin	p 686	634	6.008	1.744	1.470	39	214,1	32,9	
Juillet	p 695	589	5.455	1.536	1.500	29	318,6	41,7	
Août	p 647	554	5.183	1.523	1.383	34	297,3	40,3	
Septembre	p 684	605	5.737	1.611	1.492	40	260,1	37,9	
Octobre	p 706	699	6.532			41	181,9	32,9	
Novembre	p 675	683	6.129			43	122,9	27,2	

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97
1969				419		
1968 2 ^e trimestre	5.136	3.934	2.103	110	95	78
3 ^e trimestre	5.064	4.096	2.135	135	106	85
4 ^e trimestre	5.229	4.001	1.937	169	131	138
1969 1 ^{er} trimestre	5.194	3.928	2.069	315	193	278
2 ^e trimestre	5.592	4.029	1.685	418	378	283
3 ^e trimestre	5.487			466		
4 ^e trimestre				476		
1968 Décembre	5.166	3.829	2.290	196	213	149
1969 Janvier	5.292	4.176	2.418	311	211	337
Février	4.590	3.953	1.848	267	145	240
Mars	5.701	3.654	1.942	367	223	258
Avril	5.325	3.695	1.223	403	298	272
Mai	5.647	4.086	1.892	389	560	300
Juin	5.803	4.307	1.936	463	275	278
Juillet	5.713	4.288	2.068	414	457	549
Août	5.399	4.135	1.942	474	408	252
Septembre	5.348			511		
Octobre	5.915			530		
Novembre	5.334			448		
Décembre				449		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1		
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)	
(1)	(2)	
1963	5.400	433
1964	6.276	509
1965	6.412	507
1966	6.633	497
1967	7.111	522
1968	7.778	554
1969		
1968 2 ^e trimestre	7.859	556
3 ^e trimestre	8.129	582
4 ^e trimestre	7.801	568
1969 1 ^{er} trimestre	7.468	545
2 ^e trimestre	8.189	606
3 ^e trimestre		
4 ^e trimestre		
1968 Décembre	7.080	511
1969 Janvier	7.672	562
Février	6.775	492
Mars	7.958	580
Avril	8.258	601
Mai	8.038	601
Juin	8.270	615
Juillet	7.542	569
Août	7.098	531
Septembre		
Octobre		
Novembre		
Décembre		

Y - 2. — TOURISME ¹

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de nuitées)

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1961	1.518	1.166	77	49	92	41	21
1962	1.578	1.192	85	57	101	44	24
1963	1.704	1.269	94	68	110	52	28
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1967 4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.892	1.353	107	92	116	73	41
3 ^e trimestre	5.450	4.328	228	315	215	155	51
4 ^e trimestre	516	305	36	27	20	28	26
1969 1 ^{er} trimestre	397	212	30	22	17	28	21
2 ^e trimestre	1.895	1.382	115	104	94	75	41
1968 Août	6.768	5.524	364	216	269	142	52
Septembre	1.565	1.039	118	55	127	74	43
Octobre	561	308	38	29	27	35	36
Novembre	511	299	42	24	19	29	27
Décembre	475	309	28	29	15	20	15
1969 Janvier	350	183	27	21	15	25	20
Février	340	175	26	19	15	23	21
Mars	502	278	37	27	21	36	23
Avril	1.515	1.113	109	39	88	45	28
Mai	1.617	1.143	83	95	89	60	38
Juin	2.553	1.890	81	177	105	119	56
Juillet	8.224	6.603	182	759	235	191	72
Août	7.008	5.661	310	292	232	228	65

¹ Y compris les nuitées du camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage ²				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	190	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1968	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
4 ^e trimestre	291	271	271	215	300	211	283	485	180	144	198
1969 1 ^{er} trimestre	234	261	200	216	260	197	261	482	182	140	194
2 ^e trimestre	263	258	269	218	274	201	286	527	188	143	200
3 ^e trimestre	252	246	233	209	280	188	280	531	187	138	188
1968 Octobre	249	250	246	209	270	195	278	447			
Novembre	288	258	264	203	264	202	259	460			
Décembre	335	306	302	232	366	235	312	550			
1969 Janvier	237	258	204	238	254	202	262	469			
Février	212	246	166	188	254	185	244	458			
Mars	253	278	230	221	272	203	276	519			
Avril	255	267	252	207	260	200	290	521			
Mai	278	267	292	234	300	210	280	554			
Juin	255	239	264	214	264	193	288	506			
Juillet	259	235	260	216	286	185	273	515			
Août	251	252	218	198	276	188	272	546			
Septembre	247	252	220	214	278	190	296	532			
Octobre	276	278	264	225	310	203	307	592			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

¹ Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — ² Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 ^e semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 ^{er} semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0

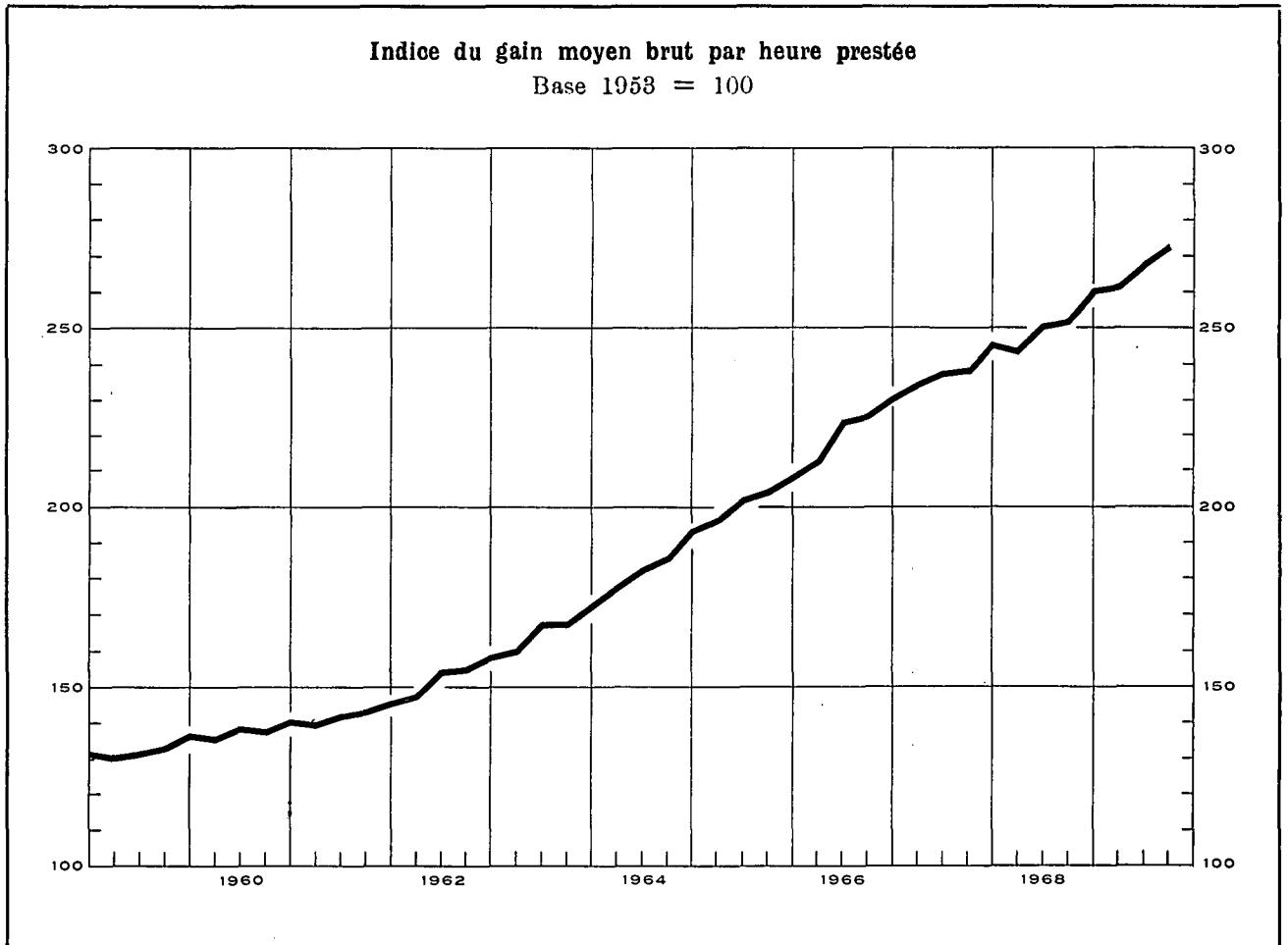
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 ^e semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 ^{er} semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
Crédit accordé (millions de francs)												
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 ^e semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 ^{er} semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 ^e semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 ^{er} semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel) — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir *Bulletin* de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	252	235	244	221	284
1968 Juin	251	232	242		283
Sept.	252	237	246		284
Déc.	261	240	250		295
1969 Mars ... p	263	246	258		297
Juin ... p	269	251	263		305
Sept. ... p	273	255	268		310

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume- Uni	Pays- Bas	France	Italie
1961	41,76	115,1	100,6	85,8	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	88,2	98,8	83,6
1963	49,25	116,1	93,2	87,7	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	p 88,58	100,7	67,9	92,3	82,2	76,5
1967 Mars-Avril ...	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
Sept.-Octobre ...	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril ...	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre ...	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril . p	86,93	98,8	68,8	93,9	86,9	76,0
Sept.-Oct. (e)	90,23	97,9 ⁶	67,0	90,8	77,7	77,0

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 271).

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

6 Depuis le 26 octobre 1969, date de la réévaluation du D.M., le pourcentage par rapport au salaire belge s'établit à 107,0.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril	1968 octobre	1969 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹ .	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64	67,49	69,48
Carrières ¹	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19	56,88	59,99
Total des industries extractives ¹	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77	66,20	68,35
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67	48,74	51,30
Boissons	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14	54,13	56,23
Tabac	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33	47,00	51,02
Industries textiles	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37	46,55	49,86
Chaussures, habillement	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18	39,90	42,29
Bois (sauf meubles)	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73	50,69	54,21
Industrie du meuble	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50	53,16	55,65
Papier, articles en papier	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09	53,17	56,79
Impressions et reliures	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90	61,45	64,48
Cuir (sauf chaussures, habillement)	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14	46,62	48,67
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85	54,05	58,01
Industries chimiques	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30	61,49	64,78
Industrie du pétrole	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37	88,22	91,89
Produits minéraux non métalliques	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58	56,02	59,96
Industries métallurgiques de base	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33	66,23	70,19
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17	54,88	58,63
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72	59,18	62,93
Industrie électrotechnique	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73	54,46	57,15
Construction de matériel de transport ...	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32	63,21	67,53
Total des industries manufacturières	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86	54,22	57,57
dont : hommes	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51	59,04	62,58
femmes	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94	39,79	42,55
<i>Construction</i> ¹	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23	57,89	61,06
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24	55,60	58,85
dont : hommes	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85	59,34	62,70

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne. Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » prix n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	\$ par 100 lbs	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1961	1,93	36,0	90	32,20	24	230	888	35,3	2,86
1962	2,16	34,0	94	33,60	23	234	897	29,4	2,89
1963	2,14	34,1	107	33,60	21	234	910	27,0	2,89
1964	2,22	46,7	105	32,20	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	2,10	44,7	92	30,40	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,22	40,8	101	26,40	19	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,19	37,8	94	23,00	16	418	1.229	27,0	2,88
1968	2,09	37,4	106	27,20	19	526	1.323	27,1	2,90
1968 1 ^{er} trimestre	2,09	37,3	107	25,73	17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre	2,09	37,5	106	24,97	18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^e trimestre	2,11	37,4	104	30,47	19	454	1.300	24,3	2,91
4 ^e trimestre	2,08	37,6	106	27,60	20	475	1.365	25,0	2,91
1969 1 ^{er} trimestre	2,08	38,3	103	25,83	23	539	1.371	28,7	2,95
2 ^e trimestre	2,01	37,3	101	25,66	25	601	1.417	29,3	3,02
3 ^e trimestre		39,4	97	25,33	27	654	1.465	33,7	
1968 Octobre	2,08	37,5	107	29,10	20	459	1.310	25,0	2,91
Novembre	2,07	37,5	107	27,30	20	465	1.405	25,0	2,91
Décembre	2,08	37,7	103	26,30	20	501	1.380	26,0	2,91
1969 Janvier	2,08	38,5	104	26,20	21	531	1.367	29,0	2,91
Février	2,08	38,7	103	25,70	23	544	1.374	29,0	2,91
Mars	2,08	37,8	101	25,60	25	541	1.373	28,0	3,02
Avril	2,00	37,3	102	25,60	25	587	1.399	27,0	3,02
Mai	2,01	37,2	102	25,70	24	589	1.421	30,0	3,02
Juin	2,01	37,4	100	25,60	25	627	1.431	31,0	3,02
Juillet	2,01	37,5	97	25,70	26	615	1.456	30,0	3,02
Août	1,99	38,3	97	25,30	28	680	1.469	34,0	
Septembre		42,4	96	25,00	26	668	1.469	37,0	
Octobre			96	24,90		658	1.497		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	118
1969	108	96	104	111	91	
1968 2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
4 ^e trimestre	102	89	101	108	88	119
1969 1 ^{er} trimestre	105	91	103	109	90	114
2 ^e trimestre	108	94	103	110	90	110
3 ^e trimestre	108	98	104	111	91	109
4 ^e trimestre	111	100	106	112	93	
1969 Janvier	105	91	102	108	90	115
Février	105	91	103	109	91	113
Mars	106	92	103	109	90	113
Avril	107	92	103	110	90	118
Mai	108	95	103	110	90	108
Juin	108	96	104	110	91	104
Juillet	107	96	104	110	91	112
Août	108	98	104	112	90	109
Septembre	108	99	105	112	91	105
Octobre	110	99	105	112	92	118
Novembre	112	100	106	112	93	121
Décembre	112	101	106	113	93	
1970 Janvier	113	104				

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1969	119,1	126,4	143,2	112,3	117,3	120,4	107,6	107,2	125,6	93,3	113,9	162,7	101,1	122,3	125,5
1968 2 ^e trimestre ..	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
1968 3 ^e trimestre ..	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
1968 4 ^e trimestre ..	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1969 1 ^{er} trimestre ..	116,8	124,3	144,9	107,5	115,0	118,3	104,8	106,3	118,5	93,6	114,7	159,4	99,8	118,2	123,6
1969 2 ^e trimestre ..	118,6	126,6	145,6	110,8	116,7	119,5	107,3	106,6	122,9	93,3	113,3	163,3	100,9	121,6	124,5
1969 3 ^e trimestre ..	119,4	124,9	142,0	110,5	118,0	120,9	108,6	107,6	128,7	92,5	112,9	163,3	101,6	124,2	125,5
1969 4 ^e trimestre ..	121,6	129,9	140,2	120,5	119,6	122,9	109,7	108,1	132,4	93,9	114,9	164,7	102,0	125,2	128,3
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
1968 Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
1968 Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,5	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
1968 Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
1968 Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
1968 Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
1968 Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
1968 Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
1968 Septembre ..	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
1968 Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
1968 Novembre ..	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
1968 Décembre ..	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5
1969 Janvier	116,4	124,7	144,9	108,1	114,4	118,1	103,5	105,4	118,2	93,5	114,4	159,4	99,3	117,5	122,9
1969 Février	117,0	123,9	144,3	107,2	115,3	118,4	105,5	107,0	118,6	93,8	114,9	159,4	100,1	118,3	124,0
1969 Mars	117,1	124,4	145,4	107,3	115,3	118,4	105,4	106,6	118,8	93,4	114,9	159,4	99,9	118,7	123,9
1969 Avril	118,6	127,4	144,8	112,7	116,5	119,2	107,3	106,3	121,2	93,7	114,8	163,3	100,9	120,4	124,9
1969 Mai	118,5	125,7	144,9	109,7	116,7	119,5	107,1	106,6	122,9	93,8	112,4	163,3	101,2	121,8	124,2
1969 Juin	118,7	126,6	147,0	109,9	116,8	119,7	107,5	106,9	124,7	92,5	112,6	163,3	100,7	122,5	124,4
1969 Juillet	118,7	123,8	141,4	109,0	117,5	120,2	108,5	107,7	126,4	92,5	112,7	163,3	101,7	123,5	124,5
1969 Août	119,6	124,8	143,3	109,5	118,3	121,1	109,0	107,7	130,0	92,7	112,0	163,3	101,9	124,5	125,6
1969 Septembre ..	119,9	126,0	141,3	112,9	118,3	121,4	108,4	107,5	129,6	92,2	114,0	163,3	101,2	124,5	126,4
1969 Octobre	120,2	126,7	136,4	117,9	118,6	121,9	108,6	107,3	129,5	93,3	114,4	164,7	101,0	124,1	127,4
1969 Novembre ..	121,5	130,9	141,7	121,3	119,3	122,4	109,8	108,3	131,0	93,7	115,1	164,7	101,9	125,1	127,6
1969 Décembre ..	123,1	132,0	142,6	122,4	120,9	124,4	110,6	108,6	136,8	94,7	115,1	164,7	103,0	126,4	130,0

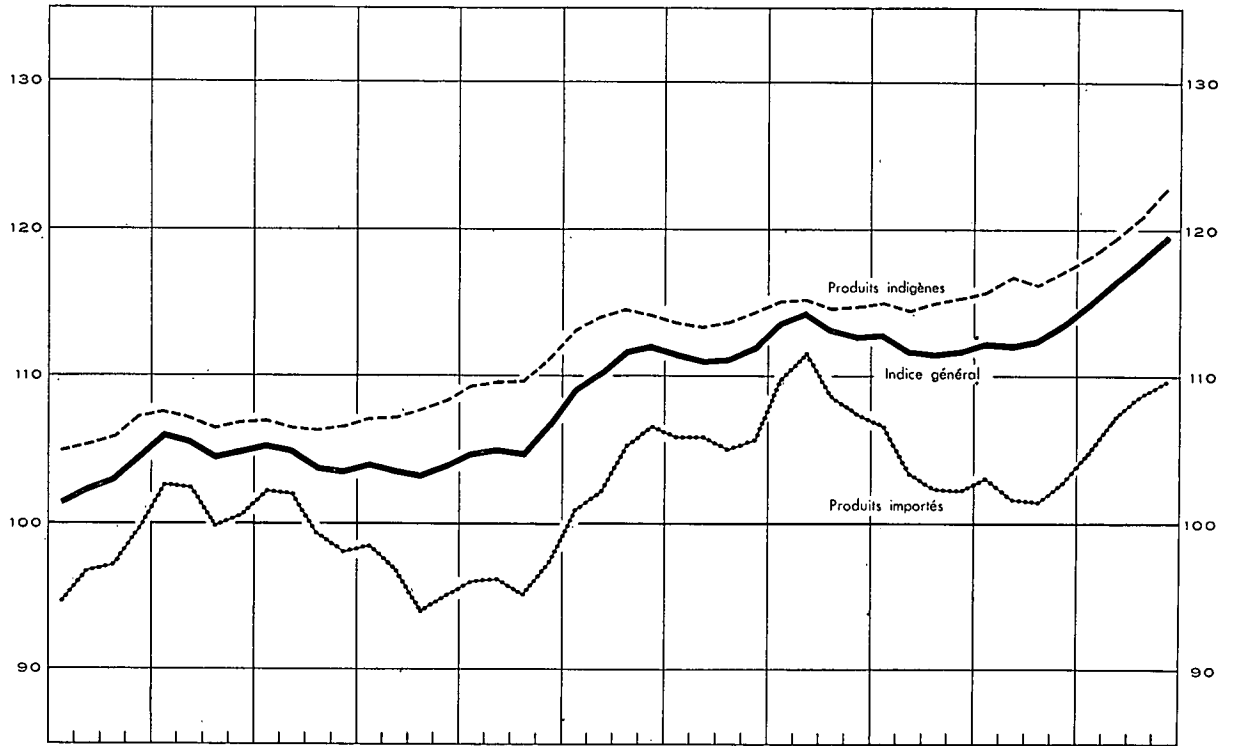
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

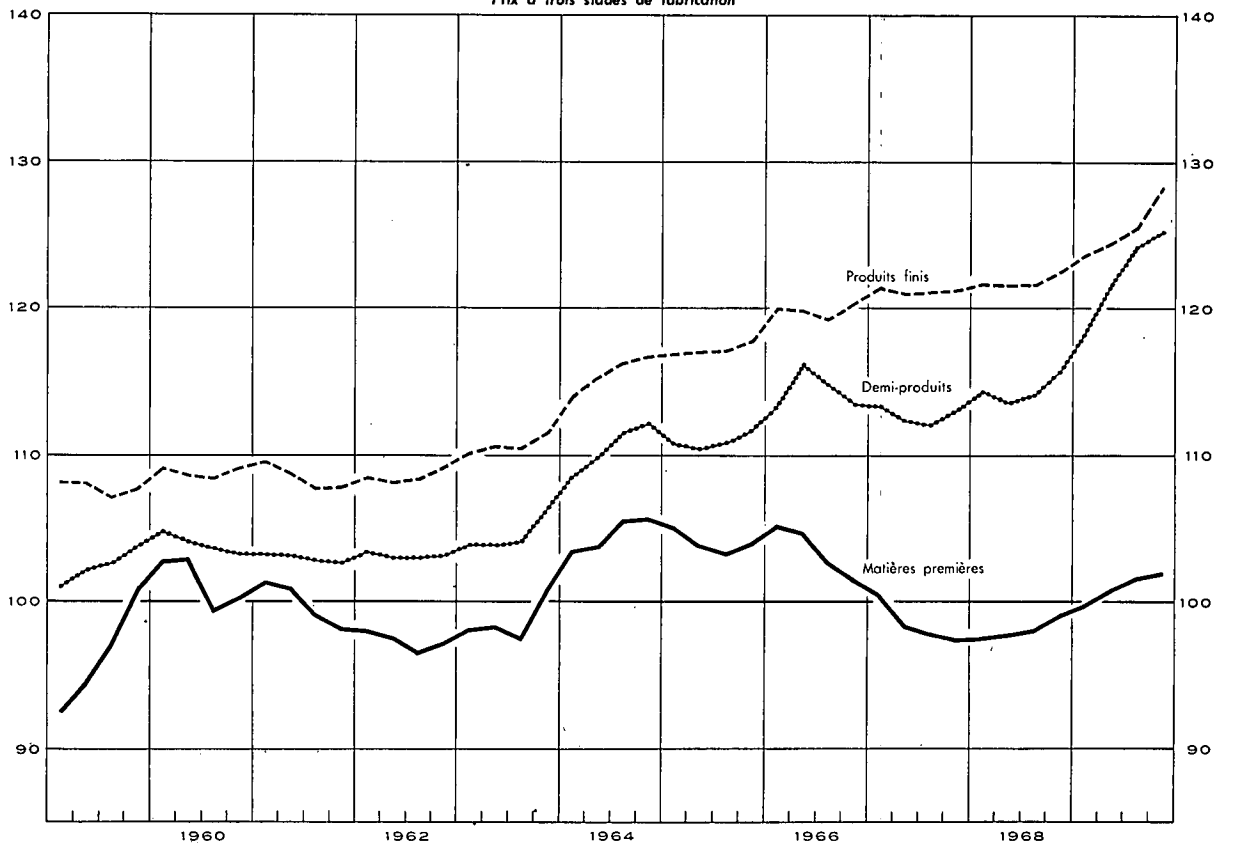
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

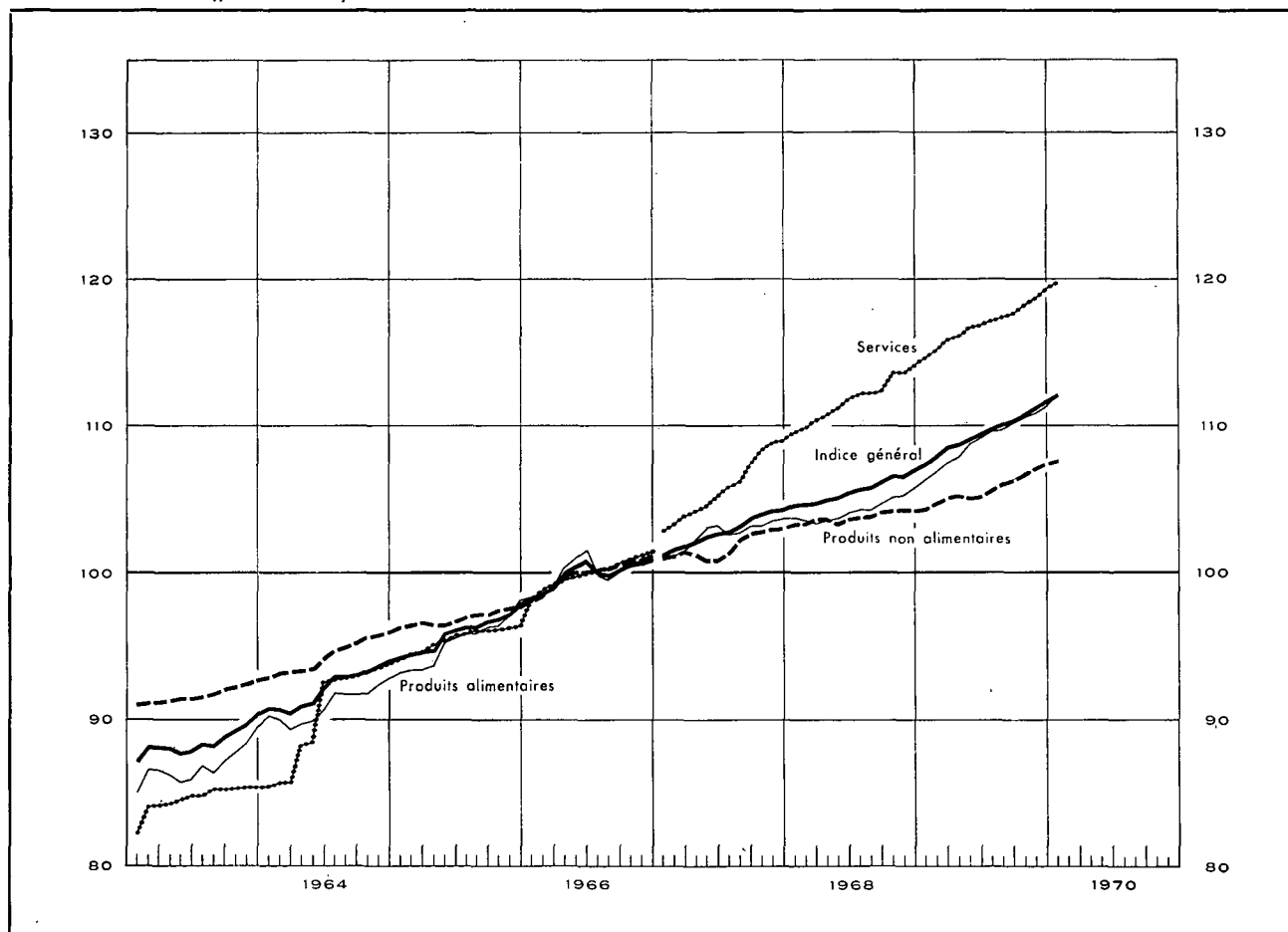
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970
1963	88,55		86,76		91,74		84,61	
1964	92,24		91,00		94,41		90,44	
1965	95,99		95,31		96,99		95,47	
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969	109,65		109,10		105,81		116,97	
1 ^{er} trimestre	108,04		106,93		104,77		115,18	
2 ^e trimestre	109,19		108,64		105,24		116,54	
3 ^e trimestre	110,10		109,86		106,05		117,42	
4 ^e trimestre	111,29		110,97		107,17		118,75	
Janvier	107,54	112,22	106,41	112,17	104,39	107,68	114,56	119,82
Février	108,00		106,87		104,80		115,10	
Mars	108,58		107,51		105,12		115,87	
Avril	108,87		107,95		105,35		116,05	
Mai	109,20		108,78		105,08		116,68	
Juin	109,49		109,19		105,28		116,89	
Juillet	109,89		109,64		105,72		117,19	
Août	110,05		109,75		106,04		117,41	
Septembre	110,37		110,19		106,40		117,65	
Octobre	110,81		110,55		106,77		118,17	
Novembre	111,31		110,94		107,22		118,66	
Décembre	111,75		111,42		107,53		119,42	

¹ L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1962 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1953 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7697 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels des groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7584, 0,8347 et 0,6207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 117 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 39 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 35, 25 produits et 5 services.

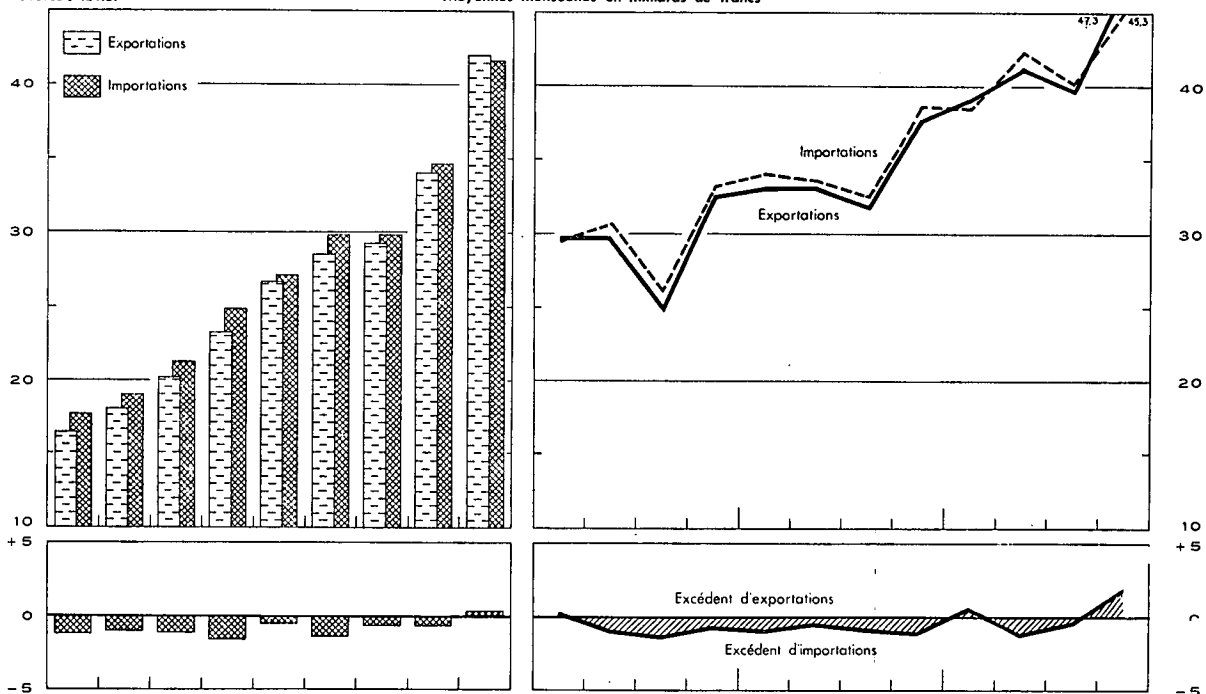
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers :* *Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal.* — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges.*

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

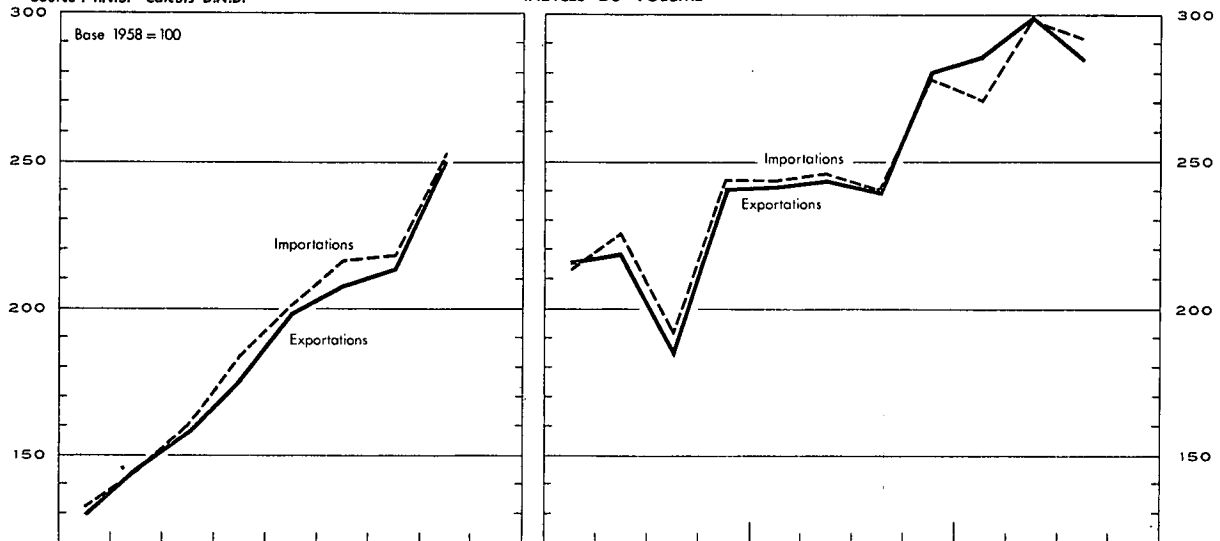
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs



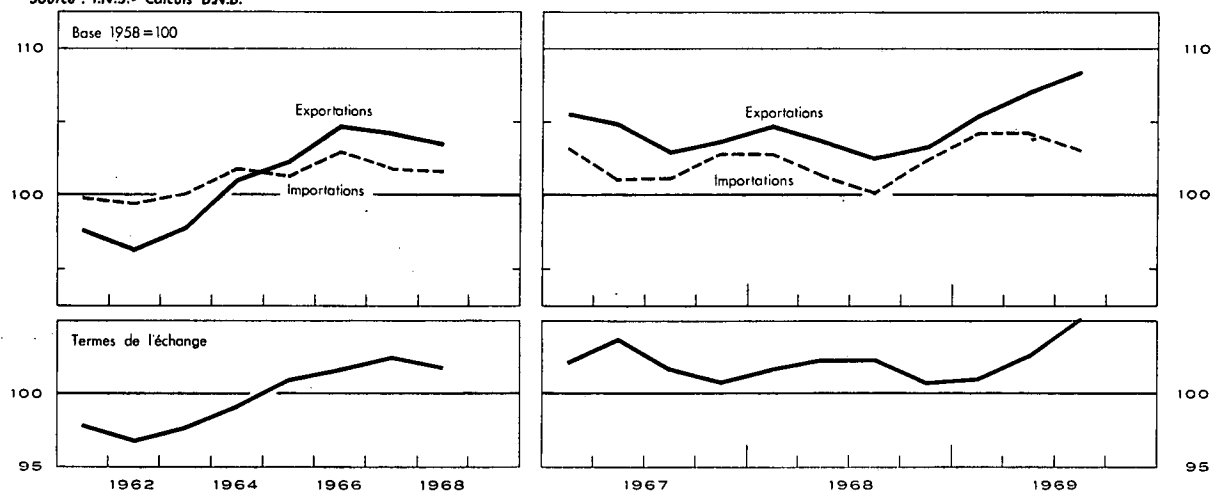
Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				des termes de l'échange ¹
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	252,6	250,3	101,7	103,6	101,9
1969 p	41,6	42,0	+ 0,4	101					
1968 2 ^e trimestre	33,6	33,2	- 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	- 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 ^e trimestre	38,7	37,7	- 1,0	97	278,3	280,3	102,5	103,4	100,9
1969 1 ^{er} trimestre	38,5	39,1	+ 0,6	102	271,3	286,1	104,4	105,5	101,1
2 ^e trimestre	42,5	41,4	- 1,1	97	298,6	299,9	104,4	107,1	102,6
3 ^e trimestre	40,2	39,7	- 0,5	99	292,3	284,6	103,1	108,5	105,2
4 ^e trimestre p	45,3	47,3	+ 2,0	104					
1968 Janvier-Novembre	34,4	33,7	- 0,7	98					
1969 Janvier-Novembre ... p	41,2	41,4	+ 0,2	101					
1968 Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre	40,8	39,6	- 1,2	97					
Novembre	35,4	35,1	- 0,3	99					
Décembre	37,1	37,9	+ 0,8	102					
1969 Janvier	37,1	42,0	+ 4,9	113					
Février	36,8	34,9	- 1,9	95					
Mars	41,3	40,1	- 1,2	97					
Avril	40,6	40,1	- 0,5	99					
Mai	41,6	41,2	- 0,4	99					
Juin	44,8	41,8	- 3,0	93					
Juillet	40,4	43,1	+ 2,7	107					
Août	36,4	30,5	- 5,9	84					
Septembre	43,4	45,3	+ 1,9	104					
Octobre	48,5	48,9	+ 0,4	101					
Novembre p	41,3	45,4	+ 4,1	110					
Décembre p	46,0	47,6	+ 1,6	103					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1968	4,78	8,58	3,22	4,35	3,17	0,11	0,95	0,75	1,73	1,75	4,63	34,02
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
4 ^e trimestre .	5,04	9,55	3,15	5,09	3,69	0,15	1,11	0,85	1,84	1,99	5,25	37,71
1969 1 ^{er} trimestre .	5,44	9,94	3,36	5,20	3,80	0,11	1,30	0,75	1,84	2,14	5,20	39,08
2 ^e trimestre .	5,63	11,45	3,50	5,23	3,91	0,10	1,21	0,81	1,71	1,87	5,63	41,06
3 ^e trimestre .	5,53	9,96	4,11	4,66	3,86	0,11	1,50	0,79	1,61	1,99	5,60	39,72
1968 Octobre	4,90	10,12	3,26	5,59	4,14	0,17	1,28	0,92	1,89	2,00	5,36	39,63
Novembre	5,39	8,44	2,66	4,84	3,03	0,14	0,97	0,77	2,06	1,94	4,84	35,08
Décembre	4,82	9,99	3,48	4,77	3,80	0,14	1,08	0,82	1,57	2,03	5,44	37,94
1969 Janvier	5,80	10,79	3,51	5,23	4,27	0,12	1,60	0,83	2,03	2,32	5,54	42,04
Février	5,13	8,69	2,89	4,70	3,36	0,10	1,11	0,65	1,59	1,99	4,67	34,88
Mars	5,40	10,25	3,65	5,66	3,75	0,11	1,18	0,75	1,92	2,09	5,39	40,15
Avril	5,72	9,98	3,40	5,35	4,10	0,09	1,24	0,83	1,80	1,94	5,67	40,12
Mai	5,30	12,64	3,39	5,21	3,85	0,11	1,18	0,79	1,57	1,76	5,44	41,24
Juin	5,87	11,74	3,70	5,14	3,78	0,11	1,21	0,82	1,76	1,90	5,78	41,81
Juillet	5,88	11,44	3,86	4,97	4,07	0,12	1,93	0,78	1,70	2,09	6,25	43,09
Août	4,59	7,03	3,18	3,24	3,38	0,11	1,21	0,61	1,43	1,59	4,11	30,48
Septembre ...	6,05	11,28	5,28	5,74	4,30	0,11	1,36	0,99	1,69	2,28	6,21	45,29
Octobre	7,70	12,97	4,71	5,83	4,38	0,13	1,17	0,87	2,44	2,34	6,36	48,90

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1968 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1969.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10	produits alimentaires		autres 11					produits animaux	produits végétaux
													liquides 8	autres											
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488	
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1967 4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
2 ^e trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
3 ^e trimestre	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599
4 ^e trimestre	25.812	8.804	2.003	2.651	2.204	490	266	418	175	606	171	1.925	606	1.131	1.987	711	1.664	8.019	1.074	1.540	847	4.558	4.704	191	38.726
1969 1 ^{er} trimestre	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	340	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86	38.454
2 ^e trimestre	28.645	10.167	2.124	2.492	2.906	491	326	432	184	706	252	1.951	427	1.255	2.274	793	1.865	8.569	1.180	1.606	840	4.943	5.238	42	41.494
3 ^e trimestre	26.827	10.347	1.814	2.234	1.830	674	232	437	158	694	227	2.137	401	1.066	2.083	771	1.722	8.248	1.099	1.502	818	4.829	5.047	37	40.159

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1969, les pièces détachées d'automobiles. Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1968, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967	1968				1969		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,2	100,3	100,1	98,9	97,4	99,6	101,7	102,3	100,2
Biens de consommation	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	103,3	104,9	104,3	102,5	102,3	104,6	106,6	106,0	105,1
Biens d'équipement	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,0	114,8	116,5	113,7	111,7	115,3	116,7	113,7	116,2
Ensemble ...	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	101,7	102,9	102,9	101,4	100,2	102,5	104,4	104,4	103,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	89,9	90,6	89,9	89,8	89,8	90,2	91,2	93,7	99,7
Fabrications métalliques	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	110,1	109,3	108,3	108,7	108,2	111,3	111,5	110,7
Métaux non ferreux	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,0	159,9	181,2	175,7	164,7	161,8	170,7	179,9	193,2
Textiles	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	99,8	102,0	101,7	99,0	99,0	99,4	101,0	101,3	100,8
Produits chimiques	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	93,3	93,5	92,4	93,8	91,8	93,2	94,2	92,6	93,8
Industrie houillère	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	77,0	75,9	76,6	73,8	78,4	78,4	81,1	82,2	88,1
Industrie pétrolière	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	74,8	77,3	80,0	77,1	73,4	71,0	72,7	71,1	73,1
Verres et glaces	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	102,7	102,4	103,6	103,1	101,9	102,3	103,3	103,0	104,3
Produits agricoles	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	113,0	110,7	111,8	111,4	112,5	120,8	126,6	126,8	124,8
Ciments	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	98,5	100,1	99,4	100,0	97,0	97,4	94,7	90,9	91,8
Carrières	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	101,6	100,6	104,0	100,2	100,3	101,9	105,7	106,2	105,9
Céramiques	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,4	115,2	115,4	118,0	120,9	121,6	119,2	118,3	120,5
Bois et meubles	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	109,7	113,9	112,4	111,6	108,0	108,6	111,1	109,2	110,9
Peaux, cuirs et chaussures	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	113,7	112,9	113,2	112,3	114,8	114,2	122,7	131,3	126,9
Papier et livre	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	95,0	99,8	100,7	96,8	94,1	100,5	96,5	97,6	96,8
Tabacs manufacturés	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	134,6	120,6	128,0	127,8	141,2	139,0	134,6	131,0	132,2
Caoutchouc	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	83,9	79,7	83,0	84,6	83,9	81,0	80,7	79,6
Industries alimentaires	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	98,0	95,0	94,0	95,2	95,8	97,5	100,1	93,2
Divers	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	83,0	78,8	80,7	82,1	81,2	87,0	80,3	88,3	102,9
Ensemble ...	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	103,6	103,8	104,8	103,8	102,6	103,4	105,5	107,1	108,5
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,9	100,9	101,8	102,4	102,4	100,9	101,1	102,6	105,2

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967	1968				1969		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	248,0	243,2	243,8	241,9	235,0	275,6	267,3	290,7	287,7
Biens de consommation	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	272,9	255,2	257,8	275,8	268,6	300,6	301,3	322,0	311,1
Biens d'équipement	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	238,9	230,9	231,2	234,5	266,1	249,1	310,9	294,3
Ensemble ...	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	252,6	244,1	244,1	246,5	241,0	278,3	271,3	298,6	292,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	198,5	183,5	199,4	193,7	193,7	209,6	222,7	225,7	207,0
Fabrications métalliques	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	297,4	286,0	288,8	298,9	274,0	335,8	343,8	395,5	346,8
Métaux non ferreux	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	204,2	200,7	206,4	199,4	201,0	211,0	212,8	209,3	231,2
Textiles	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	236,4	231,2	224,1	227,3	218,7	279,8	279,7	281,3	250,6
Produits chimiques	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	312,0	279,8	295,6	284,5	313,7	362,1	368,5	390,9	383,1
Industrie houillère	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	40,9	47,9	33,2	36,9	39,7	53,6	37,9	36,2	36,6
Industrie pétrolière	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	236,3	172,4	191,5	206,2	255,8	291,9	331,5	316,6	385,9
Verres et glaces	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	239,6	239,7	230,2	228,1	226,7	273,9	237,7	257,6	243,9
Produits agricoles	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	314,7	349,5	338,7	313,3	290,6	344,5	363,5	319,7	333,3
Ciments	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	109,6	112,5	91,3	133,1	115,9	98,4	88,8	117,7	121,1
Carrières	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	238,1	245,5	207,7	231,0	257,4	255,2	217,9	254,8	264,5
Céramiques	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	248,3	270,0	222,0	240,9	245,8	290,6	268,4	313,1	287,0
Bois et meubles	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	644,2	589,6	546,6	599,3	611,3	820,5	789,8	852,9	742,1
Peaux, cuirs et chaussures	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	250,8	266,3	254,0	242,2	243,1	272,0	312,7	292,4	297,2
Papier et livre	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	368,5	330,3	320,3	340,4	357,7	403,8	444,0	468,4	458,0
Tabacs manufacturés	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	424,7	429,6	366,3	382,4	400,0	549,8	375,9	366,9	375,4
Caoutchouc	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	363,5	327,0	337,9	375,2	336,4	398,1	442,7	464,2	463,1
Industries alimentaires	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	365,2	374,4	324,8	384,9	358,6	400,8	411,9	432,4	470,4
Divers	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	214,8	241,1	230,0	217,9	200,3	220,7	223,4	236,3	204,3
Ensemble ...	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	250,3	241,3	242,2	243,9	239,8	280,3	286,1	299,9	284,6

* Voir 2e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969 p	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,80	+ 2,18	5,94	8,11	+ 2,17
1968 2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
4 ^e trimestre	8,35	8,02	- 0,33	6,46	7,77	+ 1,31	5,60	7,68	+ 2,08
1969 1 ^{er} trimestre	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01
2 ^e trimestre	9,56	8,92	- 0,64	6,88	8,80	+ 1,92	6,16	8,12	+ 1,96
3 ^e trimestre	9,91	9,41	- 0,50	5,80	8,00	+ 2,20	5,48	7,61	+ 2,13
4 ^e trimestre p	10,85	11,23	+ 0,38	7,22	9,91	+ 2,69	6,70	8,97	+ 2,27
1968 Décembre	8,33	7,52	- 0,81	5,95	8,25	+ 2,30	5,39	7,43	+ 2,04
1969 Janvier	7,17	9,35	+ 2,18	6,50	8,62	+ 2,12	5,53	7,79	+ 2,26
Février	8,22	7,61	- 0,61	6,16	7,92	+ 1,76	5,49	7,25	+ 1,76
Mars	9,42	9,06	- 0,36	7,08	8,83	+ 1,75	6,19	8,20	+ 2,01
Avril	9,42	8,99	- 0,43	6,99	8,57	+ 1,58	5,99	7,89	+ 1,90
Mai	8,70	8,82	+ 0,12	6,68	8,70	+ 2,02	6,18	8,23	+ 2,05
Juin	10,32	8,90	- 1,42	6,83	9,07	+ 2,24	6,31	8,20	+ 1,89
Juillet	10,16	10,02	- 0,14	6,34	9,49	+ 3,15	4,66	7,73	+ 3,07
Août	7,73	6,97	- 0,76	4,74	5,42	+ 0,68	5,41	5,63	+ 0,22
Septembre	11,73	11,19	- 0,54	6,23	9,02	+ 2,79	6,41	9,45	+ 3,14
Octobre	12,04	11,91	- 0,13	7,74	10,41	+ 2,67	6,77	9,39	+ 2,62
Novembre p	9,83	10,42	+ 0,59	6,55	9,37	+ 2,82	6,96	8,66	+ 1,70
Décembre p	10,68	11,36	+ 0,68	7,37	9,94	+ 2,57	6,37	8,85	+ 2,48
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E.		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969 p	1,68	1,80	- 0,12	23,89	28,31	+ 4,42	29,45	33,75	+ 4,30
1968 2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
4 ^e trimestre	1,61	1,57	- 0,04	22,02	25,04	+ 3,02	27,14	29,62	+ 2,48
1969 1 ^{er} trimestre	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06
2 ^e trimestre	1,69	1,74	+ 0,05	24,28	27,59	+ 3,31	29,80	32,86	+ 3,06
3 ^e trimestre	1,78	1,69	- 0,09	22,97	26,71	+ 3,74	27,77	31,88	+ 4,11
4 ^e trimestre p	1,51	2,14	+ 0,63	26,28	32,25	+ 5,97	32,55	38,52	+ 5,97
1968 Décembre	1,46	1,64	+ 0,18	21,13	24,84	+ 3,71	26,24	29,64	+ 3,40
1969 Janvier	1,50	1,76	+ 0,26	20,70	27,52	+ 6,82	25,66	33,53	+ 7,87
Février	1,74	1,50	- 0,24	21,61	24,28	+ 2,67	26,98	28,89	+ 1,91
Mars	1,89	1,57	- 0,32	24,58	27,66	+ 3,08	30,28	32,66	+ 2,38
Avril	1,88	1,52	- 0,36	24,27	26,97	+ 2,70	29,92	31,70	+ 2,78
Mai	1,63	1,75	+ 0,12	23,19	27,50	+ 4,31	28,69	32,55	+ 3,86
Juin	1,56	1,94	+ 0,38	25,02	28,11	+ 3,09	31,45	33,51	+ 2,06
Juillet	1,84	1,94	+ 0,10	23,01	29,19	+ 6,18	27,86	34,73	+ 6,87
Août	1,81	1,32	- 0,49	19,69	19,34	- 0,35	24,60	23,70	- 0,90
Septembre	1,66	1,80	+ 0,14	26,03	31,46	+ 5,43	30,64	37,03	+ 6,39
Octobre	1,75	1,97	+ 0,22	28,30	33,68	+ 5,38	34,60	39,51	+ 4,91
Novembre p	1,38	1,96	+ 0,58	24,72	30,41	+ 5,69	30,28	36,26	+ 5,98
Décembre p	1,41	2,50	+ 1,09	25,83	32,65	+ 6,82	32,76	39,78	+ 7,02

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,18	2,90	- 0,22	2,89	1,67	- 1,22			
1968 2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 ^e trimestre	3,07	3,11	+ 0,04	2,73	1,51	- 1,22	1,99	1,19	- 0,80
1969 1 ^{er} trimestre	2,27	2,34	+ 0,07	2,86	1,71	- 1,15	2,22	1,16	- 1,06
2 ^e trimestre	3,42	3,50	+ 0,08	2,87	1,53	- 1,34	2,56	1,31	- 1,25
3 ^e trimestre	3,22	2,81	- 0,41	2,52	1,61	- 0,91	2,19	1,10	- 1,09
4 ^e trimestre	3,82	2,91	- 0,91	3,31	1,80	- 1,51			
1968 Décembre	2,97	3,04	+ 0,07	2,83	1,58	- 1,25	2,15	1,16	- 0,99
1969 Janvier	2,43	2,34	- 0,09	2,71	2,00	- 0,71	2,18	1,54	- 0,64
Février	1,64	1,79	+ 0,15	3,17	1,59	- 1,58	2,08	0,97	- 1,11
Mars	2,74	2,89	+ 0,15	2,70	1,54	- 1,16	2,40	0,99	- 1,41
Avril	2,82	3,06	+ 0,24	2,21	1,40	- 0,81	2,67	1,15	- 1,52
Mai	3,63	4,11	+ 0,48	3,10	1,58	- 1,52	2,69	1,17	- 1,52
Juin	3,59	3,32	- 0,27	3,27	1,56	- 1,71	2,33	1,05	- 1,28
Juillet	3,14	2,86	- 0,28	2,70	1,70	- 1,00	2,33	1,09	- 1,24
Août	3,15	2,43	- 0,72	2,71	1,49	- 1,22	2,21	1,05	- 1,16
Septembre	3,29	3,08	- 0,21	2,13	1,62	- 0,51	1,98	1,14	- 0,84
Octobre	3,53	3,56	+ 0,03	3,35	1,68	- 1,67	2,29	1,24	- 1,05
Novembre	3,49	2,70	- 0,79	2,73	1,82	- 0,91			
Décembre	4,44	2,48	- 1,96	3,89	1,90	- 1,99			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
4 ^e trimestre	1,19	0,73	- 0,46	1,38	0,35	- 1,03	0,76	0,59	- 0,17
1969 1 ^{er} trimestre	1,16	0,74	- 0,42	1,56	0,37	- 1,19	0,56	0,62	+ 0,06
2 ^e trimestre	1,27	0,71	- 0,56	1,81	0,41	- 1,40	0,59	0,68	+ 0,09
3 ^e trimestre	1,34	0,75	- 0,59	1,90	0,36	- 1,54	0,70	0,51	- 0,19
1968 Septembre	1,28	0,59	- 0,69	1,29	0,27	- 1,02	0,55	0,52	- 0,03
Octobre	1,24	0,70	- 0,54	2,00	0,38	- 1,62	0,63	0,66	+ 0,03
Novembre	1,25	0,64	- 0,61	1,18	0,27	- 0,91	0,73	0,46	- 0,27
Décembre	1,06	0,81	- 0,25	1,04	0,39	- 0,65	0,83	0,63	- 0,20
1969 Janvier	1,28	1,00	- 0,28	1,47	0,42	- 1,05	0,66	0,66	...
Février	1,07	0,57	- 0,50	1,78	0,34	- 1,44	0,50	0,46	- 0,04
Mars	1,15	0,64	- 0,51	1,43	0,34	- 1,09	0,53	0,71	+ 0,18
Avril	1,24	0,66	- 0,58	1,78	0,41	- 1,37	0,54	0,83	+ 0,29
Mai	1,14	0,65	- 0,49	1,33	0,37	- 0,96	0,58	0,62	+ 0,04
Juin	1,44	0,81	- 0,63	2,32	0,44	- 1,88	0,67	0,54	- 0,13
Juillet	1,34	0,69	- 0,65	2,10	0,45	- 1,65	0,62	0,49	- 0,13
Août	1,48	0,71	- 0,77	1,21	0,29	- 0,92	0,68	0,37	- 0,31
Septembre	1,21	0,86	- 0,35	2,43	0,33	- 2,10	0,78	0,67	- 0,11
Octobre	1,37	0,89	- 0,48	2,70	0,46	- 2,24	0,71	0,57	- 0,14

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

IX. -- BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	318,6	330,7	- 12,1
1.12 Travail à façon	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	11,3	2,6	+ 8,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	3,4	—	+ 3,4
1.2 Or non monétaire	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	1,0	2,3	- 1,3
1.3 Frets ²	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	15,4	14,2	+ 1,2
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,3	- 0,4	- 0,1	- 0,1	...	0,5	0,5	...
1.5 Autres frais de transport	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	6,0	5,5	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	13,7	19,9	- 6,2
1.7 Revenus d'investissements	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	19,8	18,1	+ 1,7
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	10,6	7,3	+ 3,3
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	6,0	1,8	+ 4,2
1.92 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,7	28,7	27,9	+ 0,8
Total 1 ...	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	+ 12,6	435,0	430,8	+ 4,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	8,8	6,6	+ 2,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 4,0	0,4	5,1	- 4,7
Total 2 ...	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	- 2,5	9,2	11,7	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	—	2,1	- 2,1
3.112 Autres opérations	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	3,1	3,9	- 0,8
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	...	0,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 1,0	...	...	- 0,5	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	3,1	6,5	- 3,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	0,3	0,7	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	1,7	1,9	- 0,2
4.3 Secteur privé ⁴ :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	—	13,4	- 13,4
4.312 Investissements directs	- 4,0	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	2,3	5,9	- 3,6
4.313 Immeubles	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	0,7	1,9	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets)	- 4,0	- 5,4	...	- 0,3	+ 1,3	1,5	—	+ 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	—	0,5	- 0,5
4.322 Investissements directs	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	15,0	2,5	+ 12,5
4.323 Immeubles	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	0,5	0,6	- 0,1
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	—	...
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	—	...
Total 4 ...	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	22,0	27,4	- 5,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	1,6	—	+ 1,6
Total 1 à 5 ...	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	470,9	476,4	- 5,5
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	—	—	- 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	—	—	- 14,2
6.22 Autres	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	- 2,8	—	—	+ 9,5

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1967		1968				1969		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p	3e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 1,3	- 1,9	- 3,4	- 3,5	- 3,3	- 1,9	- 2,2	- 4,1	- 8,1
1.12 Travail à façon	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,2	+ 2,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1	- 0,4	+ 1,4	...	+ 1,7
1.2 Or non monétaire	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2
1.3 Frets ²	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,2	...
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...
1.5 Autres frais de transport .....	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,7	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,6	+ 0,2	- 0,9	- 0,9	- 4,7
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,6	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,9	- 1,8	+ 0,8
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	+ 0,6	...
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,9
1.92 Autres	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2	- 0,4
Total 1 ...	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 1,4	- 1,5	+ 2,7	+ 2,0	- 2,8	- 7,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,6	...	- 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,1	- 1,5	- 1,7	- 0,7	- 1,0	- 1,3	- 1,7	- 0,6	- 0,9
Total 2 ...	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 0,3	- 0,2	- 1,1	- 1,1	- 0,6	- 1,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contrac- tuels	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,7	- 0,6	- 0,5
3.112 Autres opérations	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,1	- 0,4	...	+ 1,7	- 0,3
3.12 Avoirs .....	...	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,1	...	...	- 0,2	...	...	...	- 0,2	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,3	- 0,7	- 0,8	- 1,0	+ 0,9	- 1,0
4. Mouvement des capitaux des entrepri- ses et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,0	...
4.2 Intermédiaires financiers non moné- taires du secteur public	+ 0,5	- 0,1	- 0,6	...	- 0,9	+ 1,3	+ 5,1	+ 2,4	+ 0,5
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étran- ger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 1,4	- 1,6	- 2,4	- 3,0	- 3,4	- 4,6	- 5,3	- 3,8	- 3,7
4.312 Investissements directs	+ 0,3	- 1,3	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 0,7	- 1,7	+ 1,9	- 0,3
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3
4.314 Autres	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6	...	+ 0,2	+ 2,2	- 0,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,5
4.322 Investissements directs	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,8	+ 4,5
4.323 Immeubles .....	...	- 0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,1	...
4.324 Autres	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,4	+ 2,3	+ 1,1
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	+ 4,2	+ 2,3	- 2,4	+ 0,1	- 3,0	- 0,1	+ 0,1	+ 8,2	+ 1,2
5. Erreurs et omissions	+ 0,2	- 0,6	+ 1,5	- 0,4	+ 1,1	- 0,6	+ 2,2	- 1,9	+ 1,9
Total 1 à 5 ...	+ 3,1	+ 4,7	- 0,8	- 0,5	- 4,3	+ 0,1	+ 2,2	+ 3,8	- 6,7
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des orga- nismes monétaires de créances com- merciales sur l'étranger	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	- 1,0	+ 1,0	+ 0,4	- 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 5,0	- 6,6	- 5,1	+ 3,8	- 7,1
6.22 Autres .....	...	- 1,3	+ 0,8	- 0,1	+ 1,1	+ 7,7	+ 6,3	- 0,4	+ 1,3

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1969			1969			1968	1969 p
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	11 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	96,1	100,2	- 4,1	91,2	99,3	- 8,1	- 9,0 ⁴	- 7,6 ⁵
1.12 Travail à façon	3,0	0,8	+ 2,2	3,5	0,8	+ 2,7	+ 7,7	+ 8,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	...	...	...	1,7	...	+ 1,7	+ 3,3	+ 4,7
1.2 Or non monétaire	0,3	0,4	- 0,1	0,1	0,3	- 0,2	- 1,3	- 0,2
1.3 Frets ²	4,4	4,2	+ 0,2	4,4	4,4	...	+ 1,3	+ 0,6
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,1	0,2	- 0,1	0,2	0,2	...	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	1,6	1,6	...	1,7	1,9	- 0,2	+ 0,6	...
1.6 Déplacements à l'étranger	4,5	5,4	- 0,9	4,7	9,4	- 4,7	- 6,1	- 6,8
1.7 Revenus d'investissements	6,1	7,9	- 1,8	7,3	6,5	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,5	1,9	+ 0,6	1,9	1,9	...	+ 2,9	+ 0,7
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,0	0,6	+ 1,4	1,6	0,7	+ 0,9	+ 3,7	+ 4,2
1.92 Autres	7,8	8,0	- 0,2	7,4	7,8	- 0,4	+ 1,2	- 1,0
Total 1 ...	128,4	131,2	- 2,8	125,7	133,2	- 7,5	+ 6,0	+ 3,7
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,1	2,1	...	2,3	2,7	- 0,4	+ 2,2	- 0,1
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,7	- 0,6	0,1	1,0	- 0,9	- 3,9	- 4,2
Total 2 ...	2,2	2,8	- 0,6	2,4	3,7	- 1,3	- 1,7	- 4,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	...	0,6	- 0,6	...	0,5	- 0,5	- 2,0	- 1,9
3.112 Autres opérations	2,8	1,1	+ 1,7	0,1	0,4	- 0,3	- 1,0	+ 0,7
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,2	- 0,2	- 0,2	- 1,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	0,2	- 0,2	...	...	...	- 0,2	- 0,2
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	2,8	1,9	+ 0,9	0,1	1,1	- 1,0	- 3,4	- 2,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	1,4	0,4	+ 1,0	0,1	0,1	...	- 0,5	+ 1,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	4,5	2,1	+ 2,4	0,7	0,2	+ 0,5	- 0,2	+ 8,5
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	...	3,8	- 3,8	...	3,7	- 3,7	-12,6	-14,8
4.312 Investissements directs	2,7	0,8	+ 1,9	1,1	1,4	- 0,3	- 2,6	- 0,7
4.313 Immeubles	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,5	- 0,3	- 1,0	- 1,1
4.314 Autres (chiffres nets)	2,2	...	+ 2,2	...	0,1	- 0,1	+ 1,2	+ 2,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	...	0,2	- 0,2	...	0,5	- 0,5	- 0,6	- 1,2
4.322 Investissements directs	2,9	0,1	+ 2,8	4,8	0,3	+ 4,5	+11,0	+11,4
4.323 Immeubles	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,1	...	- 0,1	- 0,2
4.324 Autres (chiffres nets)	2,3	...	+ 2,3	1,1	...	+ 1,1	+ 1,0	+ 4,8
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	16,3	8,1	+ 8,2	8,1	6,9	+ 1,2	- 4,4	+10,6
5. Erreurs et omissions (nettes) .....	...	1,9	- 1,9	1,9	...	+ 1,9	+ 2,1	+ 3,3
Total 1 à 5 ...	149,7	145,9	+ 3,8	138,2	144,9	- 6,7	- 1,4	+10,7
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	...	...	+ 0,4	...	...	- 0,9	...	+ 3,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale .....	...	...	+ 3,8	...	...	- 7,1	-14,3	+ 1,8
6.22 Autres .....	...	...	- 0,4	...	...	+ 1,3	+12,9	+ 5,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Exportations = 289,0; importations = 298,0.

⁵ Exportations = 849,2; importations = 358,8.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 ; « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIV^e année, vol. I, no 6, page 725 ; « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1968 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lire italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais
											câble	courrier				
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—
1967	49,69	10,10	{ 138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ² 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	{ 82,89 ² 71,35 ³	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—
1969	50,13	{ 10,12 ⁴ 8,98 ⁵	119,85	13,84	11,63	{ 12,56 ⁶ 13,47 ⁷	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸
1968 2 ^e trimest.	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41	—
3 ^e trimest.	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88	—
4 ^e trimest.	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06	—
1969 1 ^e trimest.	50,22	10,14	120,02	13,86	11,64	12,51	8,02	9,71	7,03	6,68	46,731	46,730	176,24	194,05	72,00	—
2 ^e trimest.	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88	—
3 ^e trimest.	50,29	{ 10,11 ⁹ 9,07 ¹⁰	120,05	13,87	11,68	12,62 ¹¹	8,00	9,73	7,04	6,68	46,608	46,607	176,75	194,69	72,07	—
4 ^e trimest.	49,78	8,93	119,21	13,80	11,55	13,47	7,94	9,64	6,97	6,64	46,262	46,261	175,15	192,58	71,16	11,85
1969 Février	50,17	10,13	120,00	13,84	11,61	12,49	8,02	9,70	7,02	6,67	46,704	46,703	176,08	193,79	71,96	—
Mars	50,28	10,14	120,27	13,86	11,70	12,51	8,00	9,73	7,04	6,70	46,703	46,701	176,63	194,33	72,08	—
Avril	50,25	10,12	120,28	13,83	11,63	12,53	8,02	9,73	7,04	6,68	46,698	46,697	176,56	194,24	71,94	—
Mai	50,19	10,10	119,79	13,79	11,60	12,59	7,99	9,71	7,03	6,66	46,598	46,600	176,11	193,79	71,74	—
Juin	50,32	10,12	120,27	13,80	11,67	12,58	8,03	9,73	7,05	6,69	46,623	46,624	176,78	194,55	71,93	—
Juillet	50,28	10,11	120,20	13,81	11,66	12,57	8,01	9,72	7,04	6,68	46,517	46,516	176,56	194,66	71,96	—
Août	50,27	{ 10,10 ¹² 9,08 ¹³	119,96	13,89	11,68	12,61	8,00	9,73	7,04	6,68	46,629	46,629	176,60	194,74	72,10	—
Septembre	50,32	9,06	119,98	13,92	11,71	12,67 ¹⁴	8,00	9,73	7,04	6,69	46,677	46,677	177,08	194,67	72,16	11,97
Octobre	49,95	8,95	119,40	13,89	11,61	13,46 ¹⁵	7,95	9,67	6,99	6,64	46,336	46,333	175,73	193,27	71,44	11,87
Novembre	49,70	8,91	119,11	13,79	11,49	13,47	7,94	9,62	6,95	6,63	46,189	46,190	174,84	191,95	70,99	11,83
Décembre	49,68	8,92	119,11	13,73	11,53	13,48	7,93	9,62	6,96	6,63	46,247	46,247	174,81	192,38	71,00	11,85
1970 Janvier	49,69	8,95	119,27	13,68	11,52	13,48	7,90	9,62	6,95	6,63	46,312	46,311	174,77	192,10	71,08	11,86

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.

⁷ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 8 août 1969.

¹⁰ Moyenne du 11 août au 30 septembre 1969.

¹¹ Moyenne du 1^{er} juillet au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

¹² Moyenne du 1^{er} août au 8 août 1969.

¹³ Moyenne du 11 août au 29 août 1969.

¹⁴ Moyenne du 1^{er} septembre au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

¹⁵ Cotation suspendue jusqu'au 24 octobre 1969. Moyenne du 27 octobre au 31 octobre 1969.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 janvier 1970

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	5,55419 FF	+ 0,753	- 0,751	8,8679	9,1383	1 FF
Allemagne	3,66 DM	+ 0,820	- 0,820	13,4485	13,8774	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,— C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40 £ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1968 3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,5	+ 1,9	0,3	18,0	- 17,7	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,6	- 4,1	0,3	24,3	- 24,1	- 28,1
10 premiers mois ...	199,7	201,6	- 1,9	0,4	27,9	- 27,5	- 29,4
11 premiers mois ...	217,6	219,1	- 1,5	0,4	30,4	- 30,0	- 31,5
12 mois	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969 1 ^{er} mois	27,4	21,6	+ 5,8	...	4,1	- 4,1	+ 1,7
2 premiers mois ...	44,8	48,5	- 3,7	...	6,6	- 6,6	- 10,3
3 premiers mois ...	64,0	71,2	- 7,2	0,1	9,3	- 9,2	- 16,4
4 premiers mois ...	83,8	90,5	- 6,7	...	11,5	- 11,5	- 18,2
5 premiers mois ...	102,9	111,4	- 8,5	0,1	13,4	- 13,3	- 21,8
6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
7 premiers mois ...	162,2	161,8	+ 0,4	0,1	18,3	- 18,2	- 17,8
8 premiers mois ...	180,3	180,5	- 0,2	0,1	20,6	- 20,5	- 20,7
9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
10 premiers mois ...	222,6	228,8	- 6,2	0,2	26,4	- 26,2	- 32,4
11 premiers mois ...	242,7	249,9	- 7,2	0,2	29,4	- 29,2	- 36,4
12 mois	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																			
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collec- tivités 3	Impasse 4	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								Prê- vements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptables 3 et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)		
					en francs belges (5)	en monnaies étrangères (6)	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges											en monnaies étrangères (14)	Total (15) = (8) à (14)
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para- étatique (10)	Congo. Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)	Office des chèques postaux (18)							
(1)	(2)	(8)	(4) = (1) + (2) + (8)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)	(18)			
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3		
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1968 3 premiers mois .	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4		
4 premiers mois .	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3		
5 premiers mois .	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2		
6 premiers mois .	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3		
7 premiers mois .	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9		
8 premiers mois .	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2		
9 premiers mois .	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7		
10 premiers mois .	-29,4	- 2,6	- 7,2	-39,2	+29,2	...	+29,2	...	- 1,0	- 3,8	...	- 0,2	+ 1,7	+ 1,0	- 2,3	+10,8	+ 1,5	+39,2		
11 premiers mois .	-31,5	- 3,3	- 8,0	-42,8	+29,2	...	+29,2	...	- 1,6	+ 2,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 0,9	- 1,5	+12,9	+ 2,2	+42,8		
12 mois	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 1,1	- 0,8	- 0,2	...	...	...	...	+ 2,7	+11,3	...	...	- 5,2	...	+ 8,8	- 7,9	- 0,7	+ 0,2
2 premiers mois .	-10,3	- 1,7	- 1,7	-13,7	+ 0,8	...	+ 0,8	...	+ 2,5	+18,3	...	...	- 9,1	...	+11,7	+ 1,3	- 0,1	+13,7
3 premiers mois .	-16,4	+ 1,2	- 2,7	-17,9	+ 8,0	...	+ 8,0	...	+ 2,2	+14,1	...	- 0,1	- 6,1	...	+10,1	+ 0,4	- 0,6	+17,9		
4 premiers mois .	-18,2	- 1,4	- 3,4	-23,0	+ 4,9	...	+ 4,9	...	+ 4,5	+12,4	...	- 0,1	- 1,8	+ 2,2	+17,2	+ 0,2	+ 0,7	+23,0		
5 premiers mois .	-21,8	- 0,1	- 4,8	-26,7	+12,2	+ 1,0	+13,2	...	+ 2,2	+14,5	...	- 0,1	- 6,3	+ 2,3	+12,6	+ 0,7	+ 0,2	+26,7		
6 premiers mois .	-27,3	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,2	+ 1,0	+19,2	...	+ 5,5	+ 7,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8		
7 premiers mois .	-17,8	+ 1,0	- 7,4	-24,2	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 2,1	+ 0,7	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,3	+ 1,0	- 2,8	- 0,6	+24,2		
8 premiers mois .	-20,7	+ 0,4	- 8,9	-29,2	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 2,0	+ 0,5	...	- 0,1	- 7,4	+ 6,2	+ 1,2	+ 1,3	+ 0,1	+29,2		
9 premiers mois .	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6		
10 premiers mois .	-32,4	+ 1,3	-10,9	-42,0	+39,8	+ 1,0	+40,8	...	+ 7,7	...	...	- 0,1	- 5,6	+ 6,6	+ 8,6	- 6,3	- 1,1	+42,0
11 premiers mois .	-36,4	+ 0,2	-12,1	-48,3	+39,4	+ 1,0	+40,4	...	+12,7	...	...	- 0,1	- 6,0	+ 6,5	+13,1	- 3,6	- 1,6	+48,3
12 mois	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 7,5	...	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (8) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paratétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tisse- ments de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6					Recours aux marchés étrangers 7
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1967 12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2	
2 ^{em} prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...	
3 ^{em} prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8	
4 ^{em} prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8	
5 ^{em} prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2	
6 ^{em} prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8	
7 ^{em} prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1	
8 ^{em} prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3	
9 ^{em} prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9	
10 ^{em} prem. mois	- 29,4	- 10,6	- 40,0	+ 12,7	- 27,3	+ 19,4	+ 1,2	+ 10,3	+ 30,9	- 3,6	
11 ^{em} prem. mois	- 31,5	- 11,5	- 43,0	+ 14,3	- 28,7	+ 18,0	+ 0,7	+ 13,8	+ 32,5	- 3,8	
12 mois	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 2,6	- 0,9	+ 2,6	+ 1,7	- 2,3	+ 1,0	- 0,6	- 1,9	+ 0,2	
2 ^{em} prem. mois	- 10,3	- 3,7	- 14,0	+ 5,4	- 8,6	- 3,9	+ 2,9	+ 9,5	+ 8,5	+ 0,1	
3 ^{em} prem. mois	- 16,4	- 2,2	- 18,6	+ 6,9	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7	
4 ^{em} prem. mois	- 18,2	- 4,5	- 22,7	+ 9,4	- 13,3	+ 3,1	+ 2,9	+ 12,4	+ 12,2	+ 1,1	
5 ^{em} prem. mois	- 21,8	- 5,1	- 26,9	+ 10,3	- 16,6	+ 3,7	+ 2,7	+ 8,0	+ 14,4	+ 2,2	
6 ^{em} prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8	
7 ^{em} prem. mois	- 17,8	- 7,3	- 25,1	+ 14,5	- 10,6	+ 13,9	+ 4,7	+ 9,8	+ 8,8	+ 1,8	
8 ^{em} prem. mois	- 20,7	- 8,3	- 29,0	+ 16,0	- 13,0	+ 12,6	+ 4,6	- 9,7	+ 7,5	+ 5,5	
9 ^{em} prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2	
10 ^{em} prem. mois	- 32,4	- 10,5	- 42,9	+ 19,4	- 23,5	+ 24,5	+ 6,7	- 12,7	+ 18,5	+ 5,0	
11 ^{em} prem. mois	- 36,4	- 13,6	- 50,0	+ 21,1	- 28,9	+ 22,6	+ 6,3	- 5,0	+ 23,9	+ 5,0	
12 mois	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,5	+ 23,3	+ 4,8	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paratâtiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-3b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances. A : recettes effectives. B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1968 Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7
1969 Janvier	12,2	+ 0,2	4,7	+ 0,5	7,9	+ 0,1	24,8	+ 0,8
Février	6,1	- 0,1	3,1	- 0,2	7,2	- 0,6	16,4	- 0,9
Mars	6,1	+ 0,1	3,5	...	8,7	...	18,3	+ 0,1
Avril	6,9	+ 0,1	3,4	- 0,1	8,7	...	19,0	...
Mai	6,5	- 0,1	3,4	...	8,4	- 0,1	18,3	- 0,2
Juin	9,1	+ 0,3	3,4	...	8,8	+ 0,4	21,3	+ 0,7
Juillet	24,6	+ 3,0	3,4	- 0,1	8,4	+ 0,3	36,4	+ 3,2
Août	6,2	- 0,3	3,4	+ 0,1	7,7	+ 0,4	17,3	+ 0,2
Septembre	6,0	- 0,1	3,4	- 0,1	8,2	+ 0,4	17,6	+ 0,2
Octobre	10,3	+ 0,1	3,7	+ 0,2	9,1	+ 0,3	23,1	+ 0,6
Novembre	7,4	- 0,1	3,5	...	8,3	+ 0,1	19,2	...
Décembre	8,3	- 2,8	3,8	+ 0,2	9,6	+ 0,1	21,7	- 2,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1969		Exercice 1968 : décembre		Exercice 1969 : décembre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	109,7	109,6	7,7	8,1	8,3	11,1
précompte immobilier	1,1	1,2	...	0,1	0,1	0,2
précompte mobilier	11,4	11,4	0,7	0,8	1,0	1,0
précompte professionnel	50,2	48,9	3,3	3,5	4,2	3,9
versements anticipés	25,3	21,4	0,2	0,2	0,2	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	15,1	16,1	1,1	1,1	1,7	2,0
impôts des sociétés (rôles)	2,9	3,0	0,3	0,4	0,5	0,4
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	1,9	6,0	2,0	2,0	0,2	3,2
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,1	...	...	...	...
divers ²	1,6	1,5	0,1	...	0,4	0,2
II. Douanes et accises	42,8	42,3	3,2	3,5	3,8	3,6
dont : douanes	7,9	9,0	0,6	0,7	0,7	0,8
accises	33,4	33,2	2,5	2,8	2,9	2,8
taxes spéciales de consommat.	1,3	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	101,0	99,7	8,4	8,4	9,6	9,5
dont : enregistrement	8,7	8,7	0,9	0,8	1,0	0,9
successions	3,9	4,2	0,3	0,4	0,3	0,4
timbres et taxes assimilées	87,5	86,0	7,2	7,2	8,3	8,1
Total ...	253,5	251,6	19,3	20,0	21,7	24,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,9		- 0,7		- 2,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1967 9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1969 3 premiers mois	8,1	3,8	7,9	19,8	1,17
6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1968 Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17
1969 Janvier	12,2	4,7	7,9	24,8	3,12
Février	6,1	3,1	7,2	16,4	0,15
Mars	6,1	3,5	8,7	18,3	0,23
Avril	6,9	3,4	8,7	19,0	0,84
Mai	6,5	3,4	8,4	18,3	0,17
Juin	9,1	3,4	8,8	21,3	1,26
Juillet	24,6	3,4	8,4	36,4	17,08
Août	6,2	3,4	7,7	17,3	0,15
Septembre	6,0	3,4	8,2	17,6	0,07
Octobre	10,3	3,7	9,1	23,1	1,93
Novembre	7,4	3,5	8,3	19,2	0,02
Décembre	8,3	3,8	9,6	21,7	0,23

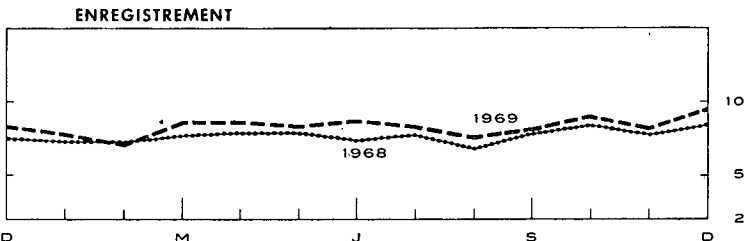
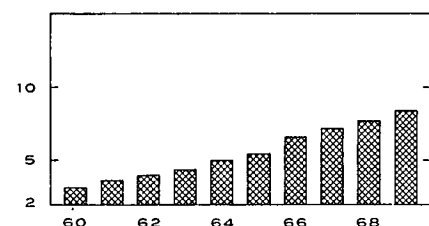
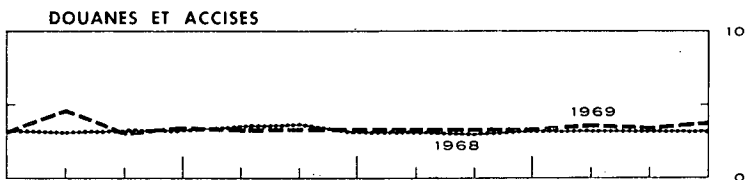
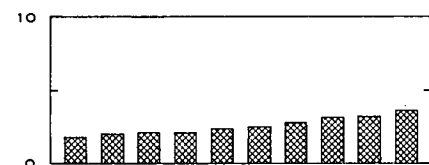
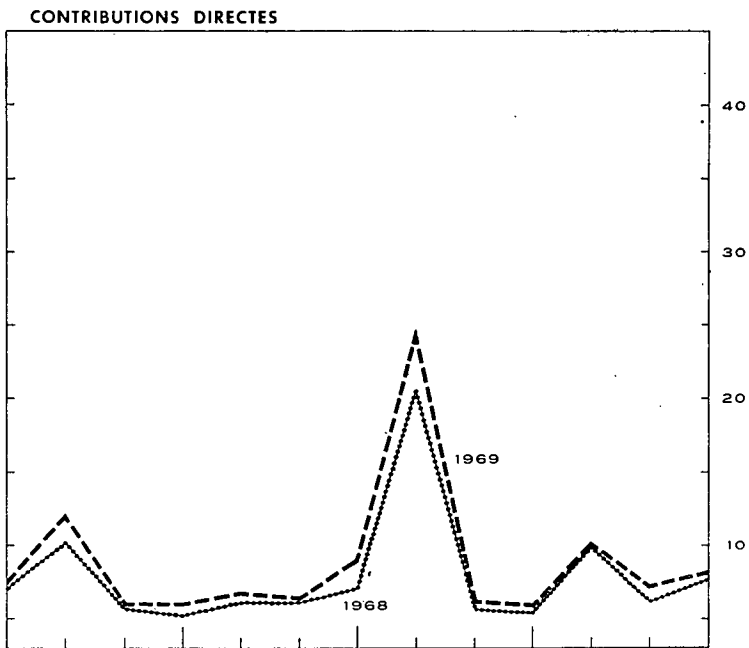
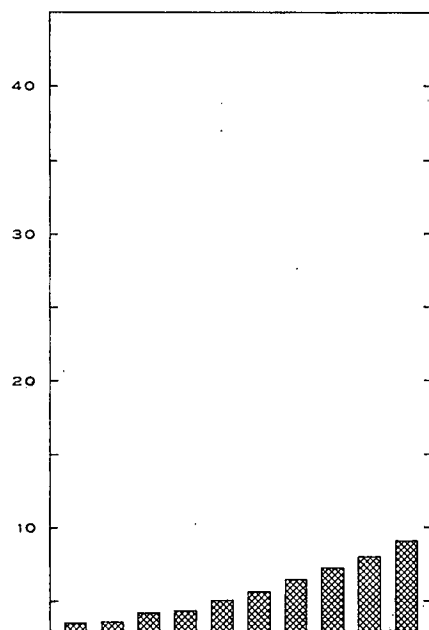
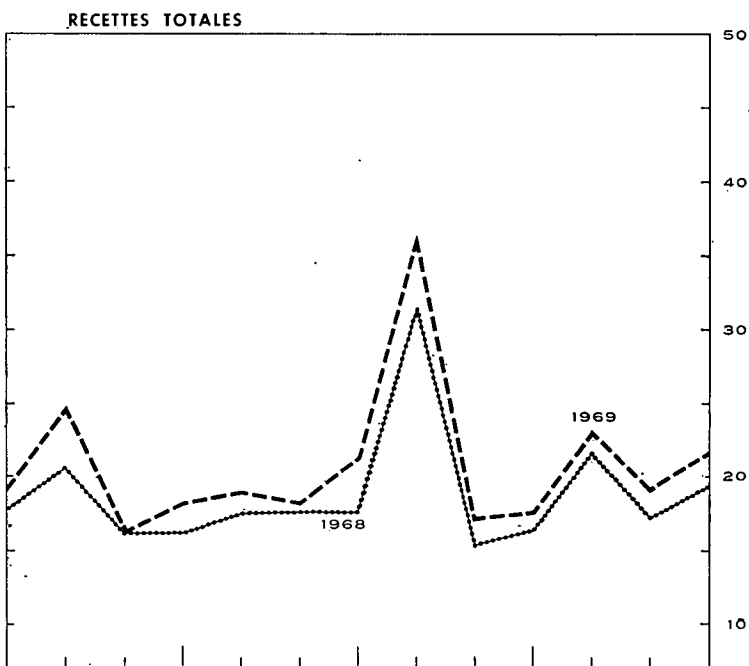
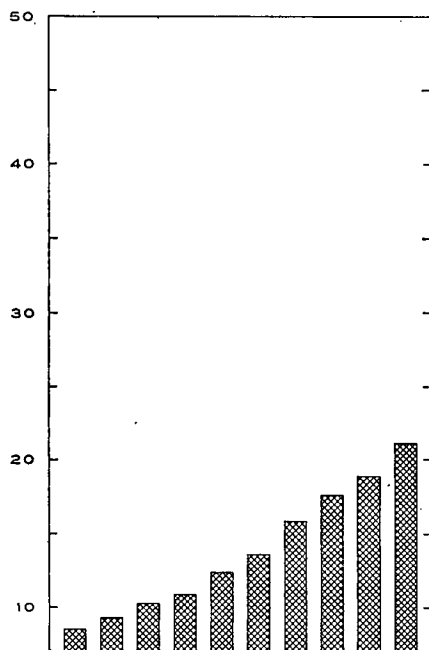
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1968 : « Les budgets de 1968 et 1969 » et XLII^e année, Vol. I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE ¹
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966 ²
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (18) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris allieurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes moné- taires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Secteurs indéter- minés et ajustements				
																(1)	(2)
données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opérations non effectuées																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	69,7	—	4,3	—	2,2	3,8	80,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	—	—	62,6	—	0,1	—	1,1	—	72,9	
		Obligations ...	17,0	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	18,9	—	—	37,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	0,1	—	—	0,4	—	—	—	—	130,9	41,0	126,9	—	299,3	
		Divers ...	—	1,8	1,8	0,3	26,2	—	—	—	—	2,0	5,5	0,7	—	38,3	
	(Actions et parts) ...	(220,6)	(1,1)	(...)	—	(...)	—	—	—	(0,9)	(—)	(0,5)	(4,5)	(—)	(...)	(227,6)	
	Total ...	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	—	—	—	132,3	—	138,5	65,4	130,9	3,8	527,8	
	Paraétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,4
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	—	0,1	1,9	—	0,3	—	—	—	—	2,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	—	—	—	—	—	0,3	0,5	—	—	—	—	—	—	1,0	
Obligations accessibles à tout placeur ...	18,0	0,4	—	—	0,1	3,9	1,6	0,7	4,0	4,9	0,5	—	—	—	34,2		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	0,1	—	2,0	2,6	—	1,2	5,5	1,2	1,1	—	—	13,9		
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	1,3	—	—	—	0,2	10,7	—	—	—	12,3		
Divers ...	8,5	—	5,5	0,3	—	1,6	0,2	—	—	—	0,1	0,5	—	—	16,7		
(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,2)	(7,1)	(...)	—	—	—	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(25,1)		
Total ...	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	1,6	—	—	81,4		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,7	—	—	2,2	—	—	—	48,4	—	—	0,1	5,0	—	59,4		
Certificats à court terme ...	—	0,4	—	0,2	—	—	—	—	43,7	3,3	4,6	0,1	10,0	3,5	82,9		
Obligations accessibles à tout placeur ...	131,9	2,5	—	2,2	3,9	10,3	47,1	3,3	34,1	43,2	8,1	1,3	—	—	287,9		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	16,2	64,7	—	3,1	2,1	0,7	0,2	—	—	87,0		
Divers ...	—	0,7	—	—	1,3	—	—	—	—	0,5	0,2	—	—	—	2,8		
Total ...	135,6	3,7	—	4,6	5,2	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	10,0	—	—	520,1		
Secteur public non compris allieurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6	—	—	—	—	—	9,6		
Obligations accessibles à tout placeur ...	20,2	0,6	—	0,3	—	0,5	1,3	1,2	2,7	8,4	1,3	—	—	—	36,4		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,4	0,3	—	12,5	2,2	—	0,1	—	—	16,4		
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	74,6		
Divers ...	2,2	0,6	1,8	—	—	—	—	—	0,9	—	67,8	—	—	—	9,7		
Total ...	22,4	7,1	1,8	0,3	—	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	4,8	—	—	146,7		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	10,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,4		
Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,3		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,4	—	—	1,3	11,5	0,1	1,9	—	—	16,1		
Divers ...	29,6	—	0,5	—	3,4	—	—	—	0,7	0,8	—	3,9	—	—	39,0		
Total ...	40,0	—	0,5	—	3,8	0,3	0,8	—	2,1	12,4	0,1	5,8	—	—	65,8		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8		
Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	—	—	18,3	—	1,2	—	1,7	—	22,6		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	6,2	—	0,2	—	—	—	6,4		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Obligations ...	8,5	—	0,8	—	—	0,1	—	—	150,4	—	—	—	—	—	150,4		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	—	—	—	—	—	—	2,0	0,9	0,3	4,0	0,2	—	16,8		
Divers ...	—	—	9,8	—	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	25,0		
(Actions et parts) ...	—	1,5	7,2	—	—	0,4	—	—	—	—	1,1	0,2	—	—	10,4		
Total ...	8,5	1,5	17,8	—	—	0,5	—	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	1,4	233,4		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers															
Organismes monétaires (7)	Monnaie	312,1	3,2	3,4	15,1	0,7	—	—	—	3,0	2,0	0,3	—	339,7	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,4	1,3	—	—	—	—	—	3,7	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	102,3	—	—	—	—	—	—	102,3	
	Dépôts en devises des résidents	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	48,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,5	
	Dépôts à terme des résidents	40,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	15,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	12,0	
	Divers	0,2	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	15,1	15,4	
	(Actions et parts)	(11,9)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	(0,1)	—	—	(12,9)	
	Total ...	418,7	3,2	3,6	15,1	0,7	104,6	16,9	—	3,0	2,2	0,3	15,1	583,4	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	1,0	0,3	—	0,1	—	0,1	0,1	1,6
		Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	4,0	—	0,5	—	—	—	4,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	0,3
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9
Total ...		—	—	2,8	—	—	1,0	4,6	—	0,6	—	0,1	0,1	9,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	4,8	—	—	0,1	1,6	—	—	—	0,7	0,2	—	—	7,4	
	Dépôts sur livrets	182,1	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	182,4	
	Dépôts à terme	1,6	0,9	—	—	3,9	—	—	—	0,1	—	—	0,4	7,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	14,5	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,7	—	—	15,3	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	6,8	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	0,1	2,1	9,2	
	(Actions et parts)	(2,2)	—	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	—	(2,2)	
Total ...	210,4	0,9	—	0,2	5,6	—	0,1	—	0,2	1,5	0,3	2,6	221,8		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	27,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,9	
	Réserves mathématiques	177,4	—	—	—	—	16,2	—	—	—	—	—	—	193,6	
	Divers	4,1	—	0,4	—	0,1	—	—	—	—	—	—	2,4	7,0	
	Total ...	209,3	—	0,4	—	0,1	16,2	—	—	—	—	—	2,4	228,5	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,4	—	—	0,1	—	—	0,3	—	—	—	—	—	3,8	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,1	0,3	—	0,4	—	—	0,1	0,9	
	Dépôts sur livrets	9,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,5	
	Dépôts à terme	3,2	1,1	—	5,1	3,1	0,6	0,6	—	0,3	1,2	—	0,1	15,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	1,2	—	0,2	—	1,9	
	Obligations accessibles à tout placeur	92,4	0,3	—	0,4	3,6	0,1	13,2	0,3	10,4	22,9	0,7	—	144,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,2	4,0	1,4	—	4,4	20,6	—	1,5	33,1	
	Divers	4,1	—	12,7	—	—	2,5	—	—	0,4	—	0,1	5,3	25,2	
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...	112,6	1,4	12,7	5,7	7,9	7,3	16,3	0,3	17,1	44,7	1,1	7,0	234,0		
Secteurs indétér- minés et ajustements (12)		—	2,8	2,8	—	1,6	—	17,5	0,7	11,3	5,4	2,3	—	44,4	
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
(15) = (1) à (12)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Total des créances	1.210,9	23,4	49,7	26,8	52,1	184,5	604,2	10,4	237,8	203,8	238,3	54,6	2.896,5	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Certaines données en mouvements concernent l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Cf. notes 2 à 5 du tableau XII-2.

2 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutaires d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (1) à (12)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	77,9	—	5,1	—	6,2	4,2	93,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,4	—	—	—	—	—	75,9	—	0,1	—	1,2	—	86,6
			Obligations	17,8	—	—	—	—	—	—	—	1,2	—	19,0	—	38,0
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	0,1	—	—	0,4	—	—	—	146,0	44,0	141,8	—	332,3
			Divers	—	2,2	2,1	0,1	21,6	—	—	—	1,0	12,0	0,8	—	39,8
			(Actions et parts)	(227,6)	(1,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,1)	(—)	(0,4)	(4,9)	(—)	(...)	(235,4)
		Total ..	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	...	153,7	—	153,4	75,0	150,0	4,2	590,2	
		Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	0,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,7	—	—	—	—	0,1	—	—	0,2	—	—	—	2,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,2	—	—	—	—	—	—	1,3	—	—	—	—	1,5	
	Obligations accessibles à tout placeur		19,5	0,6	—	—	—	3,7	2,9	0,7	4,2	4,7	0,6	—	37,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,2	—	0,1	—	1,4	4,6	—	1,4	5,3	0,7	1,0	14,8	
	Autres emprunts à moyen et long terme		—	—	—	0,1	—	2,1	—	—	—	0,2	12,2	—	14,5	
		Divers	8,7	0,1	5,7	0,3	1,9	0,5	—	—	—	0,1	0,4	17,6		
		(Actions et parts)	(1,0)	—	(15,6)	(7,6)	(...)	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(26,3)		
		Total ...	29,1	0,8	5,7	0,5	...	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	1,5	88,4	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	3,3	—	—	2,3	—	44,4	—	—	—	0,1	8,6	58,7	
	Certificats à court terme		—	0,8	—	0,2	—	16,3	—	3,6	9,6	0,4	14,5	1,9	88,5	
	Obligations accessibles à tout placeur		142,5	2,4	—	2,3	1,9	9,7	54,1	2,9	35,0	48,2	7,6	1,4	308,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,2	—	—	—	13,0	67,4	—	2,7	2,0	0,4	0,2	85,9	
Divers	—		0,4	—	—	—	2,1	0,4	0,7	—	0,6	0,2	—	4,3		
	Total ...	145,8	3,8	—	4,7	4,0	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	12,1	545,4		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	8,0		
Obligations accessibles à tout placeur		22,0	0,6	—	0,3	—	0,4	2,5	1,0	3,1	8,5	1,3	—	39,8		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	0,7	1,8	—	13,6	2,2	—	0,3	18,5		
Autres emprunts à moyen et long terme		—	6,2	—	—	—	—	—	—	1,0	—	74,6	—	81,8		
Divers		2,4	0,6	1,3	—	—	—	—	—	—	—	0,2	4,0	8,5		
	Total ...	24,4	7,3	1,3	0,3	...	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	4,2	156,6		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,7		
Obligations accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	0,3		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	0,7	—	0,9	12,7	0,2	2,3	16,9		
Divers		25,0	—	0,5	—	—	—	—	—	0,7	1,5	—	4,1	33,0		
	Total ...	33,7	...	0,5	...	1,2	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	6,4	58,9		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8		
Acceptations et effets commerciaux		—	—	—	—	—	—	21,1	—	1,7	—	2,7	2,5	28,1		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	6,4	—	0,2	—	—	—	6,6		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		—	—	—	—	—	—	170,8	—	—	—	—	—	170,8		
Obligations		8,5	—	0,8	—	0,1	—	2,4	0,9	0,3	3,1	0,2	—	16,3		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	10,6	—	—	—	14,7	—	—	—	—	—	25,3		
Divers		—	2,1	7,5	—	0,7	—	0,9	—	—	0,5	0,2	—	12,0		
(Actions et parts)		(...)	(0,2)	(0,5)	(...)	(...)	(...)	(—)	(1,5)	(—)	(0,4)	(1,3)	(—)	(3,8)		
	Total ...	8,5	2,2	18,9	...	0,8	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	2,5	260,8		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	319,5	3,2	4,0	17,7	0,7	—	...	2,4	2,6	0,3	...	350,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	3,4	3,0	0,1	0,1	...	...	6,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	117,7	—	—	—	—	—	117,7	
	Dépôts en devises des résidents	8,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	59,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59,2	
	Dépôts à terme des résidents	48,6	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	48,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	16,9	...	—	—	...	16,9	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	13,3	—	...	—	—	—	—	...	...	0,3	...	13,5
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	16,1
	(Actions et parts)	(13,9)	—	(0,2)	—	—	—	(0,8)	—	(0,1)	(0,1)	—	(15,0)	
Total ...	449,3	3,2	4,2	17,7	0,7	121,1	19,9	0,1	2,5	2,8	0,4	16,1	638,1	
Fonds des Rentas (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	4,2	—	2,0	—	0,1	—	6,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9	
	Total ...	—	...	2,8	4,2	—	2,0	...	0,1	0,1	9,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	5,6	...	...	0,1	1,5	—	—	...	1,6	0,2	...	9,0
	Dépôts sur livrets	198,7	...	—	0,5	...	...	—	...	...	...	0,2	199,4
	Dépôts à terme	2,2	1,3	...	...	2,9	...	—	...	1,0	...	1,1	8,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	22,4	—	...	...	—	—	—	...	0,8	—	...	23,2
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	6,7	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	9,4
	(Actions et parts)	(2,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	(2,4)	
	Total ...	236,2	1,3	...	0,6	4,4	...	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	250,1
Organ. d'assur.-vie et accip. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	32,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,6	
	Réserves mathématiques	189,6	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	206,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,4	...	...	...	0,6	...	...	1,0
	Divers	9,7	...	0,5	...	2,2	...	...	...	...	...	2,5	14,9
	Total ...	231,9	...	0,5	...	2,6	17,2	0,6	...	2,5	255,3
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,1	...	0,2	—	...	...	...	...	4,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	...	1,3	...	0,2	0,1	4,1
	Dépôts sur livrets	10,6	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	10,6
	Dépôts à terme	2,7	1,0	...	3,1	2,7	0,6	0,6	—	0,3	1,6	...	13,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	0,7	—	1,4	—	0,2	...	2,4
	Obligations accessibles à tout placeur	108,0	0,4	...	0,4	3,1	0,1	14,3	0,3	12,0	26,1	0,7	165,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,1	5,4	2,0	...	5,0	21,8	...	37,4
	Divers	4,7	...	14,4	...	...	2,2	0,3	...	0,4	...	0,2	29,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	10,7	18,1	0,3	20,4	49,5	1,3	9,7	266,2	
Secteurs indéfinis et ajustements (12)			2,8	1,4	...	1,8	...	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	—	47,1
	Total des créances	1.315,9	25,2	51,9	27,7	44,3	199,0	661,7	10,4	267,8	228,8	270,5	63,1	3.166,4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													données non disponibles			... nihil ou inférieur à 50 millions	— opérations non effectuées
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (1) à (12)			
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	+ 8,2	—	+ 0,8	...	+ 4,0	+ 0,4	+ 13,4
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,3	+ 13,2	—	+ 0,1	...	+ 13,7	
			Obligations ...	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,8	
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 15,1	+ 3,1	+ 14,9	...	+ 33,0
			Divers	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 12,5 ²	- 1,0	+ 1,6	+ 0,1	...	+ 14,0
			(Actions et parts) ...	(+ 3,3)	(+ 0,3)	(...)	...	(...)	(+ 2,8) ³	(+ 0,2)	(—)	(- 0,1)	(+ 0,4)	(—)	(...)	(...)	(+ 6,8)
			Total ...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 12,5	+ 21,5	—	+ 14,9	+ 4,8	+ 19,1	+ 0,4	+ 74,9	
		Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	- 0,3	+ 0,4	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	...	—	- 0,5	—	- 0,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,3	+ 0,9	+ 0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 1,5	+ 0,1	- 0,2	+ 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 2,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	- 0,6	+ 2,0	...	+ 0,3	- 0,2	- 0,6	+ 0,9	
	Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,8	+ 1,5	+ 2,2	
			Divers ...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	...	+ 0,3	+ 0,3	—	...	...	...	+ 0,9
			(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,4)	(+ 0,5)	(...)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)	
			Total ...	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 4,0	...	+ 0,8	- 0,4	+ 1,0	- 0,2	+ 7,0	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,4	...	—	+ 0,1	- 4,1	+ 2,4	- 1,9	
	Certificats à court terme	+ 0,5	—	- 2,4	+ 0,3	+ 4,9	+ 0,3	+ 4,5	- 0,1	+ 6,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 10,6	- 0,2	—	+ 0,1	+ 0,1	- 0,6	+ 7,0	- 0,4	+ 0,9	+ 3,0	- 0,5	+ 20,1	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	+ 0,2	—	- 3,2	+ 2,7	...	- 0,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,1	
			Divers	- 0,4	—	+ 0,9	+ 1,0	- 0,1	...	+ 1,5	
			Total ...	+ 10,2	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 1,0	- 5,0	+ 4,2	- 0,1	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,6	+ 2,4	+ 25,2	
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	- 1,6	—	- 1,6	
Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 1,8		...	...	...	...	...	...	+ 1,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	...	+ 3,4
Obligations non accessibles à tout placeur ...	—		...	...	...	...	...	...	+ 1,5	...	+ 1,1	...	...	+ 0,2	+ 2,2
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...		+ 0,3	...	...	...	...	...	...	—	+ 0,1	...	...	+ 6,8	+ 7,1
		Divers ...	+ 0,2	...	- 0,5	...	...	...	...	—	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,2
		Total ...	+ 2,0	+ 0,2	- 0,5	...	...	- 0,6	+ 1,1	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 6,7	- 0,6	+ 10,0
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,8		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,4	+ 1,8	+ 0,1	+ 1,9
Divers ...		+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,1	...	+ 0,3
		Total ...	+ 1,0	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,5	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,6	+ 3,1
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux ...		...	...	...	...	...	...	...	+ 2,8	—	+ 0,5	...	...	...	+ 5,5
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	—	...	...	+ 1,1	+ 1,1	+ 0,2
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 20,4
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,5
Divers ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3
(Actions et parts) ...		+ 2,8 ⁴ (+ 6,0) ⁵	+ 0,6 (- 0,1)	+ 0,4 (...)	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,9 (-)	...	...	- 0,7 (+ 0,2) ⁵	...	+ 4,3 (+ 6,1)
		Total ...	+ 2,8	+ 0,6	+ 0,7	...	...	+ 0,3	—	+ 24,3	...	+ 0,5	- 1,6	+ 1,1	+ 30,3

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+ 7,7	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 11,0
	Argent à très court terme	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 3,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 15,2
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,7	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+10,7	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 10,7
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,2	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 8,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,5	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,6
	Divers	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 1,6)	—	(...)	—	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 1,9)
Total ...	+30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+16,2	+3,0	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,0	+ 54,7	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 1,0	—	—	—	—	—	—	- 1,6
	Certificats à court terme	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,3
	Divers	—	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Total ...	—	...	...	...	...	- 1,0	-0,4	—	+ 1,4	...	+ 0,1	...	...
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,8	...	...	+ 0,1	+ 0,1	...	—	...	...	+ 0,7	...	...	+ 1,6
	Dépôts sur livrets	+20,1	...	—	+ 0,3	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,2	+ 20,5
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	...	...	- 0,6	...	—	...	...	+ 0,3	...	+ 0,7	+ 1,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,3	—	...	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	...	...	+ 4,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
	Divers	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2
(Actions et parts)	(+ 0,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	(+ 0,2)	
Total ...	+25,8	+ 0,3	...	+ 0,3	- 0,4	...	...	...	...	+ 1,1	...	+ 1,3	+ 28,3	
Organs. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1
	Réserves mathématiques	+12,2	—	—	—	—	+ 1,0 ⁶	—	—	—	—	—	—	+ 13,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1
	Divers	+ 0,9	...	+ 0,1	...	- 0,5	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6
Total ...	+15,3	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 1,0	...	...	...	- 0,1	...	...	+ 15,8	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,4	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,3
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 2,3	- 0,3	...	+ 0,9	...	+ 0,2	...	+ 3,2
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	- 0,5	- 0,1	...	- 2,0	+ 0,6	...	...	...	+ 0,1	- 0,6	...	+ 0,4	- 2,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+15,6	+ 0,1	...	...	+ 0,7	...	+1,0	...	+ 1,6	+ 2,0	...	...	+ 21,0
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	- 0,1	+ 1,4	+0,6	...	+ 0,5	+ 1,2	...	+ 0,6	+ 4,3
	Divers	+ 0,6	...	+ 1,7	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 1,8	+ 4,1
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+17,2	...	+ 1,7	- 2,0	+ 1,3	+ 3,7	+1,5	...	+ 3,3	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,8	+ 32,2	
Secteurs industriels et ajustements (12)		—	...	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	—	+ 4,6
		—
Total des créances	+108,1	+ 1,8	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+26,7	+57,5	...	+30,0	+14,1	+32,2	+ 9,3	+286,0	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969.

2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

5 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	56,9	...	132,3	—	138,5	65,4	130,9	467,1	3,8	527,8
2. Paraétatiques d'exploitation	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	34,0	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	36,1	1,6	81,4
3. Etat (Trésor)	135,6	3,7	—	4,6	5,2	149,1	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	317,3	10,0	520,1
4. Secteur public non compris ailleurs	22,4	7,1	1,8	0,3	...	31,6	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	108,6	4,8	146,7
5. Sécurité sociale	40,0	...	0,5	...	3,8	44,3	0,3	0,8	...	2,1	12,4	0,1	15,4	5,8	65,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	251,3	13,6	9,6	5,7	35,7	315,9	55,4	354,9	8,5	204,0	144,9	232,2	944,5	26,0	1.341,8
7. Etranger	8,5	1,5	17,8	.....	0,5	28,3	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	203,7	1,4	233,4
8. Organismes monétaires	418,7	3,2	3,6	15,1	0,7	441,3	104,6	16,9	...	3,0	2,2	0,3	22,4	15,1	583,4
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	5,3	0,1	9,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	210,4	0,9	...	0,2	5,6	217,1	.....	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,1	2,6	221,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	209,3	...	0,4	...	0,1	209,8	16,2	...	...	...	...	...	...	2,4	228,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	112,6	1,4	12,7	5,7	7,9	140,3	7,3	16,3	0,3	17,1	44,7	1,1	79,5	7,0	234,0
13. Total des intermédiaires financiers	951,0	5,5	19,5	21,0	14,3	1.011,3	129,1	37,9	0,3	20,9	48,4	1,8	109,3	27,2	1.277,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	2,8	...	1,6	7,2	.....	17,5	0,7	11,3	5,4	2,3	37,2	—	44,4
15. Total des créances	1.210,9	23,4	49,7	26,8	52,1	1.362,9	184,5	604,2	10,4	237,8	203,8	238,3	1.294,5	54,6	2.896,5
16. Solde des créances et des dettes .	+ 683,1	— 58,0	— 470,4	— 119,9	— 13,7	+ 21,1	— 48,9	+ 20,8	+ 1,1	+ 16,0	— 24,7	+ 4,3	+ 17,5	+ 10,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	53,8	...	153,7	—	153,4	75,0	150,0	532,1	4,2	590,2
2. Paraétatiques d'exploitation	29,1	0,8	5,7	0,5	...	36,1	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	41,6	1,5	88,4
3. Etat (Trésor)	145,8	3,8	—	4,7	4,0	158,3	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	385,6	12,1	545,4
4. Secteur public non compris ailleurs	24,4	7,3	1,3	0,3	...	33,3	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	117,8	4,2	156,6
5. Sécurité sociale	33,7	...	0,5	...	1,2	35,4	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	16,8	6,4	58,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	260,2	14,3	9,6	5,6	27,2	316,9	50,1	385,3	8,2	226,2	161,5	262,7	1.043,9	28,4	1.439,5
7. Etranger	8,5	2,2	18,9	.....	0,8	30,4	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	228,0	2,5	260,8
8. Organismes monétaires	449,3	3,2	4,2	17,7	0,7	475,1	121,1	19,9	0,1	2,5	2,8	0,4	25,7	16,1	638,1
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,2	—	2,0	...	0,1	6,3	0,1	9,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	236,2	1,3	...	0,6	4,4	242,5	.....	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	3,8	250,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	231,9	...	0,5	...	2,6	235,0	17,2	...	...	...	0,6	...	0,6	2,5	255,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	156,1	10,7	18,1	0,3	20,4	49,5	1,3	89,6	9,7	266,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.047,2	5,8	21,9	22,0	14,6	1.111,5	149,0	42,3	0,4	25,0	56,3	2,0	126,0	32,2	1.418,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	1,4	...	1,8	6,0	.....	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	41,1	—	47,1
15. Total des créances	1.315,9	25,2	51,9	27,7	44,3	1.465,0	199,0	661,7	10,4	267,8	228,8	270,5	1.439,2	63,1	3.166,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 725,7	— 63,2	— 493,5	— 128,9	— 14,6	+ 25,5	— 61,8	+ 23,6	+ 1,2	+ 17,7	— 26,5	+ 4,3	+ 20,3	+ 16,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 1,8	+ 12,5	+ 21,5	—	+ 14,9	+ 4,8	+ 19,1	+ 60,3	+ 0,4	+ 74,9
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 2,2	- 0,4	+ 4,0	...	+ 0,8	- 0,4	+ 1,0	+ 5,4	- 0,2	+ 7,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,2	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 1,0	+ 11,4	- 5,0	+ 4,2	- 0,1	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,6	+ 16,3	+ 2,4	+ 25,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,0	+ 0,2	- 0,5	...	...	+ 1,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 6,7	+ 9,4	- 0,6	+ 10,0
5. Sécurité sociale	+ 1,0	...	...	...	...	+ 1,0	...	- 0,1	...	- 0,5	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,4	+ 0,6	+ 3,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 16,1	+ 0,8	- 0,1	...	+ 1,3	+ 18,1	+ 6,5	+ 30,7	- 0,2	+ 22,3	+ 9,5	+ 30,5	+ 92,8	+ 2,6	+ 120,2
7. Etranger	+ 2,8	+ 0,6	+ 0,7	.....	+ 0,3	+ 4,4	—	+ 24,3	...	+ 0,5	- 1,6	+ 1,1	+ 24,3	+ 1,6	+ 30,3
8. Organismes monétaires	+ 30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+ 34,1	+ 16,2	+ 3,0	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,3	+ 1,0	+ 54,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 1,0	- 0,4	—	+ 1,4	...	+ 0,1	+ 1,1	...	...
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 25,8	+ 0,3	...	+ 0,3	- 0,4	+ 26,0	.....	...	...	...	+ 1,1	...	+ 1,1	+ 1,3	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,3	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 14,9	+ 1,0	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 15,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,2	...	+ 1,7	- 2,0	+ 1,3	+ 18,2	+ 3,7	+ 1,5	...	+ 3,3	+ 2,6	+ 0,2	+ 7,6	+ 2,8	+ 32,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 89,1	+ 0,4	+ 2,4	+ 0,9	+ 0,4	+ 93,2	+ 19,9	+ 4,1	+ 0,1	+ 4,2	+ 4,2	+ 0,4	+ 13,0	+ 5,1	+ 131,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	...	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	+ 3,8	—	+ 4,6
15. Total des créances	+ 108,1	+ 1,8	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 116,2	+ 26,7	+ 57,5	...	+ 30,0	+ 14,1	+ 32,2	+ 133,8	+ 9,3	+ 286,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,2	- 5,2	- 22,0	- 9,1	- 0,9	- 4,0	- 3,6	+ 2,8	...	+ 1,7	- 1,7	...	+ 2,8	+ 4,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (18)	Divers 4 (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												(9)	(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)	(14)		
1963 Juin ⁵ (e)	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,1	226,8	13,1	168,0	182,3	7,8	20,6	-15,9	-16,3
Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,0	6,8	21,0	-16,5	-17,1
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	236,3	13,9	189,4	203,8	5,6	20,4	-17,2	-15,2
Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,5	243,1	17,3	198,4	210,6	8,7	22,5	-19,0	-17,6
Septembre	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	p 242,6	p 18,3	195,8	206,4	9,2	p 26,4	-20,3	p -25,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXI^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	74,2	78,1 ^a	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0	
2. F.M.I. — Participation	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8	
— Prêts ¹	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	15,6	9,8	
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	29,3	35,6	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1	...	
Total des créances sur l'étranger ...	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	124,5	129,2	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ⁴ :																					
a) à un an au plus	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	16,0	15,5	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	4,3	1,9
b) effets commerciaux	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	11,3	6,9	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	...	3,5	2,9	...	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...	0,5	0,6	1,0	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	53,4	60,3	58,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	9,9	0,7
Total des engagements envers l'étranger ...	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	10,1	0,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3	4,6	4,9
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6	177,8	178,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6	0,6	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,3	—	0,7	0,1	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8	63,4	64,4
TOTAL DU PASSIF ...	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C3a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2	76,2	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	75,9	76,0	75,9	
2. F.M.I. — Participation	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	13,2	10,3	10,3	10,2	7,3	7,3	6,1	6,1	3,5	3,5	3,5	3,6	6,3	7,8	7,8	
— Prêts ¹	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0	4,0	3,5	3,5	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,8	
3. Obligations	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2	13,1	11,2	14,4	14,9	14,8	17,1	18,4	17,8	15,6	12,5	9,7	9,8	10,7	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1	18,7	18,4	17,9	21,4	23,9	25,0	25,5	29,0	29,3	34,1	34,1	35,6	36,1	
b) en francs belges	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	3,3	0,4	1,6	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1	123,4	120,0	119,9	123,9	127,7	128,2	125,1	126,4	124,5	126,3	126,0	129,2	134,3	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,7	...	0,3	...	1,1	0,4	0,7	0,7	...	...	1,0	...	...	...	1,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	0,4	0,5	0,8	...	0,3	0,9	0,1	0,7	0,5	0,8	0,2	...	...	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ² :																					
a) à un an au plus	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3	8,0	17,0	15,8	15,4	15,9	16,7	12,5	16,3	16,0	8,3	11,1	15,5	2,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3	1,8	3,1	2,8	2,8	3,1	3,4	3,6	4,6	5,1	4,3	4,4	3,1	1,9	3,4	
b) effets commerciaux	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	4,0	10,0	9,8	8,3	9,2	9,5	12,8	9,9	11,9	14,2	11,3	9,0	6,8	6,9	7,4	
c) avances .....	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	3,5	0,4	2,7	2,9	0,6	1,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,6	1,1	0,3	1,0	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	43,1	41,6	43,3	49,3	48,9	42,9	37,2	39,9	37,3	38,6	43,8	52,9	53,4	46,5	62,8	60,3	49,4	56,8	58,4	56,1	
TOTAL DE L'ACTIF ...	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8	249,7	243,2	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,5	0,6	1,5	6,6	6,1	1,0	2,6	1,2	2,0	2,8	9,4	6,3	1,7	11,8	9,9	1,0	0,9	0,7	0,6
Total des engagements envers l'étranger ...	0,7	0,7	0,8	1,7	6,8	6,3	1,2	2,8	1,4	2,2	3,0	9,6	6,5	1,9	12,0	10,1	1,2	1,1	0,9	0,8
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0	4,4	4,2	4,1	4,8	4,6	4,6	5,3	5,0	4,4	4,6	4,4	4,6	4,9 ^p	4,9
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,0 ^p	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3	178,8	173,9	176,4	175,6	178,7	181,7	183,6	183,1	180,5	177,8	174,2	173,4	178,1 ^p	173,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,5	45,4	46,6	51,9	52,0	47,0	40,7	41,6	40,7	41,7	48,2	54,8	55,8	49,6	66,2	63,4	55,1	62,2	64,4 ^p	64,1
TOTAL DU PASSIF ...	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8	249,7	243,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	52,6	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	6,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	
b) effets commerciaux	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	1,2	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
D. Autres	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6	3,9	3,7	4,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,9	76,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,8	0,4	0,6	0,8	0,8	0,3
Total des engagements envers l'étranger ...	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,8	0,4	0,6	0,8	0,8	0,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0
b) envers les organismes publics	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8	6,8
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7	43,8
b) détenue par les pouvoirs publics	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,8	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7	76,6

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	6,7	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	136,8	
b) en francs belges	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	21,5	
Total des créances sur l'étranger ...	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	172,7	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	4,6	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																					
— réserve monétaire	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	
c) sur les banques de dépôts	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ¹ :																					
a) à un an au plus	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	32,0	35,6	p39,5	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	53,0	55,7	p59,9	
— autres	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,7	33,9	33,4	32,8	p31,6	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	p 3,9	
— autres	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,9	2,8	2,6	2,7	2,8	p 2,4	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,8	3,9	
b) effets commerciaux	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	74,9	
c) avances	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	100,1	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	2,3	2,8	2,9	2,8	3,5	3,3	4,3	4,1	4,1	p 4,1	
— autres	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	2,1	2,3	2,5	2,5	3,0	4,0	4,1	3,7	4,2	4,6	4,6	5,1	p 5,6	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	1,6	2,2	p 1,7	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	16,9	18,1	p19,1	
— autres	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	p 4,5	
D. Autres	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	67,0	78,4	p71,0	
TOTAL DE L'ACTIF ...	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	
b) en francs belges ¹	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,2	31,8	
Total des engagements envers l'étranger ...	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,4	200,6	201,6	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2
b) envers les organismes publics .....	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...
c) envers les banques de dépôts	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9	122,8	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0	
— dépôts en devises	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	0,1	1,0	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,2	98,3	99,0	
TOTAL DU PASSIF ...	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	
A. Créances sur l'étranger : 1. Or 72,5 74,2 78,1 ⁵ 77,7 77,9 77,8 77,8 76,3 76,2 76,2 76,0 75,7 74,0 70,9 75,6 76,2 76,2 76,1 76,1 76,0 2. F.M.I. — Participation 8,7 9,0 10,0 12,2 12,2 12,9 14,0 15,2 15,2 15,2 15,2 15,3 14,7 16,2 18,1 18,1 10,3 7,3 6,1 3,5 — Prêts ¹ 1,5 1,5 3,4 3,4 3,4 3,4 3,4 3,4 3,4 3,4 1,9 1,9 1,9 1,9 5,9 5,5 5,0 4,0 3,5 3. Obligations 0,7 0,8 0,8 0,8 1,5 2,0 1,9 1,9 2,0 2,0 2,5 2,5 2,4 4,2 5,0 5,7 6,1 6,2 6,6 7,7 4. Accept. en francs belges représ. d'export. 9,2 7,6 10,6 7,4 12,0 11,6 11,9 12,1 13,3 12,3 14,4 12,0 14,7 13,3 16,4 15,7 20,7 20,2 23,8 22,4 5. Créances sur l'U.E.P. ² 0,1 6. Autres : a) en monnaies étrangères 56,0 65,6 57,1 57,9 58,6 63,5 63,0 63,3 74,0 69,8 84,0 87,2 96,2 99,8 104,0 97,5 103,7 115,4 158,9 166,1 b) en francs belges 7,0 7,7 7,8 7,7 8,4 8,8 8,7 9,3 9,8 12,0 10,7 11,6 14,3 16,7 19,4 20,2 18,5 19,8 21,0 21,6 Total des créances sur l'étranger ... 155,7 166,4 167,8 167,1 174,0 180,0 180,7 181,5 193,9 190,9 204,7 206,2 218,2 223,0 244,4 238,9 240,5 249,0 296,0 297,3 (6)																					
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire : 1. Pièces et billets 3,4 3,7 3,8 3,8 3,9 4,1 4,2 3,7 3,8 3,9 4,0 4,0 4,3 4,4 4,8 4,7 4,7 5,1 5,6 5,0 2. Autres : a) sur la Banque Nationale de Belgique . — réserve monétaire 1,2 1,3 1,4 — — — — — — — — — — — — — — — — — — — autres 0,7 2,1 0,1 0,2 1,4 1,7 0,1 0,1 1,3 2,1 0,1 0,2 2,2 2,7 0,1 0,1 0,8 1,2 0,1 0,1 b) sur les organismes publics 6,6 2,3 1,0 1,3 5,9 3,2 0,7 1,3 6,2 2,4 1,0 1,6 5,9 3,1 0,8 1,5 5,9 4,6 2,4 3,3 c) sur les banques de dépôts 5,2 7,2 6,1 6,1 5,1 6,2 5,1 6,0 6,2 5,6 6,9 7,3 8,1 10,5 10,9 11,8 13,9 14,9 19,6 20,1																					
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire : 1. Sur l'Etat ³ : a) à un an au plus 82,4 80,0 83,9 86,5 84,9 83,9 88,3 82,5 92,1 88,6 94,4 96,2 86,4 90,3 102,3 98,4 100,8 106,8 111,5 p108,1 (7) b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur 38,7 41,0 43,4 42,5 46,2 46,4 47,5 49,5 47,1 47,3 48,3 50,5 54,0 54,9 55,3 60,6 62,9 62,1 64,8 p 68,9 (7) — autres 58,6 57,8 58,2 60,0 60,8 61,1 61,6 63,5 64,7 64,5 65,3 67,6 67,4 67,0 67,7 67,7 67,9 67,4 66,8 p 65,6 (7) 2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs : a) à un an au plus 4,8 5,5 5,7 5,0 6,5 6,2 7,3 8,3 9,6 5,4 7,3 7,3 8,0 7,6 5,5 6,1 10,0 7,0 10,2 11,5 (8) b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur 0,7 0,8 1,0 1,1 1,1 1,1 1,1 1,2 1,3 1,5 1,6 1,6 2,5 2,8 4,2 4,2 4,2 4,3 4,3 p 4,5 (8) — autres 0,8 1,0 1,0 1,0 1,0 1,0 1,0 1,0 1,1 1,6 2,1 2,5 2,5 2,5 2,9 2,8 2,6 2,7 2,8 p 2,4 (8) 3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation : a) acceptations bancaires 6,1 6,9 6,4 9,7 8,7 8,1 9,1 8,8 11,7 8,0 6,3 7,3 8,5 7,7 7,7 5,5 6,1 6,4 7,5 8,3 (9) b) effets commerciaux 44,4 43,3 45,5 44,4 49,0 48,3 50,4 51,6 59,9 59,0 60,8 63,8 70,8 70,7 72,0 71,7 78,4 80,2 85,3 87,4 (9) c) avances 47,8 48,3 50,4 52,7 54,8 57,5 59,6 64,8 63,3 69,4 73,3 74,5 77,7 80,8 86,3 90,8 98,1 102,8 105,5 100,1 (9) d) obligations : — accessibles à tout placeur 2,0 2,1 2,1 2,0 1,8 1,8 1,6 1,5 2,0 2,4 2,8 2,9 2,9 2,9 3,7 3,5 4,5 4,3 4,4 p 4,4 (14) — autres 2,5 2,5 2,5 2,5 2,4 2,4 2,6 3,0 2,6 3,3 3,2 3,6 4,5 4,4 3,9 4,3 4,6 4,6 5,1 p 5,6 (14) 4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴ 7,8 7,0 7,6 5,7 4,7 7,2 8,8 5,1 4,6 5,0 8,6 6,8 4,3 4,6 8,9 9,2 6,8 — — — (11) 5. Sur les paraétatiques de crédit : a) à un an au plus 0,4 2,1 0,5 0,4 0,4 0,4 0,5 1,5 1,0 1,0 2,4 2,9 1,3 3,3 1,8 1,9 2,1 2,1 2,9 p 2,7 (12) b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur 9,8 10,8 10,9 10,9 11,4 11,3 11,7 12,4 13,2 12,9 13,4 14,1 14,1 15,6 16,2 16,7 17,1 17,0 18,2 p 19,2 (12) — autres 0,8 0,8 0,8 0,9 1,0 1,3 1,5 1,5 1,5 1,7 2,2 2,2 2,1 2,0 2,3 2,3 2,3 2,1 2,0 p 4,6 (12)																					
D. Autres 78,8 77,4 84,5 81,0 82,4 81,2 82,4 85,0 92,3 87,3 109,1 107,1 107,9 108,3 104,7 107,3 101,4 109,5 135,5 p135,7 (14)																					
TOTAL DE L'ACTIF ... 559,2 570,3 584,6 584,8 607,4 614,4 625,8 633,8 678,9 663,4 717,4 730,1 753,6 769,1 806,4 810,0 835,6 854,1 950,5 954,8																					

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la Rubrique D. « Autres ».

⁵ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69		
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8		
b) en francs belges ¹	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9	42,0		
Total des engagements envers l'étranger ...	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,4	207,5	212,0		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0		
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,4	1,4	1,2	
b) envers les organismes publics	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2	0,2		
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5	22,1		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	184,6	(1)	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	167,2	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0	(2)	
— dépôts en devises	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	(3)	
b) détenues par le Trésor	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3	(13)	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4	...	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	0,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	127,9	154,0	162,4	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8		

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

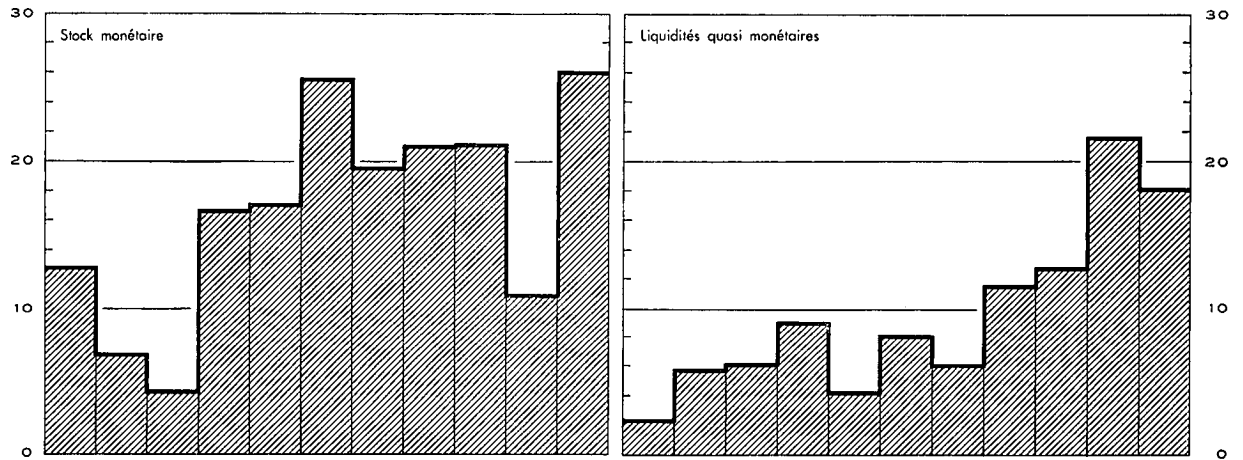
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

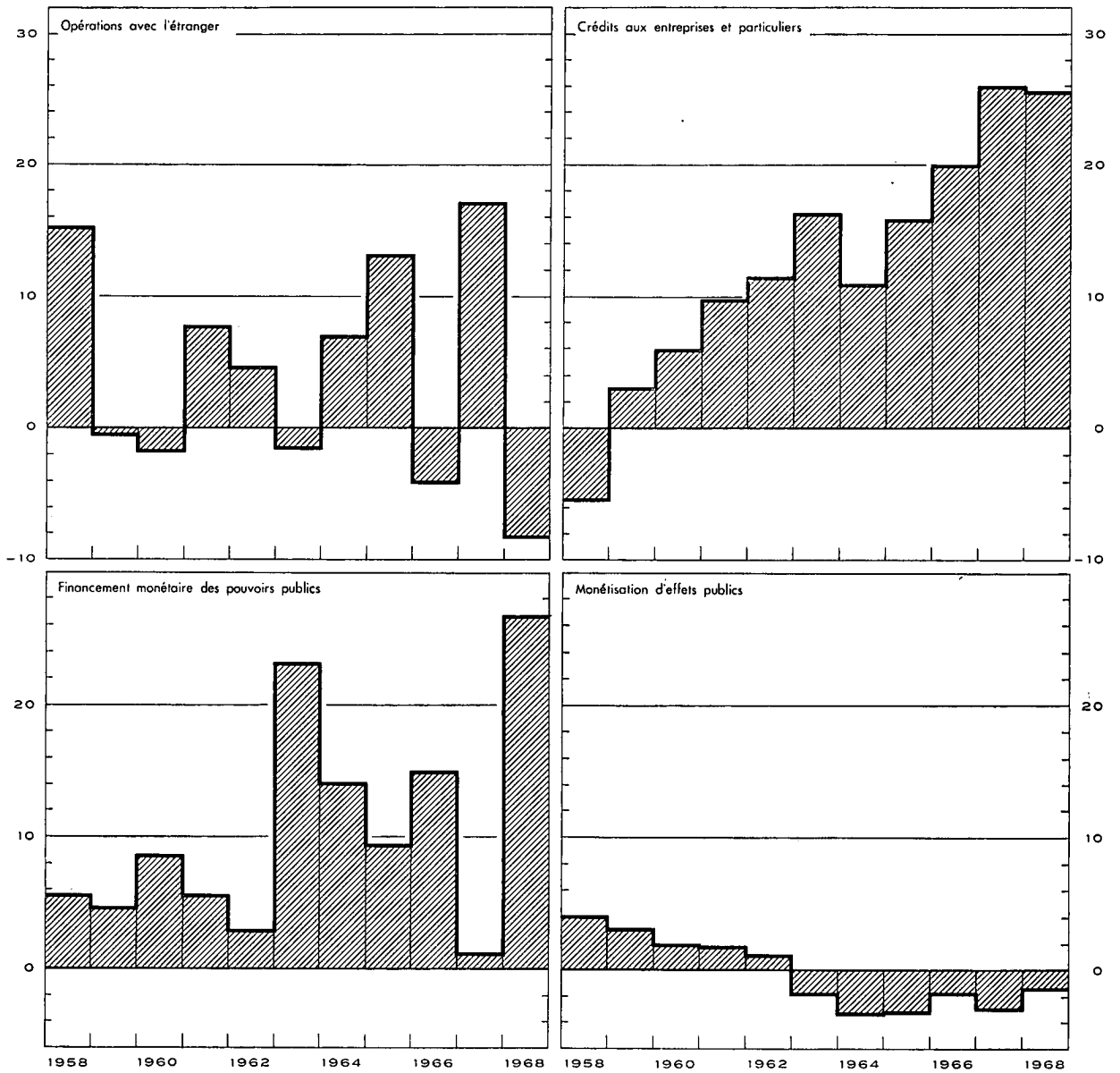
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	- 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,5	- 0,2
4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,3	...	- 0,7	- 1,0
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+10,2	+ 5,8	- 0,7	+ 7,8	- 1,0	- 0,9	+ 6,4	- 2,8	- 1,8	- 1,8	- 0,6	- 0,7	+ 1,9
2 ^e trimestre	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,3	+ 6,9	- 0,4	+ 2,1	+ 13,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	- 1,7	- 5,9
3 ^e trimestre	-19,9	+ 9,4	- 10,5	p- 2,9	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	p- 4,9	p+ 1,2	p- 0,8	+ 1,0	p+ 3,8	- 1,4	p- 4,8

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs¹)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés ⁴	détenue par les entreprises et particuliers ¹				Stock de monnaie scripturale		
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs en C.C.P. ³	déposés à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1957 Juin	4,6	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	4,7	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	4,8	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	4,8	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ⁴	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	4,9	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	4,9	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,0	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,2	124,1	126,8	7,3 ⁶	0,7	26,9	58,7 ⁶	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,3	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁶	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	5,5	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	5,6	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	5,8	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 7</i>											
Juin	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,1	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,4	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	6,7	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	6,9	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Juin	6,5	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
1968 Octobre	6,5	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5
Novembre	6,5	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	50,1
Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Janvier	6,6	178,1	180,5	21,8	0,5	44,8	114,8	160,1	181,9	362,4	49,8
Février	6,6	180,5	183,0	21,8	0,5	41,1	118,5	160,1	181,9	364,9	50,2
Mars	6,5	180,4	182,1	22,6	0,5	41,9	125,0	167,4	190,0	372,1	48,9
Avril	6,6	183,2	185,2	20,9	0,3	48,9	122,6	171,8	192,7	377,9	49,0
Mai	6,7	186,3	188,4	22,4	0,5	44,5	125,7	170,7	193,1	381,5	49,4
Juin	6,8	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Juillet	6,9	188,1	189,9	19,6	0,4	47,0	122,3	169,7	189,3	379,2	50,1
Août	6,8	184,9	187,3	21,4	0,6	43,4	123,8	167,8	189,2	376,5	49,7
Septembre	6,8	182,5	184,7	22,0	0,6	43,0	123,6	167,2	189,2	373,9	49,4
Octobre	6,9	178,6	181,0	22,0	0,4	45,3	123,8	169,5	191,5	372,5	48,6
Novembre	6,9	178,0	180,3	21,2	0,4	44,4	124,1	168,9	190,1	370,4	48,7
Décembre	7,0	183,0	185,2	22,4	0,4	43,9	131,2	175,5	197,9	383,1	48,3

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des avoirs de la Banque Nationale de Belgique.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁵ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁶ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁷ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1960 Année	80,6	- 5,8 ^a	74,8 ^b	+ 8,3	- 4,2 ^b	+ 4,1 ^b	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ^a	77,8 ^b	+12,2	-10,4 ^b	+ 1,8 ^b	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 Année 7	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	- 0,4	- 3,0
2 ^e trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,9	+ 0,8
3 ^e trimestre .	129,3	-39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,0	- 3,9
4 ^e trimestre .	122,9	-36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,1	+ 0,9
				-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 5,8	- 5,2
1969 1 ^{er} trimestre .	117,6	-34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	- 0,8	...	- 1,0	- 0,7	p+ 3,7	p+ 1,2
2 ^e trimestre .	121,7	-33,2	88,5	+ 4,1	+ 0,8	+ 4,9	+ 1,2	- 0,2	- 0,4	+ 4,3	p- 1,5	p+ 3,4
3 ^e trimestre .	114,5	-29,2	85,3	- 7,2	+ 4,0	- 3,2	p- 1,2	p ...	+ 0,9	p- 2,9	p- 2,6	p- 5,8

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, page 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de 1963, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été r'assimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

7 A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux des années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCÉS ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(8)			(9)	
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7
Décembre	27,7	13,9	19,8	14,3	118,4	194,1	29,8	14,5	4,1	48,4	242,5
1969 Mars	27,1	14,0	20,0	16,0	124,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Nouvelle série											
Mars	26,3	13,0	20,8	16,0	125,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Juin	28,3	13,3	23,4	15,1	128,8	208,9	34,6	20,4	3,0	58,0	266,9
Septembre	26,9	14,1	24,0	15,6	124,4	205,0	33,1	25,6	3,0	61,7	266,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965 Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre ³	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre ³	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre ³	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars ³	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin ³	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
Décembre	11,9	84,2	98,0	194,1	7,7	17,2	24,9	4,2	67,0	98,0	169,2	0,6
1969 Mars	13,0	85,6	102,8	201,4	9,4	15,3	24,7	3,6	70,3	102,8	176,7	0,5
Juin	11,9	91,7	105,3	208,9	8,1	17,8	25,9	3,8	73,9	105,3	183,0	0,3
Septembre	11,5	93,4	100,1	205,0	7,6	18,6	26,2	3,9	74,8	100,1	178,8	0,4

B. Crédits à l'étranger

1965 Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre ³	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars ³	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin ³	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	...
Juin	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	...
Septembre	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...

C. Total

1965 Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre ³	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre ³	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre ³	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars ³	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin ³	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6
Décembre	32,1	98,5	111,9	242,5	21,5	23,8	45,3	10,6	74,7	111,9	197,2	0,6
1969 Mars	33,2	100,2	118,6	252,0	23,8	22,4	46,2	9,4	77,8	118,6	205,8	0,5
Juin	34,8	107,3	124,8	266,9	24,3	26,3	50,6	10,5	81,0	124,8	216,3	0,3
Septembre	32,6	109,4	124,7	266,7	22,1	26,2	48,3	10,5	83,2	124,7	218,4	0,4

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Récompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1965 Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre 1	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre 1	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre 1	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars 1	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin 1	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
B. Crédits à l'étranger										
1965 Juin	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre 1	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre 1	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre 1	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars 1	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin 1	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars	...	...	...	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
C. Total										
1965 Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre 1	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre 1	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre 1	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars 1	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin 1	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0

1 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XI^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1965 Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre ...	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre ...	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre 4 ..	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre 4 ...	11,2	73,1	74,5	156,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre 4 ..	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars 4	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
Juin 4	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
Septembre ...	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
Décembre	11,9	86,1	98,0	196,0	5,8	8,3	14,1	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Mars	13,0	88,0	102,8	203,8	6,6	8,4	15,0	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
Juin	11,9	93,2	105,5	210,6	4,4	8,1	12,5	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
Septembre ...	11,5	94,8	100,1	206,4	3,3	7,7	11,0	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
B. Crédits à l'étranger												
1965 Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre 4 ..	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre 4 ...	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre 4 ..	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
Septembre ...	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
Décembre	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	...
Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	...
Septembre ...	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
C. Total												
1965 Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre ...	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre ...	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre 4 ..	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre 4 ...	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre 4 ..	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars 4	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin 4	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
Septembre ...	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6
Décembre	32,1	100,5	111,9	244,5	8,2	12,1	20,3	23,9	88,4	111,9	224,2	0,6
1969 Mars	33,2	102,6	118,6	254,4	9,8	12,4	22,2	23,4	90,2	118,6	232,2	0,5
Juin	34,8	108,9	125,0	268,7	7,9	12,2	20,1	26,9	96,7	125,0	248,6	0,3
Septembre ...	32,6	111,1	124,7	268,4	6,0	11,7	17,7	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Récompte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	75.947
Fonds Monétaire International : (Lois des 28-7-1948 et 9-6-1969)								
Participation								7.777
Prêts .....								...
Droits de tirage spéciaux .....								...
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	83.724
Monnaies étrangères	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087	35.619
Monnaies étrangères et or à recevoir	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327	17.510
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
U.E.P.	251	118	62	7	—	—	—	—
A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
F.M.I. — Participation	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278	...
— Prêts ²	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975	...
Autres accords .....	...	...	...	6	...	...	120	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256	34.015
Effets de commerce	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694	18.639
Avances sur nantissement	3.022	1.655	625	34	338	345	572	47
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968)								
Effets publics belges	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675	15.550
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	—	200	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	326	247	397	455	302	320	266	281
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514	3.633
Immeubles, matériel et mobilier	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064	2.105
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858
Divers	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919	1.746
	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728
Compte d'ordre : Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649
PASSIF								
Billets en circulation	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243	183.002
Comptes courants :								
Trésor public {								
compte ordinaire ...	5	3	5	18	12	2	4	25
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	27	17	12	14	13	10	9	8
compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	387	309	329	394	390	316	677	383
Comptes courants divers et valeurs à payer	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545	4.511
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
A.M.E.	185	126	161	262	128	271	256	148
Autres accords	413	333	383	217	325	326	224	319
<i>Total des engagements à vue</i> ...	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958	188.396
Fonds Monétaire International : Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques belges, réserve monétaire	—	—	1.253	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665	51.767
Caisse de Pensions du Personnel	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858
Divers	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908	3.022
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.273	2.864	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193	3.285
	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728
Compte d'ordre : Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1968 8 novembre	1969 7 novembre	1968 9 décembre	1969 8 décembre	1969 6 janvier	1970 5 janvier	1969 10 février	1970 9 février
ACTIF								
Encaisse en or	76.119	75.932	76.118	75.957	76.151	75.888	76.151	75.983
Fonds Monétaire International : (Lois des 28-7-1948 et 9-6-1969)								
Participation		3.633		6.277		7.777		8.777
Prêts .....		...		...		...		...
Droits de tirage spéciaux		—		—		3.545		3.795
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	76.119	79.565	76.118	82.234	76.151	87.210	76.151	88.555
Monnaies étrangères	20.374	34.277	20.383	32.662	18.774	35.190	19.032	35.856
Monnaies étrangères et or à recevoir	14.694	13.908	13.403	16.926	12.985	16.984	12.523	15.551
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3.000	—	3.000	—	—	—	—	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :								
Participation	13.240	...	13.240	...	10.278	...	10.281	...
Prêts ²	5.475	...	4.975	...	4.975	...	4.975	...
Autres accords	18	...	109	...	177	...	20	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21.429	28.748	24.841	31.663	18.926	33.436	20.044	34.723
Effets de commerce	14.739	20.622	19.288	16.926	24.914	18.807	22.607	13.084
Avances sur nantissement	38	19	55	36	39	64	35	23
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	14.925	12.025	13.425	12.825	14.350	12.275	14.050	11.475
Effets publics luxembourgeois	250	...	250	...	200	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	393	379	365	351	256	268	346	353
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.514	3.632	3.514	3.633	3.514	3.631	3.633	3.726
Immeubles, matériel et mobilier	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064	2.064	2.105
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.481	2.970	2.481	2.790	2.575	2.896	2.675	2.970
Divers	2.711	2.915	2.407	4.354	2.603	3.038	1.343	1.212
Compte d'ordre :	229.399	234.946	233.854	240.465	226.717	249.864	223.781	243.634
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.095	629	1.737	1.658	2.414	2.649	2.168	2.413
PASSIF								
Billets en circulation	177.973	177.981	178.568	177.612	182.417	182.257	177.129	176.909
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	4	12	15	19	14	11	16	11
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	9	8	9	8	9	8	9	8
Banques à l'étranger : comptes ordin.	2.607	672	5.859	667	709	405	2.353	418
Comptes courants divers et valeurs à payer	2.734	1.042	853	783	921	1.576	2.462	2.800
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
A.M.E.	148	118	228	134	244	92	139	130
Autres accords	185	320	180	363	223	286	279	230
<i>Total des engagements à vue</i> ...	183.660	180.153	185.712	179.586	184.537	184.635	182.387	180.506
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	...	—	3.545	—	3.545
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	36.275	43.040	38.370	48.842	32.004	50.666	32.639	50.509
Caisse de Pensions du Personnel	2.481	2.790	2.481	2.790	2.575	2.896	2.675	2.970
Divers	3.468	5.330	3.776	5.614	4.086	4.489	2.447	2.376
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233	3.233	3.328
Compte d'ordre :	229.399	234.946	233.854	240.465	226.717	249.864	223.781	243.634
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.095	629	1.737	1.658	2.414	2.649	2.168	2.413

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) ³	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1968 2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
3 ^e trimestre	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1969 1 ^{er} trimestre	1.015	66,3	44,3	102,4	222,7	104,8	222,7	652,7	94
2 ^e trimestre	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
3 ^e trimestre	1.018	69,9	45,3	112,2	237,0	114,5	237,0	700,6	94
4 ^e trimestre	1.022	68,0	45,1	116,3	243,3	113,2	243,3	716,1	94
1968 Octobre	1.012	65,0	42,2	106,5	231,4	104,9	231,4	574,2	94
Novembre	1.013	61,6	42,8	90,3	200,1	94,0	200,1	584,6	94
Décembre	1.013	65,8	44,2	113,0	218,0	97,5	218,0	647,0	94
1969 Janvier	1.015	69,9	44,5	111,2	244,7	117,9	244,7	718,6	94
Février	1.015	65,4	44,4	96,5	219,4	103,5	219,4	638,9	94
Mars	1.015	63,5	44,1	99,5	204,1	93,1	204,1	600,7	93
Avril	1.015	66,5	44,3	105,9	219,3	102,5	219,3	647,0	94
Mai	1.014	66,4	45,8	111,7	228,4	116,8	228,4	685,3	94
Juin	1.014	70,1	47,0	138,9	251,4	133,6	251,4	775,2	95
Juillet	1.016	79,8	46,6	135,1	280,8	138,9	280,8	835,5	94
Août	1.017	64,7	45,5	98,4	211,7	102,4	211,7	624,2	94
Septembre	1.020	65,1	43,7	103,2	218,4	102,1	218,4	642,2	94
Octobre	1.022	68,0	43,9	121,4	259,5	120,1	259,5	760,5	94
Novembre	1.022	65,0	44,1	105,6	225,3	105,7	225,3	661,9	94
Décembre	1.022	71,0	47,4	122,0	245,0	113,9	245,0	726,0	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII · 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES 1

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1965	1966	1967	1968	1968	1969	1968	1969
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 octobre	31 octobre	30 novembre	30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.493	10.491	10.583	10.466	5.693	5.587	4.959	5.974
Prêts au jour le jour	3.253	4.743	5.559	4.894	2.463	8.829	4.346	8.935
Banquiers	29.786	41.276	49.380	72.637	70.139	96.408	71.163	102.998
Maison-mère, succursales et filiales	3.203	9.235	10.353	13.100	14.579	20.122	11.730	18.001
Autres valeurs à recevoir à court terme	10.746	15.465	16.506	21.086	21.716	41.465	22.081	42.375
Portefeuille-effets	91.587	106.751	118.984	119.034	125.997	141.710	128.034	148.223
a) Effets publics	34.175	39.162	41.099	37.717	42.802	48.488	43.100	51.431
b) Effets commerciaux 2	57.412	67.589	77.885	81.317	83.195	93.222	84.934	96.792
Reports et avances sur titres	1.348	1.245	1.516	1.644	1.613	1.427	1.708	1.468
Débiteurs par acceptations	26.938	28.785	29.484	32.044	29.635	32.506	32.544	31.417
Débiteurs divers	60.186	68.329	82.733	110.343	101.492	127.321	100.444	118.218
Portefeuille-titres	86.447	94.289	110.154	132.211	130.346	147.405	131.263	148.190
a) Valeurs de la réserve légale	705	789	833	907	904	*	904	*
b) Fonds publics belges	80.181	87.264	102.140	119.174	118.182	*	117.887	*
c) Fonds publics étrangers	1.354	1.896	2.384	6.129	5.774	*	6.020	*
d) Actions de banques	1.912	1.904	2.195	3.075	2.644	*	2.832	*
e) Autres titres	2.295	2.436	2.602	2.926	2.842	*	3.620	*
Divers	3.184	4.021	5.356	5.574	5.817	7.264	5.190	6.745
Total disponible et réalisable ...	327.171	384.630	440.608	523.033	509.490	630.044	513.462	632.544
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	68	56	114	102	136	145	139	155
Immeubles	2.714	3.021	3.300	3.652	3.480	3.961	3.508	3.991
Participations dans les filiales immobilières	260	258	283	449	449	313	450	311
Créances sur les filiales immobilières	89	115	77	85	87	162	87	165
Matériel et mobilier	375	457	455	465	473	525	486	539
Total de l'immobilisé ...	3.506	3.907	4.229	4.753	4.625	5.106	4.670	5.161
Total de l'actif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	514.115	635.150	518.132	637.705

1 La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paratitiques
(millions de francs)

1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	23.946	1968 31 octobre	27.132	1968 30 novembre	27.610
1966 31 décembre	17.328	1968 31 décembre	32.035	1969 31 octobre	29.078	1969 30 novembre	21.170

3 Nouvelle subdivision depuis le 31 mars 1969 :

	31-10-69	30-11-69		31-10-69	30-11-69
Valeurs mobilières :	140.016	140.728	Valeurs de la réserve légale	976	984
a) Fonds publics belges	131.355	132.095	Participations :	6.418	6.478
b) Autres titres d'emprunt	8.347	8.315	a) Filiales	2.189	2.232
c) Actions et parts de sociétés	307	312	b) Autres participations	4.224	4.246
d) Autres valeurs mobilières	7	6			

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

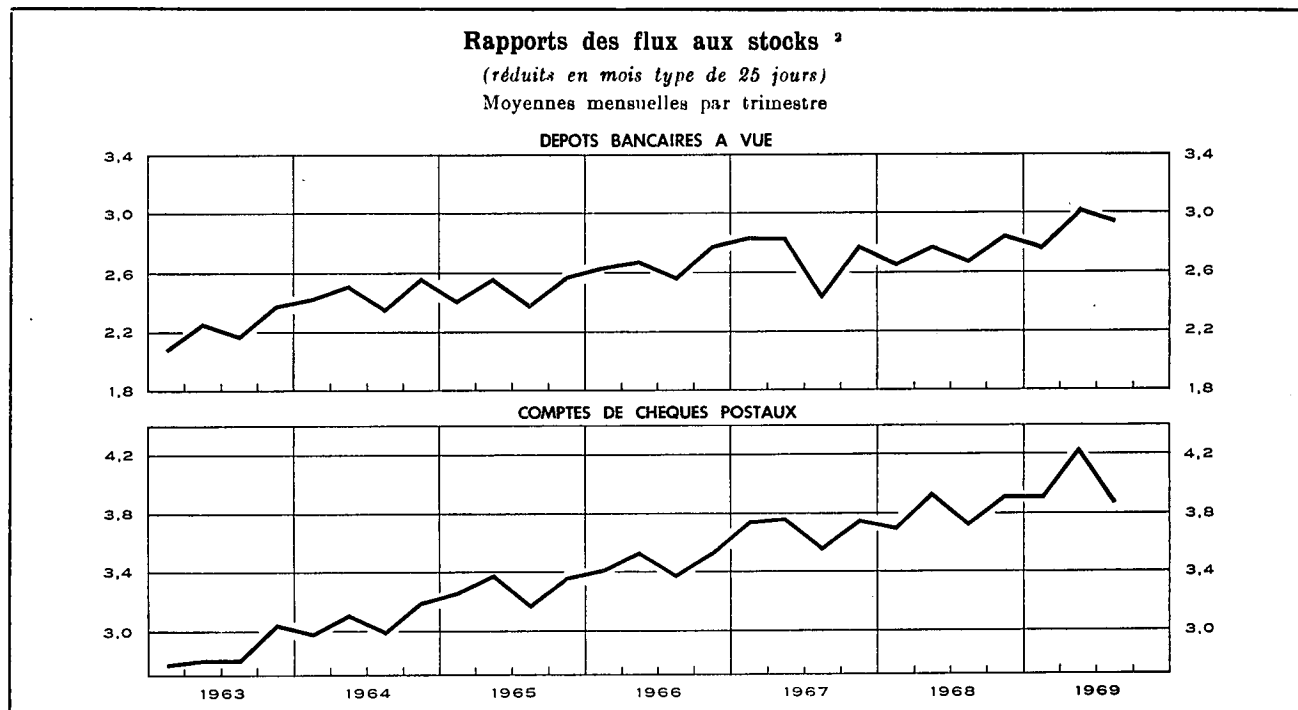
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 31 octobre	1969 31 octobre	1968 30 novembre	1969 30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	589	835	784	1.306	918	669	1.798	1.796
a) Créanciers garantis par des privilèges	431	494	493	490	243	399	277	357
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	158	341	291	816	675	270	1.521	1.439
Emprunts au jour le jour	3.433	3.365	5.733	8.739	14.511	6.850	8.639	6.747
a) Garantis par des sûretés réelles	815	666	1.354	2.449	3.984	1.781	2.063	518
b) Non garantis par des sûretés réelles	2.618	2.699	4.379	6.290	10.527	5.069	6.576	6.229
Banquiers	57.426	79.174	94.222	119.989	116.022	165.580	115.903	165.624
Maison-mère, succursales et filiales	6.062	10.297	9.963	9.919	7.627	11.775	9.157	11.670
Acceptations	26.937	28.786	29.486	32.044	29.639	32.508	32.544	31.422
Autres valeurs à payer à court terme	6.578	8.012	7.891	13.964	15.126	33.243	13.100	32.976
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.413	1.107	1.320	1.976	1.657	1.930	1.703	1.804
Dépôts et comptes courants	189.447	213.093	244.383	281.371	268.916	310.670	275.960	313.667
a) A vue	92.774	98.921	109.385	122.443	115.395	119.448	119.220	120.634
b) A un mois au plus	11.847	15.035	16.778	18.476	14.573	23.951	16.598	22.060
c) A plus d'un mois	38.487	46.034	50.820	56.319	58.284	80.794	58.684	85.098
d) A plus d'un an	1.106	1.364	4.364	7.355	6.622	5.975	6.777	6.052
e) A plus de deux ans	3.031	3.016	3.493	5.023	4.810	6.897	4.910	7.379
f) Carnets de dépôts	40.179	46.800	57.739	69.787	67.310	71.804	67.862	70.698
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.023	1.923	1.804	1.968	1.922	1.801	1.909	1.746
Obligations et bons de caisse	11.371	11.978	13.546	16.538	16.140	17.915	16.362	18.301
Montants à libérer sur titres et participations	977	955	941	1.145	1.124	1.139	1.124	1.141
Divers	8.030	10.350	13.108	13.298	17.388	18.596	14.985	18.106
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>312.263</i>	<i>367.952</i>	<i>421.377</i>	<i>500.289</i>	<i>489.068</i>	<i>600.875</i>	<i>491.275</i>	<i>603.254</i>
C. Exigible spécial :								
Obligations convertibles subordonnées	—	—	—	—	—	2.292	—	2.292
D. Non exigible :								
Capital	11.245	12.461	14.610	17.859	16.004	19.967	17.505	20.168
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.949	2.298	2.368	2.867	2.314	4.280	2.618	4.292
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	705	789	833	906	904	989	904	977
Réserve disponible	4.306	4.803	5.425	5.589	5.543	6.378	5.548	6.353
Provisions	209	234	224	276	282	369	282	369
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>18.414</i>	<i>20.585</i>	<i>23.460</i>	<i>27.497</i>	<i>25.047</i>	<i>31.983</i>	<i>26.857</i>	<i>32.159</i>
Total du passif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	514.115	635.150	518.132	637.705

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
4 ^e trimestre	256,7	179,1	435,8	2,89	2,85	3,92
1969 1 ^{er} trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92
2 ^e trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22
3 ^e trimestre	273,9	187,2	461,1	3,03	2,95	3,88
1968 Novembre	239,9	176,6	416,5	2,59	2,70	3,93
Décembre	287,6	183,1	470,7	3,12	3,12	3,83
1969 Janvier	260,4	191,9	452,3	2,98	2,86	3,98
Février	251,5	196,2	447,7	2,65	2,76	4,20
Mars	249,6	168,0	417,6	2,81	2,70	3,57
Avril	279,1	190,8	469,9	3,01	3,01	4,04
Mai	293,1	209,4	502,5	2,97	3,10	4,32
Juin	293,8	216,8	510,6	3,02	3,02	4,30
Juillet	290,9	205,0	495,9	3,18	3,06	4,12
Août	253,0	181,3	434,3	2,75	2,75	3,77
Septembre	277,8	175,4	453,2	3,17	3,05	3,75
Octobre	298,3	198,9	497,2	3,53	3,26	4,29
Novembre	289,3	203,4	492,7	2,97	3,23	4,43

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

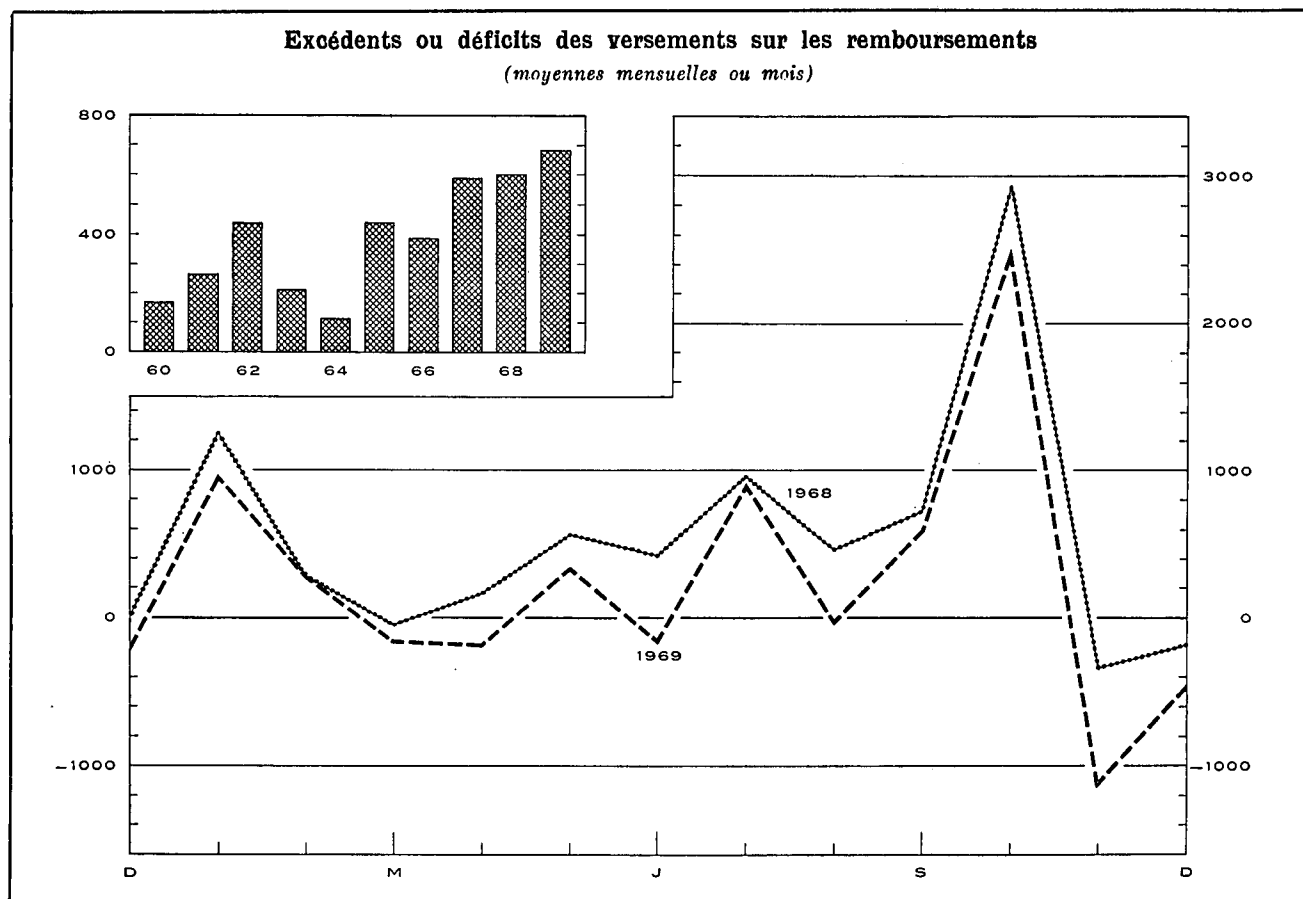
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la Banque Nationale de Belgique
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	589
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	600
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	389
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	320
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	302
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	1.961
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	2.190
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968 Janvier	5.815	2.296	...	...	2.023	6.694	...	...
Février	6.113	2.657	...	...	2.282	7.685	...	...
Mars	6.572	3.250	...	...	848	7.262	...	...
Avril	6.537	2.590	...	...	2.771	8.462	...	...
Mai	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	2.100
Juin	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	3.500
Juillet	7.330	3.660	...	...	2.200	9.365	...	438
Août	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	2.700
Septembre	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	2.922
Octobre	7.276	4.194	...	...	2.550	9.927	...	617
Novembre	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	1.264
Décembre	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période 2 (4)
1959	21.939	16.232	5.707	74.442
1960	21.840	19.786	2.054	78.887
1961	22.799	19.585	3.214	84.633
1962	25.995	20.717	5.278	92.654
1963	26.388	23.788	2.600	97.980
1964	28.229	26.757	1.472	102.395
1965	32.450	27.211	5.239	112.192
1966	37.449	32.817	4.632	120.322
1967	45.363	38.294	7.069	131.137
1968	50.955	43.751	7.204	142.297
1969	65.141	56.967	8.174	150.471

Périodes	1968		1969		Excédents ou déficits		1968		1969	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	4.558	5.166	3.305	4.202	1.253	964	132.389	143.261		
Février	3.732	4.008	3.439	3.714	293	294	132.682	143.555		
Mars	3.763	4.275	3.808	4.429	-45	-154	132.637	143.401		
Avril	3.917	4.368	3.761	4.535	156	-167	132.793	143.234		
Mai	4.342	4.919	3.779	4.574	563	345	133.356	143.579		
Juin	3.971	4.857	3.546	4.995	425	-138	133.781	143.441		
Juillet	4.733	5.644	3.777	4.737	956	907	134.737	144.348		
Août	3.682	4.197	3.210	4.204	472	-7	135.209	144.341		
Septembre	4.270	5.549	3.545	4.950	725	599	135.934	144.940		
Octobre	6.919	8.582	3.988	6.086	2.931	2.496	138.865	147.436		
Novembre	3.281	3.983	3.621	5.090	-340	-1.107	138.525	146.329		
Décembre	3.787	p 5.000	3.972	p 5.451	-185	p -451	142.297	p 150.471		

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1969, les intérêts capitalisés s'élèvent à (p) 4.593 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1963	1964	1965	1966 3	1967	1968
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ...	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...
Total des placements provisoires ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7
Obligations de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, profession- nel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5
Total des placements définitifs ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ...	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4
Dépôts pour timbres-retraite .....	...	...	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Comprendrent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9

¹ Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1
Fonds de réserve et de participation	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7

¹ Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements (milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dettes directes et indirectes de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Paras-tatiques de crédit	Paras-tatiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,3	0,6	...	...	5,8	...	0,1	12,8
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	7,1	0,6	...	...	6,6	...	0,1	14,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,9	0,8	...	...	7,7	...	0,1	17,5
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964 3	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967 4	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1968 Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
1968 Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2	9,4	57,8	0,9	68,1	17,7	3,5	0,1	11,7	2,9	1,1	0,2	37,2
1968 Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												
1968 Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4												
1968 Décembre	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969 Janvier	59,5	19,2	24,9	103,6												
1969 Février	60,4	19,4	25,3	105,1												
1969 Mars	60,9	19,6	25,6	106,1	8,8	60,9	0,5	70,2	18,3	3,5	0,1	12,9	3,5	1,1	0,2	39,6
1969 Avril	61,0	19,7	26,0	106,7												
1969 Mai	61,2	19,9	26,3	107,4												
1969 Juin	62,1	20,2	26,6	108,9	9,3	63,3	0,6	73,2	18,5	3,6	0,1	12,7	3,5	1,4	0,2	40,0
1969 Juillet	62,3	20,3	27,0	109,6												
1969 Août	63,2	20,4	27,4	111,0												
1969 Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	0,2	39,5
1969 Octobre	63,4	20,4	27,9	111,7												
1969 Novembre	63,2	20,5	28,6	112,3												

1 Non compris les actions et les participations.

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans (milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2
2° garantis par banques et organismes financiers	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2
PASSIF						
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3

1 Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires						Total		
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533	
1969	7.574	15.951	2.961	5.002	23.914	836	21.901	22.737	8.751	111.650	9.993	3.998	5.531	80.753	
1967 1 ^{er} trimestre	4.427	2.023	609	595	3.227	74	3.016	3.090	4.564	80.258	7.695	2.524	4.437	14.936	
2 ^e trimestre	4.564	2.662	447	459	3.568	89	2.982	3.071	5.061	82.498	7.719	2.392	4.255	10.478	
3 ^e trimestre	5.061	2.418	642	374	3.434	73	3.002	3.075	5.420	84.773	8.790	2.156	4.981	13.673	
4 ^e trimestre	5.420	3.043	659	599	4.301	114	3.804	3.918	5.803	87.089	8.925	2.526	4.373	14.854	
1968 1 ^{er} trimestre	5.803	2.449	681	696	3.826	97	3.617	3.714	5.915	88.988	9.880	3.031	3.858	17.245	
2 ^e trimestre	5.915	3.226	555	957	4.738	82	3.662	3.744	6.909	91.810	10.749	3.395	3.892	15.243	
3 ^e trimestre	6.909	3.408	745	718	4.871	118	3.961	4.079	7.701	95.004	11.036	3.383	4.462	14.698	
4 ^e trimestre	7.701	3.977	723	672	5.372	115	5.384	5.499	7.574	98.448	10.236	4.177	3.924	16.347	
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624	
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604	
Décembre	7.998	960	220	238	1.418	39	1.803	1.842	7.574	98.448	10.236	4.086	3.816	5.119	
1969 1 ^{er} trimestre	7.574	3.933	733	2.025	6.691	182	6.042	6.224	8.041	103.402	11.342	3.352	4.723	20.087	
2 ^e trimestre	8.041	4.424	530	1.025	5.979	198	5.028	5.226	8.794	105.415	10.138	3.649	5.928	15.388	
3 ^e trimestre	8.794	3.619	884	929	5.432	241	4.719	4.960	9.266	108.768	9.444	4.013	6.427	17.411	
4 ^e trimestre	9.266	3.975	814	1.023	5.812	215	6.112	6.327	8.751	111.650	9.993	4.978	5.046	27.867	
Octobre	9.266	1.378	383	392	2.153	118	2.026	2.144	9.275	109.200	10.631	3.636	6.270	6.231	
Novembre	9.275	1.180	211	256	1.647	53	1.843	1.896	9.026	110.598	10.904	4.476	4.913	5.538	
Décembre	9.026	1.417	220	375	2.012	44	2.243	2.287	8.751	111.650	9.993	6.821	3.954	16.098	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7
Prêts hypothécaires	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6
Prêts sur police	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0
Valeurs étrangères	1,9	2,0	2,2	2,2	3,0	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5
Titres des autres organismes parastataux	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
Obligations de sociétés belges	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
Actions de sociétés belges ...	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24
4 ^e trimestre .	5,62
1969 1 ^{er} trimestre .	5,32
2 ^e trimestre .	6,00
3 ^e trimestre .	6,33
4 ^e trimestre .	6,01

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1968*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I.*, de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
	<i>P</i>										
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.										
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	6,3	5,6	9,3	10,2	6,6	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7	16,9
Banques	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1
Caisse de vacances annuelles	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,8	1,2	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6
Mutualités	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,1	20,6	22,5	19,6	36,7	32,8
Doubles emplois ³ ...	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8	- 5,7
Total net ...	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,2	18,9	21,8	19,2	27,9	27,1
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4
Caisse de vacances annuelles	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	6,3	6,9
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7	0,5
Total ...	6,8	7,0	6,7	9,5	8,5	7,8	7,6	8,3	11,7	10,3	11,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,2	14,6
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6
Total ...	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,6	22,2
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9	- 1,4
Epargne nette totale ...	30,4	35,8	46,1	53,4	47,7	50,2	59,3	54,6	74,4	87,6	84,8
Amortissements sur habitations ...	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6
Epargne brute totale ...	36,9	42,9	53,7	61,0	55,5	58,3	68,1	64,2	85,0	99,4	97,4
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6
Amortissements	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4
Epargne brute ...	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4	0,3
Amortissements	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,1
Epargne brute ...	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,2	4,4
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	45,3	44,8	50,9	64,3	59,5	62,7	69,8	72,1	92,2	103,3	96,7
Epargne brute ...	81,4	83,3	90,5	105,0	103,8	108,7	120,0	126,5	153,2	166,6	165,8

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris C.G.E.R.)	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	13,2	13,3	6,3	2,4	3,9	17,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	22,4	58,9	15,6	9,0	6,6	65,5

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967 et 1968 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard et 1,7 milliard; « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal » 0,0 milliard, 1,6 milliard et 1,2 milliard ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,0; en 1968 : 10,9 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁶ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2 3	Rendement pour le porteur 3		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	Etat belge 1968-1974-1980	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	Etat belge 1968-1980	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	R.T.T. 1968-1982	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	Fonds des Routes 1968-1983	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86
						65.350				
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-1975-1982	6,50 — 6,75 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-1980	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-1977-1984	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-1981	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-1975-1981	7,00 — 7,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-1987	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Interc. Autor. E5 1969-1984 ⁵	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-1975	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-1975-1981 ⁶	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-1981	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-1980	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
						84.795				
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-1978	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-1980	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-1975-1981	8,00 — 8,25	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vic, évalué au cours d'émission.

3 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

4 Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

5 Emprunt à lots.

6 Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1^{er} au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libes des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)	
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968 Septembre	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5
1968 Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7
1968 Novembre	336,1	9,2	75,2	43,0	463,5	11,6	43,4	55,0	518,5	39,7	558,2	3,0	561,2
1968 Décembre	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969 Janvier	332,9	10,1	71,2	49,1	463,3	11,3	43,4	54,7	518,0	47,3	565,3	3,0	568,3
1969 Février	331,5	12,0	84,5	45,0	473,0	11,3	43,4	54,7	527,7	46,9	574,6	3,0	577,6
1969 Mars	337,8	12,0	81,9	47,9	479,6	11,1	43,3	54,4	534,0	46,8	580,8	2,9	583,7
1969 Avril	333,9	12,0	82,3	52,0	480,2	11,0	45,6	56,6	536,8	45,3	582,1	2,9	585,0
1969 Mai	332,7	11,8	83,5	47,3	475,3	11,9	45,8	57,7	533,0	53,4	586,4	2,9	589,3
1969 Juin	337,1	13,9	78,0	50,6	479,6	11,6	45,8	57,4	537,0	53,3	590,3	2,9	593,2
1969 Juillet	343,0	13,8	63,0	49,3	469,1	11,4	45,7	57,1	526,2	53,4	579,6	2,9	582,5
1969 Août	341,8	13,7	66,9	45,7	468,1	11,4	49,6	61,0	529,1	53,2	582,3	2,8	585,1
1969 Septembre	340,7	16,1	70,9	45,2	472,9	11,2	49,6	60,8	533,7	53,1	586,8	2,7	589,5
1969 Octobre	353,9	15,8	62,2	47,0	478,9	11,3	50,0	61,3	540,2	53,1	593,3	2,7	596,0
1969 Novembre	352,2	15,4	67,7	47,7	483,0	11,2	49,9	61,1	544,1	53,1	597,2	2,6	599,8
1969 Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Période	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 1	Dette reprise du Congo 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'en-cours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7	
				Certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunt 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale 6	Divers				Certificats de trésorerie souscrits avec le produit d'emprunts indirects
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
1962	+ 12,2	- 0,6	+ 11,6	+ 1,2	...	- 0,3	- 1,2	- 0,4	+ 12,3	...	
1963	+ 22,8	- 1,2	+ 21,6	- 0,3	...	- 0,4	...	- 1,0	+ 23,3	...	
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8	

1 Variations de la colonne (1) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (2) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (3) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des Chèques Postaux pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 8.

8 Réévaluation du D.M.

XVI · 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
Etat 2	250,8	268,0	277,1	298,0	322,7	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	66,4 ³	67,0 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³	364,4 ³	389,7 ³
Intermédiaires financiers non monétaires 4	120,3	132,6	144,9	165,3	191,0	25,1	27,0	29,3	31,5	34,5	145,4	159,6	174,2	196,8	225,5
Paraétatiques d'exploitation	28,6	27,9	30,1	33,0	38,0	6,9	8,7	10,8	11,4	11,8	35,5	36,6	40,9	44,4	49,8
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7
Secteur public non compris ailleurs	26,5	30,4	35,9	39,4	46,6	13,2	13,9	14,9	16,3	16,5	39,7	44,3	50,8	55,7	63,1
Total ...	426,2	458,9	488,0	535,7	598,3	122,6	129,0	136,9	143,5	145,5	548,8	587,9	624,9	679,2	743,8
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	11,4	11,5	11,4	11,1	0,8	—	—	—	—	10,9	11,4	11,5	11,4	11,1

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	229,3	245,3	264,9	294,2	318,8	5,7	6,3	7,5	9,3	10,5	235,0	251,6	272,4	303,5	329,3
Paraétatiques d'exploitation	3,8	3,8	3,8	3,8	4,4	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	4,0	4,0	4,0	4,2	4,9
Secteur public non compris ailleurs 6	1,9	2,1	2,9	3,0	3,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	2,0	2,2	3,0	3,1	3,2
Sécurité sociale 8	2,6	4,8	6,8	4,1	4,7	1,5	1,3	1,6	1,5	1,4	4,1	6,1	8,4	5,6	6,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	52,2	61,5	64,3	74,8	91,0	59,8 ³	61,4 ³	62,7 ³	64,7 ³	64,9 ³	112,0 ³	122,9 ³	127,0 ³	139,5 ³	155,9 ³
Fonds des Rentes	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1	—	—	—	—	—	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	47,0	50,0	51,1	54,2	61,4	20,0	21,1	22,6	23,6	25,8	67,0	71,1	73,7	77,8	87,2
Organismes d'assurance-vie et d'accidents du travail, fonds de pension 8	73,6	76,0	78,5	86,9	90,2	34,7	37,9	40,5	43,0	41,0	108,3	113,9	119,0	129,9	131,2
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,9	10,0	10,2	9,7	17,7	0,6	0,7	1,7	0,9	1,2	10,5	10,7	11,9	10,6	18,9
Total ...	426,2	458,9	488,0	535,7	598,3	122,6	129,0	136,9	143,5	145,5	548,8	587,9	624,9	679,2	743,8

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 18,8 milliards à partir de 1964.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; années 1965, 1966, 1967 et 1968 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

8 Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs, s'élevant à 8,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

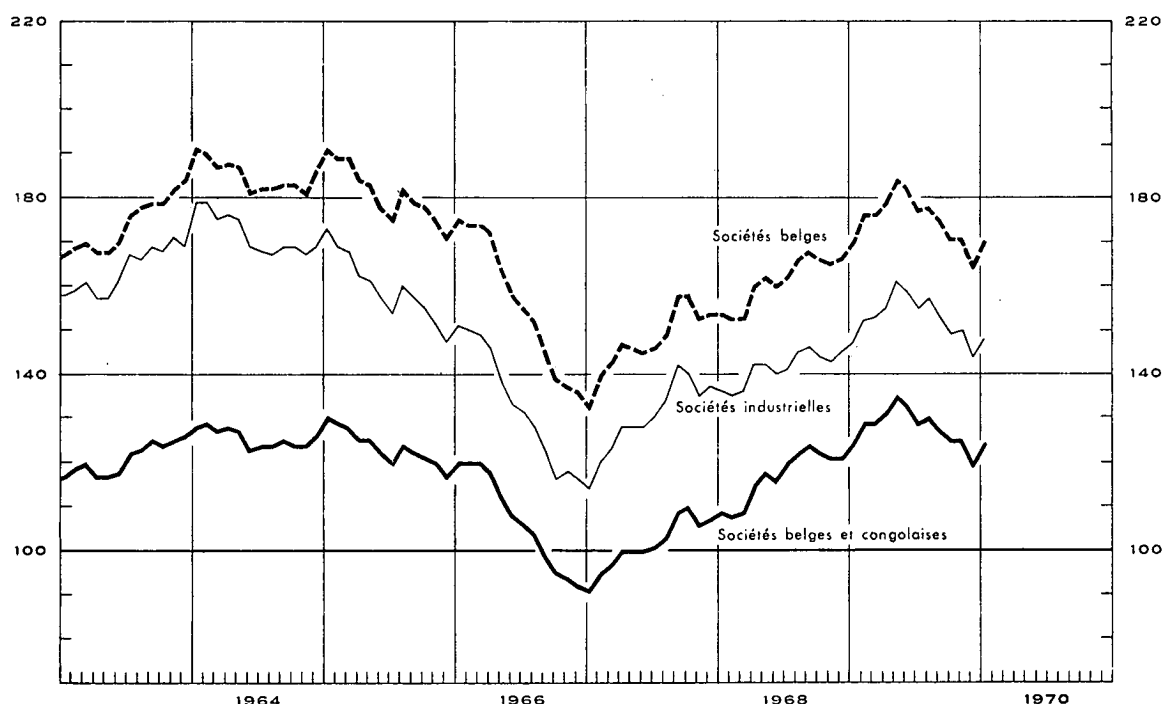
Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XLI^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indices des cours des actions au comptant

(Base 1953 = 100)



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5						
		Au comptant				A terme	Valeurs belges							
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Ensemble	Sociétés industrielles		Sociétés industrielles				
			Ensemble	Sociétés industrielles		en %								
(Base 1953 = 100) 2 4											en %			
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2							
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4							
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4							
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3							
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0							
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5							
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2							
1967 Moyenne mensuelle ...	81	102	148	130	105	4,2	4,0							
1968 Moyenne mensuelle ...	134	117	161	141	137	3,8 ⁶	3,8 ⁶							
1969 Moyenne mensuelle ...	149	128	175	153	163	3,7	3,4							
		1968	1969	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	
Janvier	119	160	124	124	170	170	147	148	155	158	3,6	4,0	3,5	3,7
Février	95	163	129		176		152		162		3,6		3,5	
Mars	144	161	129		176		153		163		3,6		3,4	
Avril	123	187	131		179		155		171		3,5		3,2	
Mai	161	226	135		184		161		178		3,5		3,2	
Juin	143	190	133		182		159		175		3,7		3,4	
Juillet	156	122	129		177		155		167		3,8		3,4	
Août	128	134	130		178		157		167		3,6		3,3	
Septembre	144	116	127		175		153		162		3,7		3,5	
Octobre	129	111	125		171		149		159		3,8		3,6	
Novembre	134	109	125		171		150		158		3,9		3,7	
Décembre	133	111	120		165		144		151		4,0		3,7	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555
1968	50	10.383	8.147	2.128	13,2	1.142	n.d.	n.d.	556

Sociétés financières et immobilières ⁵

1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.602	1.206
1968	1.891	48.070	27.338	4.914	524	2.868	n.d.	n.d.	1.155

Industrie des fabrications métalliques

1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.352	147
1968	1.361	24.836	21.259	3.960	1.334	1.506	n.d.	n.d.	153

Métallurgie du fer

1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410
1968	90	26.196	19.258	576	117	250	n.d.	n.d.	347

Industrie textile

1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	281	20
1968	957	13.184	11.951	1.069	717	291	n.d.	n.d.	18

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la E.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés reconseées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	845	58
1968	716	14.725	10.225	2.453	372	929	n.d.	n.d.	57
Industrie chimique									
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	458	36
1968	627	35.128	25.847	4.092	947	2.216	n.d.	n.d.	31
Electricité									
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866
1968	17	27.953	5.775	2.597	...	2.308	n.d.	n.d.	937
Industrie du charbon									
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	85	18
1968	26	4.908	1.690	94	512	55	n.d.	n.d.	2
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴									
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.706	3.683
1968	15.088	280.531	183.720	33.234	7.963	15.976	n.d.	n.d.	3.655

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112
1968	265	40.257	28.708	4.467	614	2.702	n.d.	n.d.	119

C. — Total général des sociétés par actions ⁴

1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.545	3.795
1968	15.353	320.788	212.428	37.701	8.577	18.678	n.d.	n.d.	3.774

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1901 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ ⁵

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5
1968 Janvier	128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois	4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois	7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois	9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois	10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois	10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois	11.208	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8
11 premiers mois	11.500	221,9	138,0	24,1	5,7	11,6	3,2
12 mois	11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7
12 mois (avec supplément) ⁶	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1
1968 Janvier	1	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
5 premiers mois	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
6 premiers mois	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
7 premiers mois	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
8 premiers mois	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
10 premiers mois	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1
11 premiers mois	219	24,3	14,3	2,0	0,5	1,7	0,1
12 mois	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1

C. — Total général ⁴

1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6
1968 Janvier	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
4 premiers mois	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
5 premiers mois	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
6 premiers mois	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
7 premiers mois	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
8 premiers mois	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
10 premiers mois	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9
11 premiers mois	11.719	246,2	152,3	26,1	6,2	13,3	3,3
12 mois	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8
12 mois (avec supplément) ⁶	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 375	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	p 14.053	3.081	2.743	338	3.712	4.050	p 18.103	24.009
1968	51.461	n.d.	p 1.448	p 2.453	p -1.005	p 4.347	p 3.842	n.d.	p 34.774

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	p 21	86	57	29	...	29	p 50	44
1968	1.567	n.d.	p 2.000	p 51	p 1.949	...	p 1.949	n.d.	p 1.949

Total général

1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	p 14.074	3.167	2.800	367	3.712	4.079	p 18.153	24.053
1968	53.028	n.d.	p 3.448	p 2.504	p 944	p 4.347	p 5.291	n.d.	p 36.723

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunte de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 3).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1966 9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	63	1.135	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10 099	3.081	13.180	86	15	86	101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918	...	...	...
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois	51.461	17.671	p 1.448	p19.119	1.567	...	p 2.000	p 2.000
1969 3 premiers mois ...	3.865	2.259	525	2.784	5	...	500	500
1968 Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	2.403	404	400	804	900	...	...	...
Avril	3.355	677	...	677	...	...	...	...
Mai	6.814	1.990	150	2.140	525	...	...	...
Juin	17.634	1.116	...	1.116	124	...	2.000	2.000
Juillet	1.685	1.587	...	1.587	...	...	...	...
Août	671	233	15	248	...	...	...	...
Septembre	1.144	273	...	273	...	...	...	...
Octobre	780	284	400	684	...	...	...	...
Novembre	6.355	6.533	...	6.533	...	...	...	...
Décembre	6.282	2.315	30	2.345	...	...	...	...
1969 Janvier	1.230	849	400	1.249	2	...	...	...
Février	1.322	610	...	610	1	...	500	500
Mars	1.313	800	125	925	2	...	...	...
Avril	3.777	1.083	1.000	2.083	3	...	...	...
Mai	1.552	756	700	1.456	644	...	...	...
Juin	p 5.274	2.509	...	2.509	...	...	...	...
Juillet	p 1.971	1.279	...	1.279	...	...	...	...
Août	p 900	400	325	725	...	...	...	...
Septembre	p 2.401	552	...	552	...	...	...	...
Octobre	p 4.148	570	650	1.220	...	...	...	...
Novembre	p 3.458	891	...	891	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-196⁰ (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank.

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total ²	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963 Juin	85,6	1,2	86,8	58,9	32,5	68,4	(e)31,4	191,2	278,0
Septembre	88,7	1,0	89,7	61,2	33,3	69,2	(e)32,4	196,1	285,8
Décembre	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964 Mars	99,5	1,8	101,3	67,5	34,3	72,4	34,8	209,0	310,3
Juin	102,9	1,4	104,3	70,7	35,2	74,6	36,4	216,9	321,2
Septembre	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5
Décembre	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 Mars	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8
Juin	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7
Septembre	115,0	1,5	116,5	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,1
Décembre	122,7	1,8	124,5	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,0
1966 Mars	125,1	1,7	126,8	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,8
Juin	129,4	1,4	130,8	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,2
Septembre	134,3	1,2	135,5	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,1
Décembre ³	142,6	1,9	144,5	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,4
1967 Mars	147,5	1,8	149,3	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,5
Juin	154,4	1,4	155,8	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	456,9
Septembre ³	157,6	1,2	158,8	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,0
Décembre ³	168,3	2,2	170,5	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,0
1968 Mars ³	172,8	2,2	175,0	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	502,9
Juin ³	179,8	1,4	181,2	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,2
Septembre	181,2	1,1	182,3	128,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,4
Décembre	194,1	1,9	196,0	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,6
1969 Mars	201,4	2,4	203,8	134,6	49,6	110,3	68,8	363,3	567,1
Juin	208,9	1,7	210,6	139,8	50,7	113,0	71,7	375,2	585,8
Septembre	205,1	1,3	206,4	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,3

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. 4.

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes 2 (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes 3 (7)		
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.448	2.974	2.346	19	3.089	1.103	6.557	...
1969	3.829	59	3.351	1.280	1.841	3.455	663	7.239	...
1968 2 ^e trimestre	2.206	1.543	2.952	2.358	27	3.236	1.080	6.701	...
3 ^e trimestre	1.921	1.568	2.681	2.524	6	2.295	1.346	6.171	...
4 ^e trimestre	1.791	1.110	3.033	2.424	43	2.211	1.256	5.934	...
1969 1 ^{er} trimestre	3.544	195	3.498	2.190	315	3.527	1.205	7.237	...
2 ^e trimestre	3.280	...	3.077	1.185	1.401	3.298	473	6.357	...
3 ^e trimestre	3.336	14	3.068	919	3.112	1.786	601	6.418	...
4 ^e trimestre	5.143	30	3.761	844	2.500	5.210	380	8.934	...
1968 Mai	1.798	1.393	3.425	2.604	79	3.066	867	6.616	...
Juin	2.389	1.245	2.994	2.056	1	3.365	1.206	6.628	...
Juillet	1.702	2.215	2.342	2.819	...	1.670	1.770	6.259	...
Août	1.622	1.545	2.918	2.348	...	2.649	1.088	6.085	...
Septembre	2.456	923	2.790	2.399	18	2.576	1.176	6.169	...
Octobre	1.186	1.940	2.523	2.511	...	1.780	1.358	5.649	...
Novembre	1.732	1.070	3.237	2.660	11	2.174	1.194	6.039	...
Décembre	2.452	320	3.344	2.108	117	2.679	1.213	6.117	...
1969 Janvier	1.584	495	3.354	2.432	151	2.111	739	5.433	...
Février	4.497	81	3.478	2.330	167	4.776	783	8.056	...
Mars	4.644	...	3.657	1.820	613	3.817	2.051	8.301	...
Avril	3.033	...	3.696	1.085	992	3.630	1.022	6.729	...
Mai	3.235	...	3.016	1.399	1.718	2.911	223	6.251	...
Juin	3.573	...	2.522	1.064	1.484	3.365	182	6.095	...
Juillet	2.142	27	2.783	1.130	898	1.749	1.175	4.952	...
Août	2.349	15	3.611	1.051	2.923	1.795	206	5.975	...
Septembre	5.592	...	2.800	564	5.595	1.818	415	8.392	...
Octobre	6.697	...	4.352	524	4.680	5.561	284	11.049	...
Novembre	3.985	2	3.439	970	2.413	3.573	470	7.426	...
Décembre	4.711	90	3.481	1.042	404	6.448	388	8.282	...
1970 Janvier	5.382	168	3.669	908	74	7.828	409	9.219	...

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'Institut de Réécompte et de Garantie et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cette colonne comprend notamment la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969) et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

3 Cette colonne comprend notamment l'Office National du Ducroire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1968	86,6	1,7	21,2	10,8	120,3
1964 3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7
4 ^e trimestre	87,3	1,2	21,4	16,0	125,9
1969 1 ^{er} trimestre	84,6	1,6	21,6	22,7	130,5
2 ^e trimestre	88,1	1,9	20,0	27,1	137,1
3 ^e trimestre	88,9	1,1	18,5	32,8	141,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1968 2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 ^{er} trimestre	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 ^e trimestre	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
3 ^e trimestre	39	2	207	1.998	601	2.000	808	1.160	177	3.160	985
4 ^e trimestre	39	2	311	2.209	607	2.211	918	1.347	197	3.558	1.115
1968 Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924
1969 Janvier	39	3	168	1.939	623	1.942	791	1.009	173	2.951	964
Février	39	2	267	1.745	535	1.747	802	942	163	2.689	965
Mars	39	3	267	1.878	519	1.881	786	1.043	161	2.924	947
Avril	39	2	182	1.987	517	1.989	699	1.144	162	3.133	861
Mai	39	2	179	1.856	582	1.858	761	1.080	162	2.938	923
Juin	39	2	182	2.033	613	2.035	795	1.189	191	3.224	986
Juillet	39	2	158	2.101	600	2.103	758	1.225	185	3.328	943
Août	39	2	173	1.774	602	1.776	775	1.028	153	2.804	928
Septembre	39	2	291	2.119	601	2.121	892	1.227	192	3.348	1.084
Octobre	39	3	414	2.305	665	2.308	1.079	1.373	213	3.681	1.292
Novembre	39	2	213	1.943	545	1.945	758	1.169	165	3.114	923
Décembre	39	2	305	2.380	611	2.382	916	1.498	213	3.880	1.129

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours ¹	autres effets publics ²	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque						
1962 22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—	
6 décembre ..	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—	
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50	
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25	
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50	
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50	
18 décembre ..	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—	
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—	
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
14 septembre ..	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—	
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50	
19 décembre ..	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
1969 1 janvier ...	4,50	4,50	pays de la C.E.E.	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
			autres pays									
6 février	4,50	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,75	6,—	6,25
6 mars	5,—	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	7,—	7,—	—	6,50	6,75	7,—
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,—	6,25	6,75	7,50	7,50	—	7,—	7,25	7,50
29 mai	6,—	6,—	6,—	5,50	6,75	7,25	8,—	8,—	—	7,50	7,75	8,—
31 juillet	7,—			9,—				—	8,50	8,75	9,—	
18 septembre	7,50			9,50				—	9,—	9,25	9,50	

* Quantité de l'avance au 31 janvier 1970

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ¹ ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

¹ Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

² Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1963	2,31										
1964	3,35										
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968	2,84	1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	5,40	1969 Janv. .	4,40	4,90	5,40	5,60	5,44	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1969 Janvier	3,90	Févr. ..	4,70	5,20	5,70	5,90	5,80	1969 11 mars	6,10	*	*
Février	3,16	Mars .	5,50	5,75	6,00	6,20	6,14	8 avril	6,35	*	6,35
Mars	3,47	Avril .	5,50	5,80	6,10	6,30	6,27	13 mai	6,50	6,70	6,70
Avril	3,75	Mai ...	5,55	5,90	6,25	6,45	6,35	10 juin	6,65	*	*
Mai	4,25	Juin ..	5,85	6,20	6,55	6,80	6,63	8 juill.	7,00	*	7,10
Juin	4,28	Juillet .	6,50	7,00	7,50	7,75	7,47	12 août	8,00	*	*
Juillet	6,39	Août ..	6,75	7,25	7,75	8,00	7,85	9 sept.	8,30	*	8,30
Août	7,10	Sept. .	7,50	8,00	8,50	8,75	8,21	14 oct.	8,80	*	8,80
Septembre	7,48	Oct. ...	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	13 nov.	8,80	8,80	8,80
Octobre	6,66	Nov. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	9 déc.	8,80	8,80	8,80
Novembre	6,89	Déc. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	1970 13 jan.	8,75	8,75	8,75
Décembre	6,07	1970 Janv. .	7,50	8,00	8,50	8,70	8,72	10 fév.	8,70	*	8,70
1970 Janvier	5,75										

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	8 mois	0 mois
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA Caisse Générale d'Épargne et de Retraite**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 16 avril	3,00	0,75	2,00	0,60
10 juin	3,00	1,00	2,00	1,00
1970 1 ^{er} janvier	3,50	1,00	2,50	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 500.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dette unifiée (rendement ou égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré ²
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
		3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %		6,25 à 6,75 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %	
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1968 Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63
Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67
1969 Janvier	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
Février	4,06	5,87	5,45	5,64	5,81	5,74	6,65	6,63	6,71	6,75	6,74
Mars	4,06	5,94	5,56	5,66	5,86	5,80	6,69	6,72	6,76	6,79	6,79
Avril	4,06	6,01	5,58	5,68	5,91	5,86	6,68	6,71	6,84	6,84	6,85
Mai	4,06	6,44	5,85	5,90	6,04	6,15	6,83	6,78	7,06	7,07	7,06
Juin	4,07	6,49	6,03	5,94	6,18	6,24	6,73	6,92	7,19	7,21	7,18
Juillet	4,07	6,50	6,13	5,95	6,16	6,26	6,72	6,99	7,16	7,38	7,23
Août	4,07	6,55	6,23	5,96	6,16	6,29	6,68	6,82	7,22	7,41	7,26
Septembre	4,07	6,58	6,28	6,00	6,28	6,35	6,76	6,80	7,37	7,55	7,41
Octobre	4,08	7,17	6,79	6,44	6,54	6,81	7,02	7,21	7,86	8,25	7,98
Novembre	4,09	7,25	6,94	6,45	6,71	6,91	7,16	8,05	7,82	8,26	7,97
Décembre	4,09	7,12	6,75	6,25	6,66	6,79	7,43	7,94	7,73	8,21	7,91
1970 Janvier	4,09	7,09	6,75	6,19	6,68	6,78	7,37	7,96	7,80	8,20	7,93
Février	4,09	6,99	6,76	6,09	6,65	6,69	7,29	7,69	7,82	8,18	7,91

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vis, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels. — ² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1950.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSIONS ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—
1960 Août			12	3,—			27	5,50								
Octobre ..	11	4,—			6	3,50										
Novembre ..							8	5,—								
Décembre ..																
1961 Janvier	20	3,50														
Mai	5	3,—					25	7,—								
Juillet							5	6,50								
Octobre ..							2	6,—								
Novembre ..																
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—			25	4,—		26	6,—	
Avril							26	4,50					10	5,50		
Juin													12	5,—		
Septembre ..													13	4,—		
Octobre ..																
Novembre ..																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50		6	3,50	
Mai														11	4,—	
Juillet			17	3,50												
Août																
Novembre ..					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				3
Juin																
Juillet																
Novembre ..			24	4,—			23	7,—					23	4,25		2,50
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50										6	4,75	
1966 Mars														14	5,25	
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—								6
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50						30	5,—	
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50		7	4,50	
Avril	14	3,50	7	4,—												
Mai	12	3,—					4	5,50								10
Juillet																
Septembre ..							19	6,—						28	5,—	
Octobre ..							9	6,50								
Novembre ..																
Novembre ..			20	4,50			18	8,—						20	6,—	
1968 Janvier ...														22	7,—	
Mars			22	5,—			21	7,50						15	7,50	
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—								2	7,—	
Juillet														29	6,50	
Août			30	5,25												
Septembre ..							19	7,—						3	6,—	
Novembre ..					13	6,—										
Décembre ..			18	5,50										20	5,—	18
1969 Février ...																
Mars														3	7,—	
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50				
Juin	20	5,—			13	7,—								11	7,50	
Juillet									1	5,— ³				16	8,—	
Août									14	5,50 ⁴						
Septembre ..	11	6,—									4	6,00				15
Octobre ..					8	8,—										3,75

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

3 Le taux de 3,5 % qui était en vigueur du 7 juin 1958 au 30 juin 1969 pour toutes les opérations, est maintenu pour les établissements de crédit qui auront fait recours au réescompte pour un montant inférieur aux cinq pour cent de leurs réserves bancaires obligatoires, pendant le semestre de calendrier précédant celui de l'opération. A partir du 1er juillet 1969, le taux d'escompte s'appliquant aux établissements de crédit qui auront dépassé cette limite est majoré de 1,50 pour cent.

4 A partir du 14 août 1969 la majoration de 1,50 pour cent s'applique à un taux d'escompte de base de 4 % au lieu de 3,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des</i> <i>céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	}	4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics ...	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1968 5 décembre	1969 4 décembre	1969 9 janvier	1970 8 janvier
ACTIF							
Encaisse or	4.322	4.322	4.862	4.322	4.322	4.322	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	15.238	15.388	14.072	16.328	15.246
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	1.216	1.368	1.224	1.368	1.246	1.368
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i>	4.423	1.216	1.368	1.216	1.368	1.216	1.368
<i>Autres opérations</i>	260	...	...	8	...	30	...
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.341	1.290	1.191	1.244	1.290
Monnaies divisionnaires	7	32	44	25	45	30	47
Comptes courants postaux	1.194	1.514	252	1.450	303	1.696	331
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	2.899	3.745	3.452	3.855	3.452
Portefeuille d'escompte	25.185	36.468	37.546	38.009	38.834	39.677	42.571
Mobilisation de créances sur la France							
Effets représentatifs de crédits à court terme :							
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	839	901	2.191	1.428	2.126	3.358
<i>Effets garantis par l'Office des céréa-</i> <i>les</i> ⁴	1.859	2.930	2.907	2.026	2.832	3.001	2.963
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	10.643	8.278	11.074	8.909	10.999	8.675
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :							
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	4.751	4.707	6.031	4.222	5.226	5.448
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	4.335	6.632	3.859	6.434	5.011	6.924
Mobilisation de créances sur l'étranger							
<i>Effets représentatifs de crédits à</i> <i>court terme</i>	4.722	7.760	7.310	7.878	8.409	8.144	8.435
<i>Effets de mobilisation de créances à</i> <i>moyen terme</i>	4.283	5.210	6.811	4.950	6.600	5.170	6.768
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.443	12.251	22.499	12.008	19.589	8.169	17.969
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	130	146	126	142	133
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	2.806	1.297	3.380	1.137	1.218
Divers	1.815	5.432	2.082	6.171	1.304	4.965	1.845
Total ...	78.186	91.216	96.517	90.525	93.436	88.261	95.782

PASSIF

Engagements à vue :							
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.398	70.473	70.638	71.847	72.374
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	7.447	5.233	6.130	5.468
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	12.133	5.305	13.457	4.300	10.699
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	1	...	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	246	3.405	9.727	3.835	9.926	2.817	8.777
<i>Autres comptes courants et de dépôts</i> <i>de fonds; dispositions et autres</i> <i>engagements à vue</i>	1.515	1.668	2.405	1.469	3.531	1.482	1.921
Plus-value de réévaluation 1966 ⁶	—	—	2.351	—	—	—	2.351
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.123	7.050	3.858	5.734	4.640
Total ...	78.186	91.216	96.517	90.525	93.436	88.261	95.782

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1986, décret du 29 juillet 1989 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

⁶ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1969 February 28	1968 December 4	1969 December 10	1969 January 8	1970 January 7
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	---------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.788	2.888	3.038	3.188	3.238	3.364	3.288	3.361
Other Securities	1	1	1	1	1	25	1	28
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.800	2.900	3.050	3.200	3.250	3.400	3.300	3.400
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.250	3.400	3.300	3.400

Notes Issued :								
In Circulation	2.784	2.869	3.016	3.140	3.209	3.370	3.236	3.360
In Banking Department	16	31	34	60	41	30	64	40
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.250	3.400	3.300	3.400

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	380	458	526	486	546	461	487	479
Other Securities :								
Discounts and Advances	70	93	88	70	73	70	69	33
Securities	28	27	31	89	35	50	51	54
Notes	16	31	34	60	41	30	64	41
Coin	1	1	1	1	1	2	1	2
Total ...	495	610	680	706	696	613	672	609

Capital	15	15	15	14	15	15	15	14
Rest	4	4	4	4	3	3	3	4
Public Deposits	13	12	13	12	10	12	12	11
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	97	201	218	231	224	224	227	226
Other Deposits :								
Bankers	272	268	302	301	307	221	274	212
Other Accounts	94	110	128	144	137	138	141	142
Total ...	495	610	680	706	696	613	672	609

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1968 December 4	1969 December 10	1969 January 8	1970 January 7
ASSETS								
Gold certificate account	13.436	12.674	11.481	10.026	10.026	10.036	10.025	10.036
Special Drawing Rights certificate account	—	—	—	—	—	—	—	...
Cash	129	298	360	207	242	115	203	111
Discounts and advances	137	173	141	188	121	666	180	164
Acceptances :								
Bought outright	75	69	75	58	60	58	57	64
Held under repurchase agreement	112	124	89	...	...	...	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	34	38	...	...	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	9.100	11.803	15.975	18.756	18.465	22.265	18.541	21.803
Certificates .....	...	4.351	...	...	...	...	...	...
Notes	24.828	21.302	26.918	28.706	28.706	31.392	28.706	31.392
Bonds	6.550	6.199	6.087	5.475	5.475	3.496	5.475	3.946
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	52.646	57.153	52.722	56.691
Held under repurchase agreement	290	627	132	...	...	...	...	...
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	52.646	57.153	52.722	56.691
Total loans and securities	41.092	44.682	49.455	53.183	52.827	57.877	52.959	56.919
Cash items in process of collection	6.915	7.879	8.465	9.417	9.215	9.379	9.659	11.368
Bank premises	103	107	112	113	114	114	112	116
Other assets	977	1.418	2.153	2.894	2.808	1.968	2.791	2.588
Total assets ...	62.652	67.058	72.026	75.840	75.232	79.489	75.749	81.138
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	37.074	39.339	41.642	44.726	44.155	47.157	44.166	46.985
Deposits :								
Member bank reserves	18.447	19.794	20.999	21.773	21.148	21.581	21.722	22.767
U.S. Treasurer - general account	668	416	1.123	703	649	1.116	762	1.057
Foreign	150	174	135	216	225	104	216	229
Other	355	588	663	747	446	416	469	503
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	22.468	23.217	23.169	24.556
Deferred availability cash items	4.667	5.369	5.972	6.020	6.703	6.799	6.695	7.619
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	412	610	399	568
Total liabilities ...	61.550	65.918	70.830	74.580	73.738	77.783	74.429	79.728
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	551	570	598	630	625	667	628	673
Surplus	551	570	598	630	598	630	630	669
Other capital accounts .....	...	...	...	...	271	409	62	68
Total liabilities and capital accounts ...	62.652	67.058	72.026	75.840	75.232	79.489	75.749	81.138
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	144	191	156	109	113	145	111	145

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1968 31 december	1968 9 december	1969 8 december	1969 6 januari	1970 5 januari
ACTIVA								
Goud	6.327	6.234	6.166	6.115	6.115	6.164	6.115	6.198
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.096	1.119	2.023	984	868	1.813	920	1.343
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	44	53	50	19	258	4	24	10
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	7	78	203	211	118	417	171	262
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	704	1.139	895	1.613	1.391	1.076	1.613	1.033
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	157	234	283	418	342	758	368	607
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	30	22	20	28	27	21	28	29
Belegging van kapitaal en reserves	164	162	183	226	229	264	223	264
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	15	20	24	21	13	7	18	332
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.361	10.524	9.480	10.078

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	7.682	8.245	8.558	8.703	8.330	8.898	8.514	9.113
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	525	437	873	472	598	1.062	523	141
<i>'s Rijks schatkist</i>	394	326	775	394	531	717	473	8
<i>Banken in Nederland</i>	91	76	43	31	8	301	17	85
<i>Andere ingezetenen</i>	40	35	55	47	59	44	33	48
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	64	56	57	61	58	134	52	62
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	57	50	48	42	53	123	45	49
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	7	6	9	19	5	11	7	13
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	13	13	7	7	6	13	8
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	163	171	209	244	209	244	209	244
Diverse rekeningen	77	119	117	128	139	160	149	490
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.361	10.524	9.480	10.078
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	71	72	34	24	24	18	23	18

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1968 dicembre	1968 ottobre	1969 ottobre	1968 novembre	1969 novembre
Oro in cassa	1.502	1.509	1.500	1.827	1.740	1.846	1.779	1.847
Cassa ¹	24	35	44	37	33	37	35	27
Portafoglio ²	720	939	1.243	1.333	902	1.199	904	1.254
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	311	664	1.209	1.337	1.052	1.356	892	1.099
Prorogati pagamenti	93	95	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	1.982	2.129	2.474	2.086	2.286	1.558	2.165	1.599
Disponibilita in divisa all'estero .....	...	—	—	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	405	619	747	1.035	639	1.988	640	2.150
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	211	241	365	531	403	891	436	684
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	377	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	913	537	166	287	252	...	539	...
Servizi diversi per conto dello Stato	33	59	61	91	65	119	65	121
Spese	102	133	157	179	110	122	114	125
Totale attivo ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.821	9.455	7.908	9.245
Circolazione dei biglietti ⁵	4.283	4.595	5.126	5.390	4.695	5.219	4.742	5.331
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	41	62	52	110	34	27	46	41
Conti correnti liberi	157	172	256	186	39	65	46	40
Conti correnti vincolati	1.738	1.933	2.162	2.425	2.372	2.717	2.362	2.711
Creditori diversi	340	391	537	775	555	1.125	582	920
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	162	...	59
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	7	8	9	9	9	10	9	10
Fondo di riserva straordinario	4	5	6	7	6	7	6	7
Rendite	103	133	157	180	111	123	115	126
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.821	9.455	7.908	9.245
Depositanti di titoli e valori	4.991	6.338	7.340	8.089	7.128	9.294	7.126	9.538
¹ Comprese monete di Stato	1	22	24	14	15	13	16	13
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	387	414	441	506	466	544	501	545
— istituti speciali	293	314	335	324	351	344	320	345
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	308	661	1.208	1.332	1.047	1.337	887	1.075
— privati	1	1	1	6	4	19	5	24
⁴ Compresi BOT	107	108	153	80	86	374	83	374
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	1	2	2	1	n.d.	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	22	27	28	20	15	25	21	26

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1966 31. Dezember	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1968 6. Dezember	1969 5. Dezember	1969 7. Januar	1970 7. Januar
AKTIVA								
Gold	16.905	16.647	17.881	14.700	17.891	16.577	17.880	14.697
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	9.775	10.353	11.503	5.693	15.204	4.775	8.657	5.392
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	1.000	3.715	4.200	3.200	4.200	3.715	4.200
Sonderziehungsrechte	—	—	—	—	—	—	—	738
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.084	1.953	3.134	3.445	3.166	3.086	3.143	3.561
Deutsche Scheidemünzen	166	200	191	138	198	135	207	146
Postcheckguthaben	425	418	470	451	207	286	345	363
Inlandswechsel	5.031	2.922	2.139	11.425	2.154	10.624	2.239	13.266
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	711	...	5	578	...	2.118	...	577
Lombardforderungen	938	950	875	2.797	84	5.077	179	3.717
Kassenkredite	1.164	2.220	1.344	1.974	103	40	1.172	1.270
Wertpapiere	1.095	2.317	1.688	1.031	1.825	1.028	1.667	1.034
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	7.804	6.438	6.148	6.653	6.319	6.310	6.108	6.637
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.741	3.639	4.053	1.173	4.178	1.172	4.043	1.173
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.462	1.534	783	722	1.286	722	768	722
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.256	2.448	3.969	1.699	3.969	3.712	3.969	1.699
<i>darunter : a) an I.W.F.</i>	1.390	670	2.082	...	2.082	2.013	2.082	...
<i>b) an Weltbank</i>	1.446	1.447	1.644	1.544	1.644	1.544	1.644	1.544
<i>c) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	420	331	243	155	243	155	243	155
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Gold- und Devisenpositionen	—	—	—	...	—	4.277	—	—
Sonstige Aktiva	357	830	813	2.017	489	669	411	711
	54.914	53.869	58.711	58.696	60.273	64.808	54.503	59.903
PASSIVA								
Banknotenumlauf	30.770	31.574	32.499	34.617	33.135	35.548	30.880	33.015
Einlagen von	19.784	17.628	21.255	21.089	22.147	23.084	18.480	23.350
<i>Kreditinstituten</i>	17.386	15.179	17.579	16.890	18.341	19.747	15.504	20.139
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.109	2.115	3.299	3.826	3.501	3.032	2.659	2.859
<i>Andere inländischer Einlegern</i>	289	334	377	373	305	305	317	352
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	552	643	365	472	403	478	479	421
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	494	506	322	383	369	447	372	376
<i>Sonstige</i>	58	137	43	89	34	31	107	45
Ausgleichsposten für zugeweilte Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	—	—	—	—	738
Rückstellungen	1.690	1.925	2.110	1.170	2.110	2.570	2.110	1.170
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	963	1.080	1.180	860	1.179	1.280	1.180	860
Sonstige Passiva	863	729	1.012	198	1.009	1.558	1.084	59
	54.914	53.869	58.711	58.696	60.273	64.808	54.503	59.903

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1968 6 décembre	1969 5 décembre	1969 7 janvier	1970 7 janvier
ACTIF								
Encaisse or	12.297	13.370	11.356	11.435	11.360	11.435	11.356	11.435
Devises	2.060	1.987	5.601	5.793	2.331	2.512	4.319	4.364
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	1.442	1.851	1.442	1.851	1.442	1.851
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	519	174	108	—	108	—	108	—
Portefeuille effets sur la Suisse	158	142	288	731	103	97	128	180
<i>Effets de change</i>	141	142	281	613	103	97	127	116
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	17	...	7	118	...	...	1	64
Avances sur nantissement	109	86	160	277	27	48	49	74
Titres	182	182	181	170	181	170	181	170
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	9	17	43	17	43	17	43
<i>autres</i>	182	173	164	127	164	127	164	127
Correspondants :	97	87	122	109	37	64	18	42
<i>en Suisse</i>	82	72	100	89	18	44	1	23
<i>à l'étranger</i>	15	15	22	20	19	20	17	19
Autres postes de l'actif	68	59	57	91	92	86	50	86
Total ...	15.922	16.519	19.315	20.457	15.681	16.263	17.651	18.202

PASSIF

Fonds propres	58	59	60	61	60	61	60	61
Billets en circulation	10.651	11.327	12.047	12.518	11.378	11.961	11.485	11.939
Engagements à vue	3.431	4.145	6.414	6.955	3.279	3.158	5.164	5.100
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.982	3.811	5.776	6.354	2.855	2.524	4.437	4.337
<i>Autres engagements à vue</i>	449	334	638	601	424	634	727	763
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	—	—	—	—	—	—	—
Engagements à terme	389	550	233	142	375	318	375	318
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	2	—	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	356	438	561	781	589	765	567	784
Total ...	15.922	16.519	19.315	20.457	15.681	16.263	17.651	18.202

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.) — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1987	31 décembre 1988	30 novembre 1988	30 novembre 1989	31 décembre 1988	31 décembre 1989
I. Or en lingots et monnayé	2.720	4.057	4.116	4.038	4.057	4.177
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	38	42	43	85	42	46
III. Bons du Trésor récomptables	1.335	70	67	7	70	7
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	72	62	62	62	62	63
V. Dépôts à terme et avances :	6.231	9.949	8.132	9.610	9.949	10.673
a) à 3 mois au maximum	5.755	6.004	4.125	7.482	6.004	8.223
b) à 3 mois au maximum (or)	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	440	} 3.945	4.007	2.128	3.945	2.450
d) de 6 à 9 mois	21					
e) de 9 à 12 mois	15					
f) à plus d'un an	—					
VI. Autres effets et titres :	1.941	1.563	1.687	4.130	1.563	4.548
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	295	299	299	299	299	299
b) de 3 à 6 mois	20	} 118	117	117	118	118
c) de 6 à 9 mois	77					
d) de 9 à 12 mois	11					
e) à plus d'un an	—					
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.345	999	1.149	3.176	999	3.696
b) de 3 à 6 mois	83	} 147	122	538	147	435
c) de 6 à 9 mois	53					
d) de 9 à 12 mois	34					
e) à plus d'un an	23					
VII. Actifs divers	1	20	5	21	20	17
<i>Total actif ...</i>	12.338	15.763	14.112	17.953	15.763	19.531

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 novembre 1968	30 novembre 1969	31 décembre 1968	31 décembre 1969
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	250
II. Réserves	45	75	75	105	75	168
1. Fonds de Réserve Légale	12	12	12	12	12	25
2. Fonds de Réserve Générale	23	38	38	53	38	53
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	10	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	15	15	30	15	80
III. Dépôts (or) :	5.032	5.543	5.328	5.400	5.543	6.064
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	} 226	} 264	} 337	} 226	} 258
b) de 9 à 12 mois	183					
c) de 6 à 9 mois	—					
d) de 3 à 6 mois	52					
e) à 3 mois au maximum	3.172	2.665	2.614	2.804	2.665	2.811
f) à vue	995	2.066	1.889	1.820	2.066	1.936
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	} —	} —	} —	} —	} 611
b) de 9 à 12 mois	17					
c) de 6 à 9 mois	—					
d) de 3 à 6 mois	55					
e) à 3 mois au maximum	375	97	97	—	97	—
f) à vue	183	489	464	439	489	448
IV. Dépôts (monnaies) :	6.228	8.241	6.813	11.161	8.241	12.061
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	13	} 1.942	} 2.028	} 1.551	} 1.942	} 1.373
b) de 9 à 12 mois	47					
c) de 6 à 9 mois	89					
d) de 3 à 6 mois	377					
e) à 3 mois au maximum	5.273	5.714	3.555	8.147	5.714	9.451
f) à vue	99	32	17	40	32	58
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	8	} 90	} 89	} 74	} 90	} 81
b) de 6 à 9 mois	—					
c) de 3 à 6 mois	—					
d) à 3 mois au maximum	305					
e) à vue	17	447	1.101	1.332	447	1.079
V. Effets :	573	1.466	1.463	831	1.466	835
a) de 9 à 12 mois	—	} 937	} 983	} 465	} 937	} 367
b) de 6 à 9 mois	—					
c) de 3 à 6 mois	—					
d) à 3 mois au maximum	573					
VI. Divers	104	75	71	111	75	121
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	231	238	237	220	238	32
<i>Total passif ...</i>	12.338	15.763	14.112	17.953	15.763	19.531

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D. Office National du Ducreire.
	ONEM Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.Y.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.Y. Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1967 ...	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvements des créances et des dettes en 1967 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente	XIII - 6		
— Forme et localisation	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 2. — Demandes et offres d'emploi.
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
SQUARE DES NATIONS 17 1050 BRUXELLES